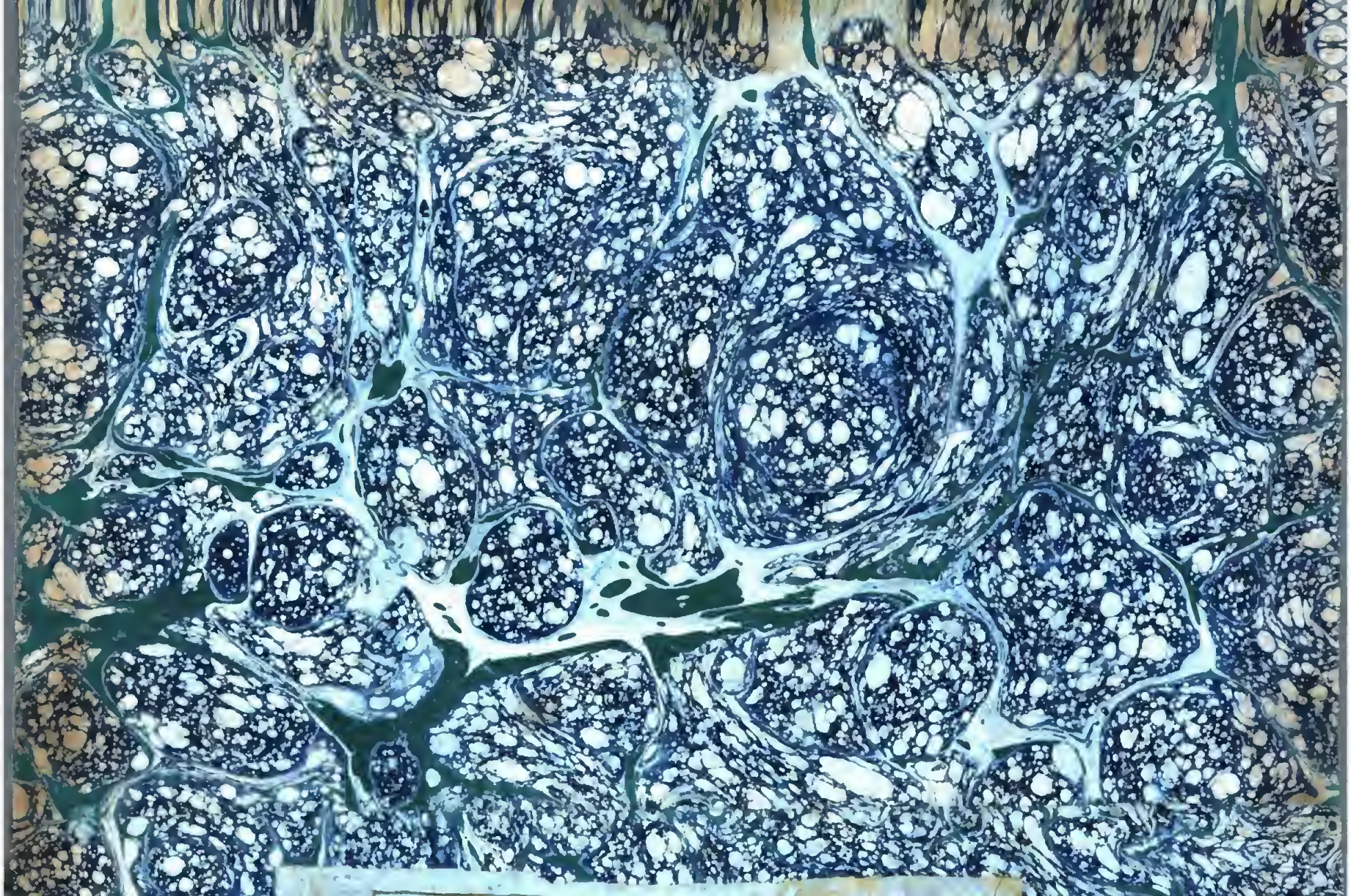
BIBL. NAZ.
Vitt. Emanuele III
II
SUPPL.
PALATINA
B
103
NAPOLI



II Sygl. Polsk. B. 103.

LETTRES

PARTICULIÈRES

DU BARON DE VIOMÉNIL

SUR LES AFFAIRES DE POLOGNE.

5 DN
65022

LETTRES

PARTICULIÈRES

DU BARON DE VIOMÉNIL,

(Officier général envoyé par la France, pour diriger les opérations militaires des Confédérés,)

SUR LES AFFAIRES DE POLOGNE,

EN 1771 ET 1772;

Précédées d'une Notice historique sur les principaux Agens français, chargés de la même commission, notamment sur Dumourier; et de souvenirs contenant des faits inconnus jusqu'ici, tant sur ce Général que sur le démembrement de la Pologne en 1772;

Collection pour servir à l'Histoire du temps, et de supplément à l'*Histoire de l'Anarchie de Pologne*, par M. *de Rulhière*, qui n'a pas traité l'époque dont il s'agit dans ces Lettres.

A PARIS,

Chez TREUTTEL et WÜRTZ, ancien hôtel de Lauraguais, rue de Lille, n° 17, vis-à-vis les Théatins;
Et à STRASBOURG, même maison de commerce.

1808.

AVIS

DES LIBRAIRES ÉDITEURS.

Nous offrons au public un recueil intéressant pour l'histoire et un complément nécessaire à l'*Histoire de l'Anarchie de Pologne*, par M. de Rulhière, ouvrage qui a été accueilli avec le plus vif intérêt, quoique non achevé. Le feu Lieutenant-Général Baron de Vioménil jouissoit d'une réputation distinguée, et ses Lettres doivent d'autant plus intéresser, qu'elles sont probablement l'unique partie de ses écrits qui ait échappé aux ravages de la Révolution, dont il a été une des victimes. Tous ceux qui l'ont connu conviennent qu'il écrivoit avec facilité, et qu'il joignoit beaucoup d'esprit à des talens militaires et à une grande valeur. Les Notices et les Souvenirs joints à cette collection, donnent des détails piquans et incon-

nus, et répandent un nouveau jour sur les affaires de Pologne et sur les hommes qui y ont été employés.

AVERTISSEMENT.

Un homme de lettres, également recommandable par ses connoissances et par la rectitude de son jugement, a publié, en 1807, une aussi bonne édition qu'il étoit possible de l'*Histoire de l'Anarchie de Pologne, et du démembrement de cette République*, par Claude-Carloman de Rulhière, de l'Académie française, mort le 30 janvier 1791, âgé d'environ cinquante-six ans. L'éditeur regrette, de même que le public, que l'auteur ait laissé son ouvrage imparfait; *mais nous avons entre les mains*, ajoute le premier (1),

(1) Voyez tome 1, page lv et lvj de la Notice sur M. de Rulhière.

les notes et les pièces que Rulhière avoit rassemblées pour le finir; et quoiqu'il ait pu s'en égarer quelques-unes, en 1806, le nombre en est considérable, sur-tout en ce qui concerne l'année 1771: il avoit tout rassemblé, tout disposé; il ne lui restoit plus qu'à écrire..... Nous avons conçu le projet de rapprocher toutes ces esquisses, de les enchaîner, et d'en composer, le plutôt qu'il nous sera possible, deux livres qui termineront cet ouvrage.

On ne peut qu'applaudir à ce projet, et en désirer la prompte exécution; mais de l'aveu même de l'éditeur, les notes et les pièces que M. de Rulhière avoit rassemblées, ne paroissent abondantes que pour 1771, et l'on sait que l'époque la plus intéressante

de l'anarchie de Pologne, est 1772, parce que ce fut celle où le démembrement de cette République-Monarchie termina à-la-fois les troubles, la confédération et l'existence politique de la nation polonaise. Quelqu'un qui avoit des liaisons avec M. de Rulhière, a su de lui-même, dans ses dernières années, qu'il éprouvoit les plus grandes difficultés à réunir des matériaux authentiques et suffisans pour écrire, d'une manière satisfaisante, cette dernière partie de son histoire, et qu'il n'avoit pu encore rassembler qu'un très-petit nombre de pièces ou de renseignemens dignes de confiance. Il pria même quelqu'un, que S. A. R. le feu Prince Henri de Prusse honoroit de bontés particulières, d'obtenir de plus grands éclaircissemens de la part de ce Prince, qui étoit

alors à Paris, et avec lequel on lui procura au commencement de 1789, deux entrevues. S. A. R. promit à son départ, de chercher des matériaux et de les envoyer; mais peu après son retour, il fit savoir que, plus mécontent que jamais du Comte de Hertzberg, principal ministre du roi Frédéric-Guillaume II, son neveu, à qui il étoit indispensable de s'adresser pour tirer des archives prussiennes une copie des pièces demandées, la déplaisance qu'il éprouveroit à s'adresser à ce personnage, l'empêchoit, du moins pour le moment, de remplir les vues de M. de Rulhière, mais qu'il se les rappelleroit dans des circonstances plus favorables. Les événemens politiques qui arrivèrent bientôt les empêchèrent de naître.

M. de Rulhière attendoit, sur-tout

de Prusse, des détails sinon totalement secrets, du moins bien circonstanciés, sur les négociations entre les cours de Berlin, de Pétersbourg et de Vienne, qui amenèrent le démembrement de la Pologne; et il faut convenir que le cabinet prussien étoit plus en mesure qu'un autre de les fournir, puisque c'étoit lui qui avoit provoqué le partage. On a placé au commencement de ce volume les Souvenirs du Comte de . . . ., ancien officier-général, sur le premier partage de la Pologne; ils contiennent les faits principaux qu'il avoit entendu raconter au Prince Henri de Prusse, ou tirés d'autres sources non moins sûres, et ils pourront suppléer à ce que S. A. R. avoit promis à M. de Rulhière ou aux notes quelconques de celui-ci, si elles sont perdues. On a

terminé les souvenirs par le traité définitif de partage, conclu entre la Russie, la Prusse et l'Autriche, le $\frac{25 \text{ juillet}}{5 \text{ août}}$ 1772, et qu'on ne croit encore imprimé nulle part, du moins textuellement.

Il paroît que M. de Rulhière n'a eu que peu ou point de matériaux sur la mission du Baron de Vioménil auprès de la Confédération polonaise; car tout ce qu'il en dit se réduit à ce petit nombre de lignes (1) : *Dumourier avoit quitté la Pologne, et y étoit remplacé par Vioménil. Le principal soin de celui-ci fut de disposer les officiers et les soldats français, troupe auxiliaire des Confédérés, à faire, en 1772, une campagne honorable; ils commencè-*

(1) Voyez l'Histoire de l'Anarchie de Pologne, tome IV, page 246.

rent en effet par surprendre le château et la ville de Cracovie. Obligés de se renfermer dans le château, ils y soutinrent un long siége. Choisi (1) *surtout, s'étoit couvert de gloire; mais enfin il fallut se rendre, et ils furent faits prisonniers de guerre.*

Quelqu'amateur que l'on puisse être du laconisme, on ne peut nier qu'il est poussé ici au point, que ce passage devient insignifiant par le vide qu'il laisse dans l'histoire de l'anarchie de Pologne : c'est pour le remplir, et en même temps pour rendre à la mémoire du Baron de Vioménil ce qui lui est dû, qu'on s'est décidé à publier sa correspondance particulière, pendant son

(1) On trouvera ailleurs quelques détails sur ce brave et respectable militaire.

séjour avec les Confédérés, c'est-à-dire depuis la fin de 1771 jusqu'au traité de partage de la Pologne. Ces lettres, écrites avec la franchise, la simplicité, la clarté et la précision qui conviennent si bien à un guerrier, sont un monument d'autant plus précieux pour l'histoire, qu'elles ne laissent rien à desirer sur les matières qui en font le sujet. Il ne faut donc pas les confondre, non plus que les pièces qui les accompagnent, avec les correspondances officielles de divers agens politiques ou militaires qui, *dans la nécessité d'écrire à des jours fixes et souvent à vide*, (comme l'observe l'éditeur de l'Histoire de l'Anarchie de Pologne (1)),

(1) Voyez l'Histoire de l'Anarchie de Pologne, tome 1, page lviij de la Notice sur M. de Rulhière.

surchargent leurs papiers de détails futiles ou de vaines conjectures. M. de Vioménil n'adressoit à son correspondant que des résultats utiles, rédigés d'après une foule de matériaux qui pouvoient être également fastidieux à lire et à compulser; aussi ces Lettres sont exemptes de cet inconvénient, de même que le petit nombre de pièces qu'il y a jointes : elles en deviennent parties intégrantes et nécessaires, et sont toutes propres à y répandre du jour et à en augmenter l'intérêt. On a ajouté quelques notes dans les endroits où elles ont paru nécessaires. On a aussi jugé indispensable de faire précéder le tout par une Notice, tant sur M. de Vioménil lui-même, que sur les deux agens par lesquels le Ministère français le fit devancer en Pologne, et du pre-

mier desquels M. de Rulhière n'a point parlé, quoiqu'il dût le connoître, ayant servi avec lui dans les Gendarmes de la garde du Roi.

NOTICE

SUR

LES TROIS PRINCIPAUX AGENS

EMPLOYÉS PAR LA FRANCE

AUPRÈS DES CONFÉDÉRÉS DE POLOGNE.

Aussitôt que le ministère français, alors dirigé par le duc de Choiseul, s'aperçut que l'impératrice de Russie Catherine II, cherchoit à s'immiscer essentiellement dans les affaires de Pologne, une sage politique lui fit sentir qu'il importoit à la tranquillité de l'Europe, de circonscrire les Russes dans les limites de leur Empire, et d'empêcher qu'ils ne troublassent le repos des nations voisines; mais le dégoût que Louis XV avoit conçu pour la guerre, depuis les mauvais succès

de celle de 1756, et sur-tout l'apathie du monarque qui vouloit vieillir tranquillement dans le sein de la volupté, ne permettoient à M. de Choiseul, qui connoissoit les intentions du Roi, d'employer que des voies détournées, et par conséquent foibles, pour atteindre le but qu'il se proposoit; c'est-à-dire, de réprimer l'ambition de la Russie. Si ce ministre avoit eu le choix des moyens, on ne peut douter que, conformément à son caractère, il n'en eût déployé de plus vigoureux et de plus efficaces, que ceux d'exciter sourdement les Polonais mécontens, à se confédérer contre la Russie, ou plutôt à se soulever contre Stanislas Poniatowski, qu'elle avoit mis sur le trône de Pologne, le 7 septembre 1764, afin de gouverner cet Etat sous son nom. M. de Choiseul ayant réussi, en octobre 1768, à pousser l'Empire ottoman à prendre les armes, pour soutenir l'indépendance de la Pologne contre Catherine II, jugea utile d'opérer une diversion en faveur des Turcs,

au moyen des Polonais confédérés, qui pouvoient occuper un corps considérable de troupes russes, si on parvenoit à mettre de l'ordre et de l'ensemble dans leurs entreprises militaires; mais il falloit leur donner un directeur, qui ne fût pas d'un rang assez élevé pour produire dans le pays une grande sensation, contraire au rôle obscur auquel la France se réduisoit dans cette conjoncture, et qui, d'un autre côté, eût assez d'esprit et de talens pour faire concourir au même but, une foule d'hommes que la diversité de leurs intérêts, quoiqu'ils se fussent armés pour la même cause, rendoit peu susceptibles d'accord. Ce choix n'étoit pas facile. L'éditeur de l'*Histoire de l'Anarchie de Pologne*, nous apprend (1), qu'*en 1768, M. de Rulhière faillit recevoir une mission secrète pour la Pologne;* et il ajoute que, *si, comme on peut le présumer, cette mission étoit du même genre de celle qui fut*

(1) Tome 1, page x de la notice sur Rulhière.

donnée à Dumourier en 1770, Rulhière dût se féliciter d'y avoir échappé. Quoi qu'il en soit, M. de Choiseul préféra un autre agent, doué des qualités qu'exigeoit une mission aussi difficile.

Il s'agit de M. le chevalier de Taulès, entré en 1754 dans les gendarmes de la garde du Roi, et qui, dix ans après, c'est-à-dire en 1764, avoit embrassé la carrière des affaires étrangères. Les troubles qui agitoient la ville de Genève en 1766, ayant engagé le Roi à y envoyer le chevalier de Beauteville, son ambassadeur en Suisse, M. de Taulès l'accompagna. L'objet de cette mission étoit de rétablir la paix dans cette parvulissime République. L'obligation de se concerter avec les cantons de Zurich et de Berne, dont les vues et les principes étoient absolument contraires à ceux de la France, rendit cette négociation pénible et infructueuse. De Genève, M. de Taulès passa en Suisse, et résida une année à Soleure, pour y suivre la même affaire. Ce fut pendant son séjour

à Genève, qu'il fit connoissance avec Voltaire, à qui l'aimable originalité de son esprit et de son caractère plurent infiniment. Il mandoit à Mme d'Argental, le 18 avril 1766 (1) : *M. Henin* (2) *est très-fâché de la retraite de M. le duc de Pralin* (3) *et de M. de Saint-Foix* (4); *M. de Taulès, qui a aussi beaucoup d'esprit, ne me paroît fâché de rien.* Une longue lettre que Voltaire écrivit à M. de Taulès lui-même, le 21 mars 1768 (5), prouve qu'il faisoit beaucoup de cas de son jugement, et aimoit à discuter avec lui des

(1) Voyez la Correspondance générale de Voltaire, tome LIX de ses Œuvres, page 340.

(2) Alors résident de France à Genève, et depuis premier commis des affaires étrangères; homme d'esprit très-instruit.

(3) Il échangea alors avec le duc de Choiseul, son cousin, le département des affaires étrangères contre celui de la marine.

(4) Alors premier commis des affaires étrangères, et depuis sur-intendant des finances de M. le comte d'Artois.

(5) Voyez la Correspondance générale de Voltaire, tome LX de ses Œuvres, page 437.

faits historiques douteux ou obscurs, dont l'éclaircissement demandoit de la sagacité. En 1768, il fut nommé capitaine de dragons, et le duc de Choiseul l'envoya en Pologne et vers les frontières de la Moldavie. Il y rendit tous les services dont sa mission étoit susceptible. Une campagne triste et malheureuse qu'il fit contre les Russes dans la Podolie, avec les Confédérés, le mit à portée de connoître d'une manière sûre, qu'on n'avoit rien à attendre de ce ramas de gentilshommes, sans ordre ni discipline, et commandés par des chefs toujours divisés. Chargé, pour eux, par la cour de Versailles, d'une somme considérable, il se convainquit que toutes les dépenses qu'on pourroit faire en leur faveur, seroient perdues pour les vues de la France, où il revint de lui-même, en rapportant l'argent. Craignant qu'une lettre qu'il falloit écrire au duc de Choiseul, pour l'informer de sa résolution, ne fût interceptée et ne découvrît le mystère de son voyage, il se borna

à adresser au ministre ce billet emblématique, mais facile à comprendre : *Comme je n'ai pas trouvé dans ce pays-ci, un seul cheval digne d'entrer dans les écuries du Roi, je retourne en France avec mon argent, que je n'ai pas cru devoir employer à acheter des rosses.* Cette dépêche d'un prétendu maquignon, divertit beaucoup M. de Choiseul, à qui M. de Taulès entreprit de démontrer, qu'il falloit cesser de fomenter la guerre des Confédérés, parce qu'elle ne servoit qu'à la destruction des hommes, sans avancer les affaires d'aucun parti. On trouvera à la suite de cette Notice un Mémoire de M. François-Auguste, chevalier Thesby de Belcour, officier français qui fit la campagne de 1769 avec les Confédérés, et dont les récits ainsi que les réflexions, confirment l'opinion de M. de Taulès. Un jour que ce loyal et intéressant négociateur étoit avec le Ministre, un M. du Luc, genévois, qui s'étoit rendu à Versailles pour engager le Gouvernement français à protéger les citoyens

contre l'ambition du conseil, fit demander une audience que M. de Choiseul refusa d'abord, en disant : *Que répondrai-je à cet homme, qui vient sans doute me parler des petits intérêts et des tracasseries de son tripot, auxquels je n'entends rien?* Recevez-le toujours, répliqua M. de Taulès; ses efforts tendront certainement à engager la France à enfreindre les promesses faites ci-devant, au nom du Roi, au Gouvernement genévois; vous l'observerez à M. du Luc, et selon la manière dont il se défendra, je me mêlerai de la conversation, et vous tirerai d'embarras. Sur cette assurance, le Duc fait entrer le Genévois, qui expose sa demande. Le Ministre lui réplique par l'observation convenue; M. du Luc ne néglige rien pour faire valoir sa cause; M. de Taulès détruit tous ses argumens, et, après l'avoir réduit au silence, il ajoute : *Il y a, Monsieur du Luc, un excellent moyen d'arranger tout cela.* Alors le Ministre et M. du Luc redoublent d'attention, et le malin

chevalier ajoute: *C'est, Monsieur du Luc, d'ensevelir votre tête sous une énorme perruque de syndic.* Le Genévois sentit le piquant de cette réponse : néanmoins il sourit à l'idée de son élévation (1).

A la fin de 1769, M. de Taulès fut chargé, à son retour de Pologne, d'un travail important sur les négociations de la France avec la Suisse. En 1771, après la disgrace du duc de Choiseul, les éta-

---

(1) Quelque temps après, M. Greenville, Anglais de distinction, passant à Genève, de simples citoyens et des magistrats lui parlèrent séparément de leurs prétentions respectives, mais si contradictoirement, que ne pouvant s'en former une juste opinion, il pria Voltaire de lui éclaircir ces assertions si diverses du peuple et des magistrats. *Je peux*, répondit le vieillard, *vous satisfaire aussi véritablement que brièvement. Ce sont environ neuf cents tignasses qui se disputent contre cinquante grandes vilaines perruques, pour devenir de grandes perruques elles-mêmes.* La réponse de M. de Taulès et celle de M. de Voltaire expliquent suffisamment, que les magistrats de Genève étoient alors distingués par d'énormes perruques, tandis que les citoyens n'en pouvoient porter que de médiocres ou de petites.

blissemens de commerce des Français dans la Syrie et la Palestine, se trouvant exposés aux désordres et aux troubles qui sont la suite des guerres civiles, *il parut essentiel*, suivant les propres expressions de la feuille signée par le Roi, *d'y faire passer un sujet connu et éprouvé, sur lequel on pût compter, et qui eût des ressources dans l'esprit.* M. de Taulès y fut envoyé avec le titre de consul général. A peine arrivé en Syrie, il se trouva renfermé dans la ville de Seyde, bientôt assiégée par une armée de trente mille Turcs, prévenus contre les Français, qu'ils accusoient d'avoir appelé une escadre russe dans cette partie du Levant: ils ne parloient que de les massacrer. M. de Taulès parvint à effacer ces dangereuses impressions, et à s'attirer également la confiance des deux partis. Jamais la considération pour la France ne fut portée plus loin en Turquie, que dans le territoire où s'étendoit l'administration de M. de Taulès; jamais la protection

exercée au nom du Roi n'y fut plus respectée et plus efficace. Les Turcs, pour mieux honorer le nom Français, parurent en différentes occasions oublier leurs loix, leurs mœurs, leurs usages. Le Grand-Emir des Druses, chef des rebelles, d'un côté, et le fameux Dgezzar-Pacha, revêtu de toute l'autorité du Grand-Seigneur, de l'autre, desirèrent qu'il devînt le médiateur de leurs différends. Malgré les avantages qu'il devoit retirer personnellement de cette médiation, des raisons fondées sur l'intérêt du commerce national, le portèrent à se refuser à leurs instances. Quoique long-temps et fortement sollicité par eux, il se conduisit avec assez de ménagement, pour éviter de les aigrir par son refus.

Dans la guerre de 1778, des corsaires anglais, sans aucun égard pour le droit des nations, eurent l'audace d'enlever plusieurs de nos vaisseaux dans les ports du Grand-Seigneur. Ce fut en vain que le ministère et l'ambassadeur de France

réclamèrent à Constantinople contre ces attentats. De pareils outrages, en demeurant impunis, livroient les Français au mépris des peuples dans tous les ports du Levant. Un seul moyen leur restoit pour se rétablir dans la considération qui leur étoit due : c'étoient les représailles. Il importoit de faire voir aux Turcs, que les Français savoient se faire justice eux-mêmes, lorsqu'elle leur étoit refusée. M. de Taulès saisit la première occasion qui se présenta, de mettre cette idée en exécution. Encouragé et enhardi par la certitude de bien servir son pays, et fermant les yeux sur tout ce qu'une entreprise semblable pouvoit avoir de dangereux pour lui-même, il engagea le commandant d'un vaisseau à se saisir audacieusement, dans le port de Larnaca, en Chypre, d'un bâtiment français que les Anglais y avoient conduit, après s'en être emparés. Cette action produisit le résultat que M. de Taulès avoit prévu. La Porte étonnée, et craignant de voir une

guerre intestine s'élever dans ses ports, changea absolument de conduite, et lorsque les Anglais renouvelèrent ensuite leurs pirateries, ils furent promptement obligés par les Turcs, à la restitution des vaisseaux qu'ils avoient pris, et à la réparation des dommages qu'ils avoient occasionnés. Ils rendirent ainsi sept bâtimens enlevés dans les rades de la Syrie et de l'Egypte. Sans les représailles que M. de Taulès avoit pris sur lui de faire exercer, ils étoient perdus pour la France, et il falloit ce trait de hardiesse pour forcer les Turcs à être justes à notre égard. Le capitaine en second du vaisseau pris par les Anglais, détenu prisonnier par eux sur son propre bâtiment, ayant été grièvement blessé d'un coup de feu par nos soldats, au moment de la reprise, M. de Taulès eut la générosité de lui assigner, sur ses propres pensions, qui étoient très-minces, un revenu de deux cents livres.

En 1779, la santé de M. de Taulès, qu'un climat brûlant avoit extrêmement

dérangée, le mit dans la nécessité de demander sa retraite. Le ministre lui écrivit : *Que Sa Majesté auroit desiré conserver plus long-temps à son service, un officier dont elle connoissoit si bien le zèle et les talens; mais qu'elle s'étoit décidée à lui accorder sa retraite, par égard pour les motifs pressans qui le forçoient à quitter les fonctions qu'elle lui avoit confiées.*

Une lettre précédente fait encore mieux connoître le jugement que le ministre portoit de sa conduite : *Je n'ignore pas*, lui mandoit-il, *la manière distinguée avec laquelle vous avez servi Sa Majesté au milieu des troubles de la Syrie, la considération dont vous jouissez parmi les chefs des deux partis, l'intelligence, l'impartialité et la probité qui ont dirigé toutes vos démarches, et les marques d'approbation que vous avez reçues en différentes occasions du feu Roi et de son conseil.*

Ces éloges mérités furent la seule ré-

compense de M. de Taulès. On le croit mort depuis quelques années (1).

M. Dumourier, devenu si fameux depuis, partit de France en juillet 1770, par ordre du duc de Choiseul, pour se rendre auprès du conseil général de la confédération de Pologne, établi alors à Epéries en Hongrie. Le Ministre se flattoit encore, quoique mal-à-propos, de pouvoir embarrasser essentiellement les Russes par une diversion, que l'établissement de ce conseil mettroit plus d'ordre

---

(1) En faisant des recherches dans des archives publiques, M. de Taulès a trouvé un fil qui, suivi avec sa persévérance et sa sagacité accoutumées, paroît l'avoir conduit à découvrir le véritable secret du prisonnier *au masque de fer*. Il a composé à ce sujet un ouvrage assez considérable, que nous avons lu, et dont nous ne dévoilerons pas le résultat, afin de ne pas priver ceux à qui il a laissé son manuscrit des avantages qu'ils peuvent retirer de cette intéressante découverte.

dans les entreprises des Confédérés, et que par conséquent l'emploi des subsides que le Roi voudroit bien leur accorder, ne seroit ni prodigué, ni compromis au point où M. de Taulès l'avoit craint. Les divers rôles que le nouvel agent français joua dans la suite, exigent qu'on s'arrête un peu sur ce personnage vraiment singulier.

Charles-François Dumourier est né le 26 janvier 1739, à Cambrai, où son père servoit en qualité de commissaire des guerres : il étoit probe, instruit et fort spirituel; on a de lui la traduction du charmant poëme de Richardet (1). Il donna à son fils une éducation très-soignée, et le fit entrer au service en 1757, dans le régiment d'Escars, cavalerie, avec le grade de cornette : né brave, il se distingua, reçut plusieurs blessures en 1759 et 1760, obtint le grade de capitaine en

(1) Elle est en vers. L'auteur du poëme, composé en italien, est Carteromaco ou Fortiguerra.

1761, avec la croix de Saint-Louis, et fut réformé à la fin de 1762, après la paix. Sa turbulence et sa tournure d'esprit ne comportant ni le repos, ni l'ordre de choses qui pouvoient le conduire à un avancement certain par les voies ordinaires, il voulut se mêler d'affaires politiques ou militaires, passa en Italie, offrit successivement ses services aux Génois contre Paoli, chef des Corses rebelles, et à Paoli contre les Génois; refusé par les deux partis, il resta en Corse pour son propre compte, se joignit à un des ennemis du général Paoli, et alla se faire battre devant Bonifacio. Après avoir intrigué encore quelque temps en Corse, il revint en France, remit au duc de Choiseul des plans pour s'emparer de cette île, et dont le Ministre ne fit aucun usage; mais il paroît qu'il fournit à leur auteur quelques secours pour voyager en pays étranger. Dumourier alla, en 1766, en Espagne et en Portugal (1). En 1768,

(1) Un des résultats de ce voyage fut un ouvrage

lorsque la conquête de la Corse fut résolue, il fit si bien valoir les connoissances qu'il avoit acquises sur le pays, qu'on l'employa en qualité d'aide maréchal-des-logis, dans l'armée qu'on y envoya. Il y fit les campagnes de 1768 et de 1769, et obtint le grade de colonel, malgré ses fréquentes brouilleries avec les généraux, et notamment avec le comte de Marbeuf, à raison de sa manie de vouloir tout diriger, et d'improuver tout ce qu'il ne faisoit pas. En 1770, il fut envoyé auprès des confédérés : un autre auroit sans doute considéré que puisqu'un homme sage n'avoit pas voulu garder cet emploi, il falloit y renoncer; mais M. Dumourier étoit trop avide de missions, pour refuser même la plus mauvaise, et il accepta. Tant que le duc de Choiseul fut en place, son agent se tint au moins dans des bornes raisonnables; mais ce Ministre ayant été

---

intitulé : *Etat présent du royaume de Portugal*, en 1766, imprimé en 1775 en un volume *in*-12.

disgracié le 24 décembre 1770, l'auteur de l'*Histoire de l'Anarchie de Pologne*, observe (1) : que M. Dumourier étendit alors lui-même ses pouvoirs, et se mit à donner des ordres aux confédérés au lieu de conseils et de subsides; qu'il avoit d'abord gagné la confiance de plusieurs d'entre eux, en établissant une sorte de discipline dans leurs troupes; mais qu'il la perdit bientôt, en menaçant inconsidérément l'intrépide Casimir Pulawski, qui venoit d'essuyer un de ces échecs si communs à la guerre, de le faire juger comme coupable de lâcheté, et en risquant et perdant lui-même, avec une très-grande imprudence, le 22 juin 1771, la petite bataille de Landscron, qui ne dura pas une demi-heure, et dont il ne manqua pas d'attribuer le mauvais succès aux Polonais, qui n'étoient qu'environ douze cents contre cinq mille six cents Russes. Le même historien ajoute :

(1) Tome IV, page 219.

Qu'il traitoit d'ailleurs les confédérés avec une hauteur, que le caractère de sa mission n'avoit jamais autorisée, et qui ne l'étoit plus par ses services; que devenu presque l'ennemi de ceux qu'il étoit venu seconder, depuis qu'ils étoient moins dociles et moins heureux, il écrivit en France, qu'auteurs de leurs propres désastres, ils s'étoient rendus indignes d'une protection qui, dans l'état de leurs affaires, seroit d'ailleurs impuissante(1). Rien n'est plus vrai que ce résumé; mais il auroit fallu conserver les propres expressions de M. Dumourier, tant elles sont remarquables; au reste, nous allons suppléer au laconisme de M. de Rulhière, en rapportant quelques traits des dépêches ou autres écrits de M. Dumourier sur la Pologne. *La cour de France*, dit-il, *étoit bien informée alors de la foiblesse des Turcs. Le chevalier de Taulès, qui avoit été envoyé, avec de l'argent, à la confédé-*

(1) Voyez tome IV, pages 228 et 229.

ration de Bar, avoit été témoin de sa dissolution, avoit rapporté l'argent, et avoit démontré l'impossibilité de tirer aucun parti des confédérés. Cet aveu est précieux, et permet de demander à son auteur, pourquoi avouant l'impossibilité démontrée du succès, il osa néanmoins tenter la fortune, s'exposer à un discrédit aussi certain que rapide, et à voir ses plans renversés en un clin-d'œil, et sans ressource, puisque les chefs polonais étoient aussi aveugles qu'indisciplinés? *Il faut absolument,* continue-t-il, *faire finir cette guerre. La diversion de Pologne n'occupe que fort peu de Russes; elle les enrichit, et leur donne un prétexte légitime pour augmenter et fortifier leur armée aux dépens du pays..... La Confédération n'a aucun moyen militaire. Il ne reste plus que la négociation des puissances protectrices, qui puisse tirer la Pologne de la servitude à laquelle la conduisent des mœurs indignes, la lâcheté, la licence, le désordre et l'incapa-*

cité de ses défenseurs..... J'ai jugé à propos, ajoute-t-il encore, *de finir là ma campagne, et de ne plus compromettre jusqu'à nouvel ordre la protection de la France, et le subside qu'elle accorde pour des gens qui le méritent si peu. Je me suis rendu à Novitarg, pour me retirer en Hongrie.*

Encore une fois, pourquoi M. Dumourier n'imitoit-il pas M. de Taulès, en épargnant l'argent de la France, et en renonçant à de vaines tentatives dont celui-ci avoit démontré l'impossibilité du succès? Il faut convenir que la conduite du premier est celle d'un intrigant, léger et inconséquent qui finit par décrier lui-même la besogne qu'il a gâtée ou qu'il ne peut faire, après s'être flatté de réussir; d'un autre côté, il fut très-fâché qu'on envoyât le baron de Vioménil pour le remplacer.

Revenu en France dans le courant de 1771, M. Dumourier nous apprend lui-même, dans le précis de sa vie qui

termine ses Mémoires (1), qu'il fut employé par le marquis de Monteynard, secrétaire d'Etat de la guerre, à des travaux sur les ordonnances militaires; qu'à la fin de la même année, il reçut de Louis XV lui-même, une mission relative à la révolution de Suède; que le duc d'Aiguillon, ministre des affaires étrangères, que le Roi n'avoit pas mis dans le secret, le fit arrêter à Hambourg en 1773, avec MM. Favier et de Ségur, et conduire à la Bastille. On croit qu'entraîné par son amour-propre et son esprit brouillon, il avoit eu le tort d'outrepasser ses instructions. Quoi qu'il en soit, après une détention rigoureuse de six mois, en mars 1774 il fut envoyé au château de Caen, et obtint presqu'aussitôt la ville entière pour prison. Il en sortit peu de temps après l'avènement de Louis XVI au trône. Devenu éperdûment amoureux de sa

(1) Cet article est intitulé : *Précis de la vie du général Dumourier, extrait d'une lettre à un de ses amis.*

cousine, ce mariage long-temps traversé, fut conclu au mois de septembre. *J'ai enfin mis une queue à mon roman*, mandoit-il alors, dans son style grivois, à un homme de sa connoissance; mais cette union ne devint pas une source de constance pour M. Dumourier, ni de bonheur pour sa femme, qu'il rendit très-malheureuse, et finit même par abandonner; du moins dans les dernières années qu'il passa en France, on ne lui vit que des maîtresses. Il raconte qu'en 1774, presqu'au moment où il obtint sa liberté, le comte du Muy, ministre de la guerre, l'employa dans son grade de colonel, l'envoya à Lille pour les nouvelles manœuvres militaires que le baron de Pirch avoit apportées de Prusse, le chargea aussi de l'examen d'un projet de redressement de la Lys, et d'un projet de port dans la Manche à Ambleteuse; qu'il employa à ces diverses occupations la fin de 1774 et toute l'année 1775. En 1776, il fut associé au chevalier d'Oisi, capitaine de vais-

seau, et au maréchal de camp la Rosière (1), afin de choisir sur les côtes de la Manche un emplacement pour la construction d'un port, et qu'il passa toute l'année 1777 à la campagne à Romilli, près du Pont-de-l'Arche en Normandie. Il étoit bien juste de se reposer après tant de travaux ; au surplus, le repos étoit si contraire à son caractère, qu'après en avoir essayé, il l'abjura pour le reste de sa vie.

M. Dumourier n'étoit pas seulement rédacteur d'ordonnances, juge de manœuvres militaires, chercheur de ports de mer; il étoit encore prophète, et comme il avoit prédit, comme tout le monde, la guerre d'Amérique, il nous apprend que, dès qu'elle fut certaine, le prince de Montbarey, devenu ministre de la guerre, s'empressa de l'appeler auprès de lui, pour le seconder dans les arrangemens qu'elle exigeoit; qu'il profita

(1) Depuis lieutenant-général.

de sa situation pour faire rétablir, pour lui, en 1778, le commandement de Cherbourg, qu'il trouvoit le point le plus favorable dans la Manche, et qu'aidé du crédit et de l'activité du duc d'Harcourt, gouverneur de Normandie; il fit décider en faveur de Cherbourg, le procès qui duroit depuis cent ans entre ce local et celui de la Hougue, pour la confection d'un port militaire, et que depuis cette époque jusqu'en 1789, il fut occupé des travaux de ce port; mais sa modestie lui fait dissimuler, que pendant la guerre qui dura depuis 1778 jusqu'à la fin de 1782, sa tête ardente fut continuellement agitée, qu'il étoit impossible d'imaginer rien de plus extraordinaire que son inquiétude d'esprit et les mouvemens qu'il se donnoit; que dévoré du desir de jouer un rôle, il ne rêvoit que descentes ou entreprises sur les côtes d'Angleterre, qu'il fatiguoit le ministère de mémoires et de projets, et qu'il proposa dix plans différens, seulement pour attaquer les

îles de Jersey, de Gernesey et de Wight. Fait brigadier d'infanterie le 5 décembre 1781, et maréchal de camp le 7 mars 1788, *son traitement et ses pensions*, dit-il, dans l'extrait de la lettre à son ami, *montoient à vingt mille francs qui lui suffisoient.* En écrivant ceci, M. Dumourier se trompoit, vouloit tromper son ami, ou manquoit totalement de mémoire. Il auroit dû se rappeler, qu'ayant connu le comte de Saint-Priest, dès qu'il le sut entré au Conseil en qualité de ministre d'Etat, il chercha à se faire admettre, par son canal, dans la carrière des négociations, ou du moins à obtenir qu'on l'attachât aux affaires étrangères avec douze mille francs d'appointemens, sans préjudicier aux vingt mille francs qu'il avoit déjà, et qui probablement ne lui suffisoient pas autant qu'il l'assure : ce fut dans cette double vue, qu'il écrivit le 7 janvier 1789, au nouveau Ministre, la lettre suivante :

MONSIEUR LE COMTE,

« Les événemens politiques de l'Angleterre paroissent justifier la sécurité et l'inaction qui sont la base actuelle de la conduite de notre ministère. A la bonne heure pour ce côté-là, puisque cet état de choses favorise notre foiblesse; mais réfléchissons bien mûrement à la promptitude du mouvement donné à la Pologne, par le roi de Prusse, et aux conséquences de ce mouvement.

» On peut prévoir qu'il n'y aura cet hiver ni paix particulière entre l'Empereur et les Turcs, ni paix générale entre les Turcs et les deux Empires. Alors, les états héréditaires de l'Empereur seront épuisés de moyens de subsistances par les deux armées autrichienne et russe, qu'il aura fallu nourrir tout l'hiver. La Pologne gardera pour les Prussiens et pour sa nouvelle constitution militaire, ses grains. Au printemps, les Autrichiens et les Russes

seront sans ressources, pendant que les Turcs, les Prussiens et les Polonais, regorgeront de moyens. Joignez à cela la diversion de la Suède, qui ne sera plus gênée par le Danemarck, contenu par les Prussiens, les Hollandais et les Anglais, et jugez le danger des deux empires.

»Voilà sur quoi il seroit très-important de veiller, et ce qui demande des efforts de négociation dont il me semble qu'on ne se fait pas même d'idée. Voilà à quoi je pourrai être utile, et pourquoi je me suis proposé. Lorsque j'ai tant fait que d'esquisser un plan général, et de dire qu'il falloit entamer des négociations personnelles, j'ai eu plus de raison qu'un autre de me mettre en avant. 1°. Je ne suis pas un intrus aux affaires étrangères. Elève du comte de Broglie et de Favier, formé par de longues études et des voyages, j'ai été chargé des affaires de la Pologne, en 1770 et 1771; j'ai été initié dans celles de la Suède en 1773. 2°. J'ai cinquante ans, et je suis Officier général. 3°. Je com-

mande dans un poste très-délicat, très-jalousé, et à dix-huit lieues des Anglais. Ce poste est tout ouvert, et l'intérêt de mon honneur, joint à celui de l'honneur du royaume, me fait la loi de dire tout ce que je crois nécessaire pour en suspendre les dangers, jusqu'à ce qu'il soit en état de défense. Si même notre inaction et la persuasion trop intime de notre foiblesse, amènent un jour de plus grands dangers, avant que Cherbourg soit en état de défense; je me verrai contraint à protester devant le roi et la nation, et à rappeler ce que j'ai fait pour éloigner ces dangers. Vous avez fait pour moi deux propositions très-raisonnables. La première étoit de donner la retraite au vieux baron de la Houze, de faire passer le comte d'Eterno en Danemarck, le vicomte de Vibraye en Prusse, et de me nommer Ministre en Saxe, où je serai très-utile dans les circonstances présentes. M. de Montmorin vous a répondu que cela ne pouvoit pas se faire, parce qu'il falloit

suivre un ordre de promotion, ayant beaucoup de sujets à placer, et qui se trouvent déjà dans les affaires étrangères. Il y a à répliquer, que lorsque, de plein saut, on a donné à M. de Gouffier l'ambassade de Turquie, pour avoir fait un livre sur la Turquie, on n'a pas consulté le tableau. On ne le consulte même jamais, sur-tout dans des occasions forcées, et on doit prendre le sujet propre à la place, de préférence au premier à monter. D'ailleurs, je le répète, je ne suis pas un intrus dans les affaires étrangères : j'ai même des droits plus réels que tous les débutans.

» La deuxième proposition étoit de m'attacher aux affaires étrangères, avec 12,000 livres d'appointemens, de me faire travailler sur les matières politiques du Nord, et me tenir à portée des missions qui deviendront nécessaires, et qu'on remettra peut-être entre des mains moins sûres et moins habiles. M. de Montmorin a refusé, sous prétexte d'économie. J'avoue

que de toutes celles qu'il peut exercer, c'est celle que je trouve la plus déplacée, et que je ne peux y voir qu'une exclusion personnelle que je ne mérite pas; car si on pouvoit, au bout de dix-huit ans, revenir sur des réclamations, personne ne seroit plus en droit que moi, qui me suis ruiné au voyage de Pologne, que la haine personnelle du duc d'Aiguillon a écarté de toute récompense, et qui devrois avoir depuis long-temps, ou une pension, ou des appointemens des affaires étrangères. Ainsi, ma demande n'est pas indiscrète, lorsque j'offre de gagner ces appointemens par mon travail.

»Je n'ai ni intrigué ni contourné le ministère, que j'aurois pu accabler de protections et de demandes par des voies supérieures. Intimement persuadé que je pouvois être utile, soutenu dans cette opinion par l'estime que vous-même m'avez témoignée en tout temps, et par les démarches que vous avez bien voulu faire, je me suis proposé franchement, dans l'es-

poir d'être utile. Je renonce à cet espoir, jusqu'à ce qu'il arrive des circonstances qui décident à employer chacun selon son talent ».

M. de Saint-Priest trouvant sans doute dans cette lettre une tournure d'intrigue qui lui déplut, y fit la réponse suivante, qui est aussi sèche que repoussante :

A Versailles, le 8 janvier 1787.

« Je reçois, Monsieur, la lettre dont vous m'avez honoré hier. Je comprends qu'il vous en coûte pour renoncer à l'attrait que vous avez pour la carrière des négociations, à laquelle vous êtes très-propre ; mais les circonstances ne vous favorisent pas ; il n'y a que leur pression bien prononcée qui puisse raisonnablement vous y appeler, et je n'ai pas fait la proposition formelle dont vous me parlez, du moment que j'ai vu les dispositions politiques actuelles de notre cabinet. Je

n'ai qu'un avis, et nulle autre ingérence, et je me tiens très-exactement et très-volontiers dans cette sphère-là.

J'ai l'honneur d'être, avec un véritable attachement, Monsieur, votre très-humble et très-obéissant serviteur,

Le Comte de SAINT-PRIEST.

Après cette courte et désagréable correspondance, que M. Dumourier n'eut garde de confier à personne, il retourna en Normandie, où il intrigua en vain pour se faire élire député aux Etats-Généraux, et fut désolé du temps qu'il avoit perdu à composer des brochures dans le sens des principes alors en faveur. La révolution qui éclata bientôt, lui fit naître l'espérance de jouer un rôle brillant dans la vaste et importante province de Normandie, où le duc de Beuvron commandoit sous le duc de Harcourt, son frère. On accuse M. Dumourier d'avoir oublié la reconnoissance qu'il devoit à cette famille respectable, au point de soulever le peuple

de Caen contre le premier, et de faire son possible pour engager le second à sortir de la province, où il se flattoit de rester le maître. Il réussit effectivement à se débarrasser des deux frères ; mais là se borna son succès. On pénétra le but de ses manœuvres, et les Normands n'ayant pour lui ni confiance, ni estime, ni bienveillance, il se vit réduit à quitter le pays, pour exercer ses talens sur un autre théâtre. Il étoit en 1790 à Paris, où il se fit recevoir aux Jacobins, tâcha de se lier avec le comte de Mirabeau, contre lequel il avoit écrit, et avec le marquis de la Fayette, à qui il proposa d'adopter, pour la garde nationale parisienne, la même organisation qu'il avoit donnée à celle de Cherbourg, et dont il vantoit l'excellence. M. de la Fayette qui avoit à ses ordres assez de barbouilleurs de papier, et qui craignoit sans doute les intrigues du personnage, se hâta de l'envoyer, en juin 1790, fomenter les troubles de la Belgique. Cette brillante mission n'eut d'autre résultat

qu'une brochure de 110 pages in-8°. intitulée *Le Guide des Nations*, ou *Correspondance politique et morale sur la France et les Pays-Bas*. Comme la morale de Dumourier lui prescrivoit d'avoir des liaisons avec toutes les classes de révolutionnaires, il fit imprimer son opuscule chez ce Gorsas si ridiculisé par la chanson *des chemises*, et guillotiné le 7 octobre 1793.

En 1791, M. Dumourier, attaché dans son grade de Maréchal de camp à la douzième division militaire, comprenant depuis Nantes jusqu'à Bordeaux, aux ordres du lieutenant-général Verteuil, vieillard octogénaire, insusceptible d'aucune activité, usurpa bientôt toute l'autorité, pour se rendre commandant effectif de cette division, et toujours prêt à se mettre en avant, il profita de sa position pour rassembler, de son autorité privée, à la nouvelle du départ du Roi, un corps de sept ou huit mille hommes, pour marcher à leur tête sur Paris. Il manda à Barrère et à d'autres

députés, qu'il accouroit pour défendre l'Assemblée nationale, tandis qu'il n'avoit d'autre but que d'obtenir de la considération du parti quelconque qu'il auroit trouvé dominant, en lui offrant ses services ; mais le prompt retour du Roi fit évanouir cette ressource, et replongea Dumourier dans l'obscurité et l'inaction, desquelles il avoit un si violent desir de sortir.

Ne pouvant plus supporter son oisiveté, et désespéré de n'avoir aucun emploi important, et sur-tout de ne pouvoir *faire du bruit*, il résolut de tenter les plus grands efforts pour obtenir enfin du crédit ou de l'occupation, et se rendit à Paris dans les derniers jours de février 1792. Il eut vers cette époque le grade de Lieutenant-général, à son rang d'ancienneté, et tandis qu'il employoit l'intervention de M. de la Porte, intendant de la Liste civile, et dont il avoit été camarade de collége, pour tâcher de dissiper les préventions fondées que le Roi avoit contre

lui, il accabloit de projets politiques et militaires le Monarque, la Reine, les Ministres, les meneurs de partis, flattoit plus que jamais les Jacobins, tâchoit de se rapprocher des membres du Corps législatif qui jouissoient d'une sorte d'influence, quelle que fût leur opinion, écrivoit et agissoit dans tous les sens; enfin, il alloit proposer à M. de Lessart, Ministre des affaires étrangères, qu'il avoit connu dans son enfance, au collége de Louis-le-Grand, de l'aider de ses talens politiques, en même temps que par les moyens de Gensonné, il resserroit ses liaisons avec les chefs du parti de la Gironde, ennemis de ce Ministre, et qui commençoient à prendre la supériorité dans l'Assemblée nationale, par les talens qu'y déployèrent leurs orateurs. Ses démarches furent si actives, que dès le 10 mars, le malheureux Lessart fut dénoncé par les Girondins, décrété d'accusation, traduit à la haute Cour nationale établie à Orléans, et son compétiteur mis le 15 à sa place,

malgré la répugnance du Roi. Ce fut un rapport de Brissot qui produisit ces événemens : Dumourier assure dans *sa Vie privée et politique,* (première partie, chapitre VI,) que ce député *n'étoit jamais plus content que quand il pouvoit faire du mal;* cependant Brissot disoit à qui vouloit l'entendre, qu'il n'avoit basé son rapport que sur les notes de M. Dumourier, plus versé que lui dans les matières diplomatiques. Il est plus croyable que Brissot disoit la vérité, qu'il n'est facile ou juste de laver Dumourier du blâme d'avoir ourdi un tissu de fourberies. Devenu Lieutenant-général des armées et Ministre, son ambition n'est pas encore satisfaite : il aspire à la prépondérance dans le Conseil, et commence par usurper les principales branches de l'administration du chevalier de Grave, alors chargé du département de la guerre. Bientôt il entraîne le Roi à venir, le 20 avril, proposer lui-même au Corps législatif de déclarer la guerre à l'Autriche; il forme en

même temps, et fait adopter pour l'attaque des Pays-Bas, un plan absurde, uniquement fondé sur le vain espoir d'une insurrection générale des habitans, qui restent tranquilles, et les opérations des troupes françaises se réduisent, tant du côté de Mons que de Tournai, à une honteuse déroute et au massacre de quelques-uns de leurs officiers.

Dumourier s'étoit flatté qu'en flagornant ses collègues, ils se laisseroient diriger aveuglément : il surnomma Rolland, ministre de l'intérieur, *Thermosiris*, nom d'un ancien grand-prêtre d'Egypte qui passe, dans la Mythologie, pour avoir donné d'excellens conseils à Télémaque; à l'entendre, le genévois Clavière, ministre des finances, étoit fort supérieur à *Sully* et à *Colbert*, mais sur-tout à son compatriote *Necker;* enfin, le général Servan, qui avoit succédé, le 9 mai, au chevalier de Grave, qui préféra la retraite à supporter plus long-temps le despotisme de son collègue, étoit *Louvois ressuscité*.

De tous ces sobriquets, desquels il résultoit implicitement que Dumourier étoit au moins le cardinal de Richelieu, le dernier avoit seul quelque fondement, puisque Servan joignoit à la plus rare probité, d'excellentes vues, et à un travail facile, de grandes connoissances sur l'administration militaire. Quoi qu'il en soit, les Ministres n'imaginant pas qu'ils dussent, pour quelques vains complimens, se réduire à l'emploi de simples premiers commis de Dumourier, et lui sacrifier leur réputation personnelle et leur responsabilité, commencèrent à lui résister fortement, sur-tout Servan, dès qu'ils s'apperçurent qu'il se livroit à des intrigues contraires au bien public; et qu'en même temps que, par ses rapports, il tentoit de ridiculiser à leurs yeux le Roi, et particulièrement la Reine, il leur rendoit la pareille à ceux de la Reine et du Roi; alors *Thermosiris* ne fut plus qu'un vieux fou mené par sa femme; *Sully - Colbert*, un bavard ignorant et susceptible; *Lou-*

vois, un homme morose. C'est ainsi qu'exagérant et dépréciant tout selon l'occasion, et se prévalant ensuite, avec adresse, des préventions qu'il avoit données insidieusement au Roi contre ces Ministres, il les lui dénonce comme des factieux au-dessous de leur emploi, et uniquement occupés des moyens de renverser le trône, pour y substituer la république, que lui-même abhorre, tant par son attachement personnel pour le Monarque, que parce que ce gouvernement seroit absurde en France. Le vertueux Louis XVI, ainsi trompé par le caméléon Dumourier, renvoie ses trois Ministres les 12 et 13 juin. Celui-ci prend alors le département de la guerre, et, obligé d'indiquer des mesures au Roi, il ne peut lui en proposer d'autres que celles qu'il a improuvées de la part de ses victimes. Le Monarque, éclairé par cette contradiction, se refuse à tout. D'un autre côté, le Corps législatif, irrité de la duplicité de Dumourier, lui montre assez de défaveur pour le convaincre qu'il ne peut

sans péril conserver désormais sa place : il la quitte donc le 16 juin, avec le regret de s'être noyé lui-même dans ses propres intrigues.

Retombé dans la classe des particuliers, et couvert du discrédit qu'accompagne toujours une conduite fallacieuse, Dumourier n'a d'autre ressource que d'aller servir dans son grade de Lieutenant-général à l'armée du Nord, où il est reçu par le maréchal de Luckner et le général la Fayette, avec désagrément, et la défiance due à un homme qui venoit de tromper tous les partis, et qui ne tenoit réellement qu'à son intérêt personnel, en supposant qu'il le connût bien ; ce que son incompatibilité naturelle avec ses chefs et ses égaux, sa tête bouillante, et son penchant pour les idées romanesques, infinies, mal liées, ne permettoient pas de supposer. Il est du moins certain que ses tripotages à Paris, et spécialement l'injuste et impolitique renvoi des ministres Servan, Roland et Clavière, furent le vrai principe

des journées du 20 juin et du 10 août, et par conséquent de la perte du Roi.

En horreur aux Royalistes, aux Feuillans et aux Républicains par principe, il ne restoit d'autre refuge à Dumourier, que les factieux les plus mal intentionnés; déjà il s'étoit affublé du bonnet rouge, et il paroît que c'est de son arrivée à l'armée du Nord, qu'il faut dater ses liaisons sérieuses avec le parti du duc d'Orléans, quoiqu'elles remontassent peut-être plus haut. Le petit nombre d'officiers généraux existant à l'armée, oblige le maréchal de Luckner à employer Dumourier; il lui donne des ordres en juillet, et il désobéit; Arthur Dillon devient, à cette époque, son général, et il lui désobéit de même après le 10 août, en même temps qu'il manœuvre sourdement pour lui enlever son commandement. Les Jacobins lui procurent enfin, le 17 août, celui du général la Fayette, qui émigra pour se soustraire à la fureur d'une partie de ses troupes et de ses nombreux ennemis; mais comme il

laissoit l'armée de la Meuse dans une désorganisation totale, Dumourier, qui préféroit de rester dans le nord, pour attaquer la Belgique, ne se rendit à Sédan le 28, qu'avec répugnance, lenteur, et sur des ordres réitérés du Conseil exécutif, établi pour suppléer à l'autorité royale, après la déchéance de Louis XVI.

A cette époque, une armée combinée de Prussiens et d'Autrichiens menaçoit la France d'une invasion par la Meuse; il falloit un général en chef pour remplacer le maréchal de Luckner, qui s'étoit discrédité maladroitement; le Conseil exécutif, dans lequel on comptoit les trois Ministres calomniés et renversés par Dumourier, n'avoit garde de le choisir. On proposa donc le commandement à d'autres généraux, qui le refusèrent, soit qu'ils le jugeassent trop scabreux, soit plutôt que l'ordre de choses existant répugnât à leurs principes. L'un d'eux dit enfin aux Ministres qui se plaignoient de l'embarras de leur situation: *Vous avez presque tous*

sujet de vous plaindre de Dumourier ; mais c'est le moment d'oublier vos griefs, parce que vous ne pouvez trouver pour général qu'un aventurier, un casse-cou qui n'ait rien à perdre, pas même sa réputation. S'il réussit, ce sera tant mieux pour vous ; s'il échoue et qu'il soit pendu, il n'y aura pas grand mal, et il vaut mieux que ce soit lui qu'un autre ; mais dans la première supposition, contenez-le avec fermeté, et ne le laissez pas trop long-temps à la tête des armées, parce que, malgré beaucoup de bravoure et d'esprit, c'est une tête trop vive et trop versatile pour soutenir constamment le même rôle, et il finiroit comme en Pologne et dans le Ministère, par des pétarades qui pourroient vous replonger dans des anxiétés plus grandes que celles que vous éprouvez.

La suite a démontré que celui qui parloit ainsi connoissoit parfaitement Dumourier. Ce fut à ce commandement, donné par ces motifs, qu'il dut une répu-

tation militaire éphémère, qui, au surplus, lui coûta peu à acquérir ; car son bonheur voulut que les puissances coalisées lui opposassent le duc de Brunswick, qui manquoit d'étendue et de justesse d'esprit, de talens réels, et qui n'avoit pour lui que son titre de Prince, une valeur de grenadier et une réputation usurpée, déjà détruite en très-grande partie, lorsque, par des dispositions absurdes, il a achevé de l'ensevelir sous les ruines de la Monarchie prussienne, à la fin de 1806. D'ailleurs, le Ministre de la guerre Servan procura rapidement au général français des forces supérieures à celles des ennemis. On fit notamment marcher, des bords de la Moselle en Champagne, une petite armée, pour l'aider à soutenir momentanément leurs efforts : le général Kellermann qui la commandoit, devoit rester indépendant, ayant même une destination particulière; mais Dumourier, toujours fidèle au principe d'asservir et de calomnier tout ce qui l'environnoit, in-

trigua jusqu'à ce qu'on eût mis Kellermann à ses ordres.

Le 21 septembre, la convention nationale abolit la monarchie, décrète la république, et envoie aux armées des commissaires chargés de leur faire approuver cette forme de gouvernement. Dumourier, selon sa coutume de paroître d'abord de l'avis de ceux qu'il veut gagner, pour les diriger ensuite à son gré, renchérit sur ce que demandent les commissaires, les assure que, par goût, il a toujours préféré les formes républicaines à toutes les autres, et se donne de grands mouvemens pour amener les troupes à prêter, sans difficulté, serment au nouveau gouvernement.

Enfin, après avoir vu repousser et décourager le duc de Brunswick par la canonnade de Valmi, le 20 septembre, Dumourier, heureusement débarrassé des coalisés, moins par son habileté et ses actions que par la mauvaise saison, la disette, les maladies et une de ces né-

gociations à-la-fois obscures, embrouillées, et dont lui seul pouvoit concevoir le plan, au lieu d'achever de détruire les ennemis en se mettant à leur poursuite avec toutes ses forces, ou plutôt en marchant de son côté sur le Rhin, pour pénétrer en Allemagne ; manœuvre qui faisoit tomber les Pays-Bas, sans brûler une amorce ; il dirige la majeure partie de son armée sur Valenciennes, et vient d'abord se montrer à Paris, où il se flattoit d'être reçu en triomphe. Il auroit mérité qu'on le fît arrêter, pour s'y être rendu sans permission et à contre-temps ; mais on se borna à le recevoir froidement, excepté au club des Jacobins, auxquels il s'empressa d'aller offrir l'hommage de ses lauriers et du zèle dont il brûloit pour leur cause. Là, coiffé d'un bonnet rouge, il se déclare le *général des Sans-Culottes*, et reçoit l'honneur insigne d'être embrassé publiquement et fraternellement par Robespierre et autres scélérats de cette trempe. Il part au bout de peu de jours pour

aller exécuter son plan favori d'attaque contre la Belgique. Il le débute par remporter, le 6 novembre, sur une armée autrichienne très-inférieure à la sienne, la victoire de Jemappes, glorieuse sans doute, mais trop coûteuse pour les troupes françaises, et qui fut une faute militaire d'autant plus grave, qu'il étoit facile de vaincre sans combattre. Quoi qu'il en soit, les républicains se voient maîtres de la Belgique, et Dumourier est à l'apogée de sa gloire. Puisqu'on a dit d'un autre, que c'étoit *Gilles-le-Grand*, on peut dire de lui avec encore plus de raison, qu'il fut *Scapin-Héros*. Cependant, au milieu de ses faciles victoires, il éprouve le dégoût de quelques dénonciations; mais Danton et Marat le défendent.

A cette époque, la France entière attendoit avec une inquiétude mêlée d'effroi, le dénouement de la dernière catastrophe qui menaçoit le bon et vertueux Louis XVI. Le trop heureux conquérant de la Belgique accourt à Paris. Il assure dans ses Mé-

moires, qu'il fit tous ses efforts pour sauver l'infortuné Monarque; néanmoins il se répandit dans le temps, qu'il avoit au contraire insisté fortement sur son exécution, parce qu'il sentoit que, dans aucun temps, le Roi ne pourroit oublier sa conduite ministérielle, et que d'un autre côté, il desiroit que le Trône devînt vacant, non en faveur du duc d'Orléans, si décrié que personne n'en vouloit pour Roi, et qu'on prétendoit même que Dumourier se proposoit de faire enfermer, mais du duc de Chartres, son fils, contre lequel il n'existoit pas de semblables préventions, et qui avoit montré beaucoup de courage en Champagne et à Jemappes. Si l'assertion relative au supplice du Roi pouvoit se justifier autrement que par des vraisemblances, elle rangeroit sans retour Dumourier dans la classe des plus coupables scélérats. On la rapporte, parce qu'ayant circulé, elle appartient à l'histoire, comme tant d'autres faits possibles, mais dénués de preuves irréfragables.

Enfin, Louis XVI périt sur un échafaud le 21 janvier 1793.

Dumourier, revenu dans la Belgique, conçoit des projets aussi gigantesques que mal calculés, et se livre à leur exécution. On veut bien croire qu'il ne s'arrêta pas, du moins sérieusement, ainsi que plusieurs l'ont prétendu, à l'idée de se faire duc de Brabant, et d'épouser mademoiselle d'Orléans; on croit seulement qu'il aspiroit à gouverner la France, sous le nom du Roi qu'il se flattoit de faire couronner après la conquête de la Hollande, qu'il entreprit, dit-on, à la suite d'une course qu'il y fit clandestinement et déguisé, pour intriguer à-la-fois avec les émigrés français qu'il feignoit de vouloir servir, et contre le Stathouder qu'il lui importoit de renverser, et que la haine d'une partie de la nation batave rendoit chancelant dans son emploi. Dumourier se croyoit si assuré du succès, qu'il avoit mandé, dès le 6 février, au général Miranda : *Qu'il danseroit incessamment la*

carmagnole à Nimègue et à La Haye, et espéroit jouer ensuite de nouvelles singeries aux despotes ; mais ces espérances flatteuses ne tardèrent pas à s'évanouir. Tandis que le général français fait tenter contre Maëstricht une attaque trop foible et par cette raison impuissante, et qu'il assiége lui-même les places de guerre avancées des Provinces-Unies, son armée d'observation est battue, le 1er mars, sur la Roër, par l'effet d'une mauvaise disposition de quartiers qu'il avoit réglée lui-même. Cet échec délivre Maëstricht et force Dumourier d'accourir pour tâcher de réparer ses fautes. Loin d'y réussir, il les aggrave, en donnant contre toute raison de guerre, le 18 mars, la bataille de Neer-Winden, par le seul motif que le maréchal de Luxembourg ayant remporté sur les ennemis de la France une victoire éclatante, en 1693, il sera beau qu'on dise dans l'histoire, qu'en 1793 un autre général français cueillit de nouveaux lauriers à-peu-près sur le même terrein ;

mais Dumourier n'étoit pas Luxembourg; il se fait battre (1), cherche à rejeter le blâme de sa défaite sur ses subordonnés, et se replie sur Bruxelles, roulant dans sa tête les moyens de masquer aux yeux du public la honte d'avoir perdu par sa faute les Pays-Bas, encore plus rapidement qu'il ne les a conquis. Il imagine de rentrer en France, de renverser la Convention nationale et de se rendre l'arbitre du Gouvernement français; projet d'autant plus extravagant, qu'un général battu et discrédité ne fait pas de révolution, et que

(1) L'auteur du *Dictionnaire biographique et historique des hommes marquans de la fin du dix-huitième siècle*, observe que Dumourier sentit que ses revers pouvoient encourager ses ennemis et le culbuter, et qu'*instruit du sort qu'on lui préparoit, il résolut de tout risquer pour imposer silence à ses dénonciateurs par une victoire; et que ce motif politique est le seul quipuisse excuser la manière dont il attaqua les Autrichiens à Neer-Winden.* Cette raison put entrer dans les calculs de Dumourier; mais pour peu qu'on connoisse le personnage, on ne peut douter que le desir d'égaler et même d'effacer le maréchal de Luxembourg, n'eût été son motif déterminant.

d'ailleurs l'état de ses troupes affoiblies et découragées, ne lui permettoit pas de compter sur le succès. Il se flatte néanmoins de remédier à ces inconvéniens, en se faisant seconder par les généraux autrichiens, avec lesquels il ouvre une négociation, ou plutôt un véritable imbroglio, sans prévoir ni juger où cette étrange démarche peut le conduire. Arrivé près de Valenciennes, il veut suivre son plan, qui échoue, parce que les places lui ferment leurs portes, et que plusieurs régimens refusent d'obéir. Il arrête à la vérité, le 2 avril, et livre aux Autrichiens, le Ministre de la guerre et les commissaires de la Convention, envoyés pour s'assurer de sa personne et faire échouer ses projets, découverts à temps. Alors, accusé de trahison par les uns, et de folie par les autres, il est réduit, le 4 avril, à fuir chez les ennemis, après avoir risqué d'être tué par ses propres troupes, exaspérées contre lui. Ceux-ci le voyant sans ressources, ne lui donnent plus que des mar-

ques de mépris et refusent avec dédain ses dangereux services, que le desir immodéré d'être toujours quelque chose, l'engage à leur offrir. Il se retire d'abord à Bruxelles; mais son caractère brouillon ne lui permettant pas d'y rester tranquille, il y tient des discours ou se permet des démarches qui le font chasser le 16. Il part pour la Suisse, d'où, dans le courant de juin, il passe en Angleterre, où on refuse de le garder; il revient alors en Suisse; mais poursuivi avec un égal acharnement par les émigrés royalistes et constitutionnels, et par les républicains, il se voit bientôt chassé de partout, erre quelque temps inconnu, n'osant se fixer nulle part, et ce n'est qu'avec peine qu'il trouve enfin un asyle dans les Etats Danois, au Nord de l'Allemagne.

C'est une vérité digne d'être remarquée, que ce personnage est sorti de la même manière des trois circonstances les plus importantes de sa vie: la mission de Pologne, le ministère, le commandement

des armées; c'est-à-dire en faisant ce qu'on appelle vulgairement *un trou à la lune;* la raison en est toute simple : certaines causes produisent toujours les mêmes effets.

Tombé dans une inaction complète, le plus grand des malheurs aux yeux de Dumourier, il se met à composer des mémoires remarquables par la vanité aussi excessive que mal-adroite qui les caractérise, et où, sans respect pour la vérité, il tâche de pallier ses fautes ou peut-être ses crimes, et de présenter sous le jour le moins défavorable pour lui les événemens qui lui sont arrivés, et dont les apparences lui étoient si contraires. La vérité se réduisoit à ce petit nombre de points : que véritable Protée, il n'avoit jamais été réellement d'aucun parti, excepté de celui d'Orléans; qu'il avoit non des talens militaires, mais de la présence d'esprit et sur-tout l'art d'exalter les troupes; que ses succès inespérés attirèrent l'attention des différentes factions; que l'espoir qu'elles

conçurent de se servir de lui, fut l'unique motif des avances et des hommages qu'il reçut; que sa jactance et ses victoires mêmes lui firent des ennemis dans toutes les classes; qu'aucune ne prit le change sur son immoralité; que son zèle reconnu pour le parti d'Orléans, lui rendit irréconciliables les vrais royalistes et les républicains; enfin, que ses revers devinrent le signal auquel tout ce qui desiroit sa perte, se déchaîna contre lui. En cherchant à déguiser des faits généralement connus, il a encore augmenté le mépris ou la haine qu'on lui portoit. Il auroit dû se rappeler d'ailleurs, qu'il existoit en France des pièces authentiques de sa propre main, ou revêtues de sa signature, propres à démentir les apologies qu'il se plaisoit à forger; aussi ses livres, qui se réfutent d'eux-mêmes, ne lui ont pas rendu un seul partisan, malgré le charlatanisme de se donner pour un philosophe uniquement occupé désormais à lire et à méditer Plutarque, son auteur favori

de tous les temps. Il en avoit sans doute racheté un nouvel exemplaire en Allemagne; car l'auteur de cette notice, détenu vers la fin de 1793 au comité de sûreté générale, y vit apporter une malle appartenant à Dumourier, saisie chez une de ses maîtresses, et dans laquelle on trouva le prétendu bréviaire de prédilection : c'étoit un vieux bouquin, en plusieurs énormes volumes fort mal en ordre, enfin un Plutarque tel que celui dont parle Molière dans sa comédie *des Femmes Savantes*, et plus propre *à mettre des rabats* qu'à faire la consolation d'un affligé. Au reste, le reclus Dumourier, bientôt ennuyé de sa lecture morale et philosophique, la quitte pour reprendre ses anciennes habitudes. L'inquiétude de son esprit et le besoin d'action lui font rêver, à son ordinaire, des projets politiques ou militaires qu'il court communiquer à l'empereur de Russie, Paul 1er, qui ne les accueille point. Il quitte alors Saint-Pétersbourg et s agite ensuite assez effica-

cement pour parvenir, en 1799, à une réconciliation quelconque avec les Princes de la maison de Bourbon, dont il s'étoit montré le plus dangereux ennemi, et pour être reçu en Angleterre, où il existe aujourd'hui, d'une pension du Gouvernement Britannique, à qui il fournit, dit-on, en échange de son or de bon aloi, contre l'ordre de choses existant aujourd'hui en France, des plans non moins creux que ceux dont précédemment il n'a pu conduire un seul à son terme. L'auteur du *Dictionnaire Biographique et Historique des Hommes marquants de la fin du dix-huitième siècle*, termine l'article de Dumourier par un trait trop vrai pour être omis : c'est qu'on reconnoît encore actuellement chez lui, *l'homme inconsidéré et ardent, pour qui l'obscurité est un supplice, et à qui rien au monde ne coûteroit pour rentrer en scène.*

Il résulte de ce portrait impartial et surabondamment prouvé par les faits, que le général Dumourier faisoit le bien et le

mal avec une égale indifférence; qu'ayant une imagination prodigieuse, mais presque toujours mal réglée, une ambition sans mesure et sans frein à laquelle il sacrifie tout, une légèreté et une versatilité sans bornes, un caractère multiforme qui le fait chanter au besoin sur tous les tons et le rend l'esclave des circonstances; que manquant de principes, d'à-plomb et de sagesse; que toujours prêt à dénigrer le soir ce qu'il a exalté le matin, à regarder comme un jeu la fidélité des promesses et des sermens, enfin à changer de parti aussitôt qu'il y apperçoit le moindre avantage, personne ne peut, sans risquer d'être dupe, lui accorder la moindre confiance: D'un autre côté, il est charmant, facile et obligeant dans les rapports de société, pourvu qu'on se laisse entièrement conduire par lui. Il est difficile, quand il le veut, d'être plus aimable et plus gai, surtout dans un souper de filles, et assez constamment doué d'idées plus plaisantes et même plus originales; ce qui est assez rare.

Il suffit de citer un trait de cette originalité : Presque toujours dérangé, et par conséquent réduit souvent à emprunter, il termina sa réponse, à quelqu'un qui lui avoit écrit pour lui rappeler une ancienne dette, par cette bizarre et facétieuse formule: *Je suis* POUR LA VIE, *votre sincère ami, zèlé serviteur* ET DÉBITEUR,

DUMOURIER.

Le duc d'Aiguillon, nommé Ministre des affaires étrangères le 6 juin 1771, ne tarda pas à prendre en considération les réclamations du Conseil général des Confédérés de Pologne qui, plus mécontens de M. Dumourier qu'il ne pouvoit l'être d'eux, demandoient qu'on lui donnât un successeur. Quand même on n'auroit formé aucune plainte contre lui, et qu'il n'auroit pas écrit ce qu'on a vu plus haut, il suffisoit qu'il eût été employé par le duc de Choiseul, pour que M. d'Aiguillon le révoquât. Il choisit donc à la

fin de juillet, pour lui succéder, et probablement sur la recommandation du prince de Condé, le baron de Vioménil, maréchal de camp, officier estimé, qui joignant du caractère à de la mesure, étoit capable de bien diriger les entreprises militaires des confédérés.

Antoine-Charles du Houx, baron de Vioménil, né vers 1725, lieutenant au régiment de Limosin le 26 septembre 1740, enseigne le 21 décembre 1741, capitaine le 28 mars 1747, colonel des volontaires de Dauphiné le 10 février 1759, s'étoit constamment distingué à la guerre, où il marqua encore davantage à la tête des troupes légères, dans le corps d'armée particulier commandé, durant les campagnes de 1761 et 1762, par le prince de Condé, qui lui accorda depuis une considération particulière. Nommé brigadier le 25 juillet 1762, et colonel de la légion de Lorraine le 5 juin 1763, il passa avec ce corps en Corse, où il fit la campagne de 1768 sous le marquis

de Chauvelin, et celle de 1769 sous le comte depuis maréchal de Vaux, qui soumit rapidement l'île entière. Elevé au grade de maréchal-de-camp le 3 janvier 1770, et nommé commandeur de l'ordre de Saint-Louis le 9 décembre de la même année, il partit pour la Pologne en août 1771, avec un certain nombre d'officiers français et les secours d'argent que la France destinoit aux Confédérés. Comme ses opérations sont suffisamment détaillées dans sa correspondance particulière, il est superflu d'en parler; mais l'équité exige qu'on observe, que M. de Viomènil mérita l'estime et la confiance des Polonais, et fit tout ce que les circonstances permettoient. Il revint en France en 1772, après que le partage de la Pologne fut décidé. En 1780, il passa dans l'Amérique septentrionale, avec le corps d'armée que le Roi envoya, sous les ordres du comte de Rochambeau, au secours des Etats-Unis, qui luttoient contre l'Angleterre pour secouer son joug. Il obtint, en 1781, le grade de lieutenant

général, mais à condition de reprendre son rang d'ancienneté à la prochaine promotion d'officiers généraux : il fut consolé de cette restriction le 5 décembre de cette même année, par l'expectative de la dignité de grand-croix de l'ordre de Saint-Louis, et la permission d'en porter provisoirement la décoration. Devenu grand-croix effectif le 25 août 1782, gouverneur de la Rochelle le 13 juin 1783, il rentra à son rang de lieutenant-général dans la promotion du 1er janvier 1784. Employé, en juillet 1789, dans l'armée rassemblée aux environs de Paris, aux ordres du maréchal de Broglie, jusqu'au moment de sa dispersion, il se montra toujours inviolablement attaché au Roi; il fut même au moment d'accompagner cet infortuné Monarque lorsqu'il partit pour Montmédi, en juin 1791; mais il ne se trouva pas de place, soit pour lui, soit pour un autre officier général non moins résolu, et avec lequel il se trouvoit en concurrence, dans la voiture, où madame de

Tourzel, gouvernante du Dauphin et de Madame, sa sœur, demanda si instamment d'être reçue, qu'on ne voulut pas la refuser. Ce fut un malheur pour le Roi : un homme de tête auroit sans doute réparé la faute du duc de Choiseul ou plutôt du sieur Goguelas, qui contribua à faire arrêter le Monarque à Varennes. M. de Vioménil, qui se trouvoit près de lui à la journée du 10 août 1791, y fut blessé grièvement au genou d'un coup de fusil, à l'attaque des Tuileries. D'abord reçu et soigné chez l'Ambassadeur de Venise, il fut bientôt réduit à se cacher ailleurs ; mais il avoit trop marqué par ses opinions royalistes, pour n'être pas en butte à toute la haine des révolutionnaires ; aussi la crainte continuelle d'être découvert, mis en pièces ou traîné à l'échafaud, et la révolution que lui fit l'exécution du Roi, contribuèrent sans doute à envenimer sa blessure, qui ne se ferma pas ; son sang se décomposa, et il mourut en février 1793, âgé d'environ soixante-sept ans.

MÉMOIRE

DE

M. LE CHEVALIER THESBY DE BELCOUR,

COLONEL AU SERVICE DES CONFÉDÉRÉS DE POLOGNE,

Sur la campagne qu'il fit avec eux en 1769.

Le prince George-Martin Lubomirski, maréchal de la confédération de Cracovie, envoya en France un de ses colonels, chargé d'engager des officiers français au service de cette confédération. Je fus du nombre, et le 17 mai 1769, je passai une capitulation avec ce colonel (1).... Je priai

---

(1) Le mémoire de M. de Belcour contenant beaucoup de détails qui ne pouvoient intéresser que lui seul, on les a supprimés. Ces suppressions sont indiquées par des points.

un de mes amis (1) de sonder les intentions du ministère à cet égard. Sur le rapport qu'il me fit, je fus au bureau des affaires étrangères : on m'y expédia mon passeport, et on y joignit les plus belles promesses. Je partis de Paris le 23 mai, j'arrivai à Vienne en Autriche le 9 juillet, où je trouvai dix Français qui s'y étoient rendus pour le même objet que moi.... Nous en partîmes le 21. Au moment de notre arrivée, le 29, à Epéries en Hongrie, le Commandant.... nous signifia qu'il nous arrêtoit jusqu'à ce qu'il eût reçu des ordres du Gouverneur général.... Notre arrivée et notre détention furent aussitôt divulguées dans le camp polonais de Gabholtou, qui n'étoit éloigné d'Epéries que de sept milles. Plusieurs Maréchaux de ce camp vinrent nous voir. L'un d'eux dont j'ignore le nom, nous débita mille infamies sur le compte du prince Lubomirski, dans le dessein vrai-

(1) M. de Bougainville, alors capitaine de vaisseau et aujourd'hui sénateur.

semblablement de nous détacher de lui. Il n'y réussit pas....

Notre détention duroit toujours.... Le Commandant m'envoya chercher plusieurs fois.... Je remarquai qu'il me disoit tout le bien possible des Maréchaux de la confédération (de Gabholtou), et qu'il me peignoit toujours le prince Lubomirski avec les couleurs les plus noires.... (Un jour que) je lui exposai notre situation, il me répondit alors qu'il venoit de recevoir dans l'instant l'ordre de nous laisser passer outre. On nous apprit en même temps la défaite du prince Lubomirski, et l'on nous disoit même qu'on le croyoit prisonnier de guerre (1). Quelques jours s'étant passés sans nouvelles de la part de ce Prince,.... nous écoutâmes les propositions que les Maréchaux de la confédération nous firent faire... Le 8 septembre, je passai une capitulation avec eux, pour la levée d'un régiment d'infanterie de deux mille hommes....

(1) Cette dernière circonstance étoit fausse.

et ils se chargèrent de la faire approuver par le grand-général, M. le comte Potocki....

Le 13 novembre, la confédération fit son entrée dans Cracovie, dont le château me fut assigné pour former et assembler mon régiment. Entreprendre d'assembler une troupe et de la former à la discipline militaire, presque sans secours, dans un pays étranger, et parmi une nation où tous vouloient commander, et personne obéir, ce n'étoit pas une petite affaire.... J'essuyai plusieurs tracasseries de la part de quelques gentilshommes; mais je ne me rebutai pas : en quinze jours j'avois rassemblé environ trois cents hommes.

Sur ces entrefaites, les Maréchaux formèrent la généralité à Biala. Le maréchal Dzarzanoski, qui commandoit toute la confédération, fit emmagasiner des fourrages dans le château, et me donna ordre de n'en laisser distribuer que la quantité portée sur les billets que l'on me présenteroit signés de lui. Quelques jours après, quatre gentilshommes se présentèrent sans

billet, avec un convoi de voitures pour prendre du fourrage. Je leur déclarai le plus honnêtement possible les ordres que j'avois reçus. Après bien des débats, un d'eux fondit sur moi le sabre à la main. Alors contraint de me défendre, je me mis en garde. Il s'apperçut que ses coups d'espadon ne m'étonnoient pas, et que j'aurois profité infailliblement du jour qu'il m'auroit fait pour lui donner un coup d'épée; il s'enfuit.... J'ordonnai à la garde de les arrêter et en rendis compte au Maréchal, qui dit hautement qu'il en vouloit faire un exemple; cependant ils en furent quittes pour la peur. Cette aventure m'en attira d'autres.... Tous s'en mêloient, jusqu'aux soldats, qui ne vouloient pas suivre les ordres pour leurs logemens, prétendant loger chez les bourgeois, y être nourris et avoir leur pleine liberté. Je fis arrêter un des plus mutins, il passa par les verges et fut chassé....

J'avois surmonté tous ces obstacles, j'avois armé, exercé et à-peu-près discipliné

quatre cents hommes, lorsque le 9 novembre le maréchal Dzarzanoski ordonna d'évacuer Cracovie. Personne cependant ne pouvoit dire avec raison avoir vu l'ennemi en mouvement. On sortit de cette ville dans la plus grande confusion ; on coupa le pont, et chacun s'enfuit à la débandade. Je conduisis néanmoins ma troupe en assez bon ordre ; mais je me trouvai au milieu des champs, sans avoir reçu aucun ordre pour me rendre en quelque lieu de ralliement. Il passoit sans cesse auprès de moi des gens épouvantés, fuyant à toutes jambes et se disant poursuivis par les Russes. Rien cependant de plus faux ; car les Russes ne se présentèrent à Cracovie que deux jours après. Ces bruits qui pouvoient être fondés, me déterminèrent à former une petite colonne de ma troupe, pour être plus en état de défense,.... et je me retirai à Wadowicz, petite ville à sept milles de Cracovie.

Qu'il me soit permis de faire ici quelques observations sur la conduite que te-

noient alors les Confédérés. Nos seigneurs les Maréchaux vivoient entre eux dans la plus grande mésintelligence. S'ils avoient bien voulu se concilier, réunir toutes leurs forces sous un chef entendu, qui eût établi une bonne subordination, ne pas dépenser leur argent à tant de chevaux inutiles, l'employer à former beaucoup d'infanterie et de canonniers, ils auroient pu entreprendre avec succès quelques opérations militaires; mais sitôt qu'un Maréchal se voyoit à la tête d'une petite troupe de cavalerie, même sans infanterie, il se séparoit des autres, et alloit tenter quelque chose dans l'espérance de faire seul quelque coup d'éclat. Ce n'étoit pas se conduire suivant les principes de l'art militaire; mais au moins c'étoit montrer de la valeur. Aussi dois-je rendre aux Polonais la justice qui leur est due : ils sont braves et courageux; malheureusement ils se sont trop fiés sur leur valeur, ils ont négligé de s'instruire, et leurs voisins plus éclairés et plus disciplinés, ont tiré de leurs connoissances

dans l'art militaire tout l'avantage possible.

Nous étions plus de cinq mille hommes de troupes dans Cracovie. Le maréchal Birzinski en avoit plus de trois mille cinq cents dans les faubourgs : tout bien conduit, on auroit pu faire quelque chose de bon; mais le corps de troupes qui étoit dans la ville sembloit être en guerre ouverte avec celui des faubourgs. On eût dit à leur conduite qu'ils étoient de deux partis opposés. S'ils eussent agi de concert et en bonne union, la cavalerie auroit pu garder les dehors, former de bons magasins de vivres, de fourrages et de munitions dans la ville, dont on auroit confié la garde à l'infanterie; envoyer de petits détachemens pour s'emparer des péages de la Couronne....., et employer ces fonds, soit à renforcer les troupes, soit à subsister. Tout étant ainsi disposé, les Russes n'auroient pu les attaquer qu'avec des forces très-supérieures ; mais comment auroient-ils pu le faire? Ils avoient trop de pays à garder, et leurs troupes étoient

sans cesse harcelées par de petits corps d'autres Confédérés. Ceux de Cracovie pouvoient et auroient dû se réunir avec la troupe du prince George-Martin Lubomirski, qui avoit de l'infanterie très-bonne, et qui est vraiment patriote et très-valeureux : ils s'en avisèrent en effet, mais trop tard. Le maréchal Pulawski, si connu, auroit même pu se réunir à lui ; mais l'esprit de cabale et l'amour-propre si mal placés, sur-tout dans les circonstances où ils se trouvoient, gâtèrent tout : on eût dit qu'ils se regardoient comme ennemis; ils se ravisèrent, mais il n'étoit plus temps. Cette conduite si peu réfléchie les réduisit à des extrémités malheureuses. Ils se virent contraints de prendre le parti d'évacuer Cracovie, de faire une retraite sans subsistances et sans munitions, réduits à battre l'estrade, sans aucun asile fixe, et à courir le pays pour trouver de quoi subsister. J'avois beau leur représenter qu'ils ne pouvoient manquer de succomber en continuant de se comporter ainsi ; je le ré-

pétai sans cesse à Biala comme à Cracovie, mais en vain. On eût dit qu'ils n'avoient pas l'ombre des principes de la guerre.....

Les Polonais étoient dans les circonstances les plus favorables pour se distinguer. Sitôt que quelques officiers français les eurent joints, ils se fortifièrent à la barbe des Russes, à Tiniecz, Landskron, et dans d'autres petites places où ils se sont soutenus jusqu'au moment que les Autrichiens usèrent de supercherie pour les leur faire abandonner. Ils défendirent Czentochow contre les attaques du colonel Drewitz, qui a bien montré son ignorance dans l'art militaire, en voulant prendre cette place avec de la cavalerie seule; aussi fut-il très-bien rossé.... D'un autre côté, le comte Oginski, entouré par les Russes, les bat, tue le colonel, fait six cents prisonniers (1). Que falloit-il de plus? la jonction de Pulawski : elle manque on n'ose dire comment, et le Comte

(1) En septembre 1771.

succombe. Disons-le, les Polonais se sont détruits eux-mêmes. Ils avoient affaire à des ennemis qui, ce semble, n'étoient en Pologne que pour piller, ravager et commettre les barbaries les plus révoltantes et les plus atroces (1). Quelles expéditions militaires y ont-il faites dans les formes? Ils ont rapiné, ravagé les biens du prince Radziwil, et de tant d'autres; ils en ont

(1) M. de Belcour, devenu victime d'une chance assez commune pour les guerriers, celle d'être prisonnier, cède trop à son humeur, en imputant à la nation russe, généralement humaine et hospitalière, des excès dont il ne falloit accuser que des particuliers, et peut-être même des étrangers, comme Polonais ou Allemands, employés dans les troupes de l'impératrice Catherine II, qui auroit certainement réprimé, si elle en eût été instruite, les atrocités que rapporte l'officier français. Il auroit dû observer que Drevitz, dont il se plaint le plus, était Allemand, et qu'il avoit à ses ordres des Cosaques, peuple sans civilisation et par conséquent encore barbare, outre des Polonais naturels, que l'opposition de principes et de parti rendoit encore plus ennemis des Confédérés et de ceux qui soutenoient leur cause, que les Russes eux-mêmes.

emmené les hommes en captivité, et j'ai vu de mes propres yeux un convoi de plus de cinq cents voitures chargées de leurs pillages et de leurs voleries, que l'on conduisoit en Russie. Mais finissons ces tristes réflexions qui me navrent le cœur, et reprenons la suite de notre journal.

Après avoir placé mes postes et fait passer de mon côté tous les bateaux de la rivière, j'y mis une garde, et envoyai à Biala l'adjudant du régiment, pour savoir les intentions de la généralité. J'en reçus beaucoup d'éloges et de complimens de félicitation sur ma prétendue belle retraite, et en même temps l'ordre de me rendre avec ma troupe sous Zator, à cinq milles de Biala, où commandoit le maréchal Czaniaski. Je m'y rendis et fis à la généralité les représentations suivantes : que ma troupe ne commençoit qu'à se former, qu'elle n'étoit même encore ni habillée ni armée, et que le plus grand nombre étoit hors d'état de tenir la campagne ; qu'il seroit

donc plus à propos de n'employer que deux cents hommes qui se trouvoient un peu exercés, et de faire un dépôt des autres, jusqu'à ce qu'ils fussent dressés. Le maréchal Czerni me répondit : *Le plan est fait, il faut le suivre et marcher.*

On avoit envoyé la troupe camper dans un bois près de Zator, et je l'y trouvai dans la plus grande détresse, sans tentes, sans marmites, sans haches pour couper du bois, sans habits et sans pain ; il étoit même défendu d'aller à la ville, seul endroit de tous les environs où l'on auroit pu en acheter. J'envoyai au loin pour nous pourvoir des nécessités les plus urgentes, et fis des représentations au Maréchal Régimentaire. *Il nous est impossible de faire autrement*, répondit-il, *mais nous partirons bientôt d'ici pour chercher mieux.* Neuf jours s'écoulèrent, et nous quittâmes ce lieu avec le même désordre que celui de notre départ de Cracovie. Je crus pouvoir demander : *Où allons-nous et quel est le*

plan de nos opérations ? — Contre-marche : ce fut toute la réponse. Tous les jours les choses alloient de mal en pis, la désertion croissoit, le nombre des malades augmentoit, la mésintelligence subsistoit, tout enfin tendoit à notre destruction.....

Après avoir couru les forêts pendant un mois, sans avoir logé plus de deux fois dans des villages, nous marchâmes trois jours et trois nuits, et nous nous trouvâmes le 10 décembre, au village de Royana, à trois milles de Petrokow. A peine y étions-nous arrivés que l'on cria : *Moscovites ! Moscovites !* Aussitôt la peur fit prendre la fuite au plus grand nombre. Je contins néanmoins ma petite troupe, et pour faciliter la retraite des équipages, je m'emparai de quelques hauteurs sur la lisière d'un bois, et envoyai deux officiers reconnoître l'ennemi. Il s'en apperçut et s'arrêta pour se disposer à une attaque en règle. Quelques détachemens des confédérés voyant mes dis-

positions, me joignirent avec promesse de ne pas m'abandonner. Ils connoissoient si peu le pays, que lorsque je voulus prendre quelques informations sur la situation du terrein, et s'il y avoit quelque rivière sur laquelle il y eût un pont, on ne sut me donner aucun éclaircissement. Cependant l'ennemi avançoit, les coups de fusil alloient leur train, et je commençois à espérer quelque chose de la bonne contenance de ma troupe, lorsque les Moscovites ayant paru sur la hauteur et fait jouer leurs canons, la terreur s'empara des esprits. M'étant jeté dans le bois avec quatre-vingt ou cent soldats, je priai quelques officiers de courir après les autres pour les rallier : ils ne purent en venir à bout. Dans le moment un Cosaque s'approche de moi..... Je le pris d'abord pour un de nos Polonais, mais je l'apperçus aussitôt venir à moi la lance en main. Je fus assez heureux pour me débarrasser de lui. Je rentrois dans le bois pour rejoindre la troupe, lorsque mon

cheval fut blessé, et moi tout-à-coup investi par une troupe de Cosaques, auxquels il ne me fut pas possible de résister seul comme j'étois. Je fus donc pris, et en un clin-d'œil ces habiles valets de chambre me mirent en état, comme on dit dans le pays, de me *mettre au lit à la française*, c'est-à-dire, nud. Heureusement pour moi un de leurs caporaux..... se présente, au moment qu'ils délibéroient s'ils me laisseroient la vie..... et leur dit de me rendre mes habits et de me conduire à leur commandant qui vouloit me parler. Pour se dédommager de la perte de mon habit, ils me maltraitèrent beaucoup à coups de pique et me livrèrent ainsi au caporal qui me mena au lieutenant-colonel Drewitz (1). Il me reçut avec autant de barbarie au moins que les Cosaques qui m'avoient fait prisonnier, débuta par des injures..... et des infamies que l'on ne pardonneroit pas

(1) Il ne fut colonel qu'ensuite.

au plus vil soldat, et finit son compliment par me dire qu'il me feroit pendre..... Je répondis, que quoique je connusse les lois de la guerre qui devoient m'empêcher de craindre un sort aussi funeste, je ne serois pas néanmoins surpris d'éprouver de sa part les plus grandes cruautés. Il avoit fait couper les mains aux uns, les piés aux autres, à quelques-uns les parties naturelles qu'on leur mit ensuite dans la bouche; il faisoit mettre en pièces, par ses Cosaques, ceux dont la figure lui déplaisoit; toutes ces horreurs s'exécutoient en sa présence, et il sembloit y prendre plaisir. Je m'attendois que cette scène finiroit par me faire donner au moins une centaine de coups de bâton; mais il se contenta de m'accabler d'injures, et de me mettre sous la garde du capitaine Odem ou Uden, Courlandais de nation, qu'il connoisssoit sans doute très-capable de l'imiter, à qui je remis ma bourse qui avoit échappé par hasard aux Cosaques, et qu'il s'appropria.....

Les Russes poursuivirent les Confédérés près de trois quarts de mille, jusqu'à un pont de bois au-delà duquel ils s'étoient arrêtés, et qu'il n'étoit pas facile de jeter à bas. Malheureusement il n'étoit pas marqué sur la carte que j'avois : s'il y eût été, je n'aurois pas été pris. Après avoir tenu bon près d'une heure, les Confédérés se sauvèrent. On les poursuivit jusqu'au-delà d'un village voisin, où je fus témoin d'un trait de barbarie de la part de Drewitz. Nous étions arrêtés, et les Cosaques massacroient un hussard. Drewitz l'apperçut qu'il remuoit encore, et leur cria : *Il n'est pas mort, fendez-lui la tête.....* On nous avoit traînés dans ce village comme pour être témoins des traits d'inhumanité des Russes envers les Confédérés. Personne n'en étoit à l'abri dès qu'il étoit tombé entre leurs mains. On nous enferma plus de deux cents officiers ou soldats dans une chambre de ce village. On nous y laissa sans feu et sans pain, si serrés et gênés les uns contre les

autres, qu'il falloit nécessairement nous tenir debout. Les officiers Russes venoient ou envoyoient nous y prendre tout ce qui leur convenoit. Ceux d'entre nous qui refusoient leurs bottes, furent battus jusqu'à ce qu'ils les eussent livrées, et l'on nous força, avec cette nouvelle courtoisie, de leur faire présent de nos culottes mêmes.

Le lendemain on nous fit mettre en marche à pié..... Nous n'avions pas mangé depuis notre détention, et nous n'eûmes pour toute subsistance que ce que les soldats qui nous conduisoient avoient de trop, et qu'ils avoient la charité de nous donner. J'ai trouvé plus d'humanité dans le soldat russe que dans l'officier. Nous arrivâmes ainsi dans la ville de Wolburche-Wulborz..... On commença à nous y donner quelques vivres..... Pendant que nous dévorions le peu de subsistance dont on venoit de nous gratifier, entre dans notre logement une femme toute éplorée, et qui nous dit que sa fille étoit attachée par les quatre membres sur la table du

lieutenant-colonel Drewitz, et livrée à la discrétion de ses officiers..... (1)

Après trois jours, on nous fit remettre en marche; mais comme j'étois malade d'une fièvre ardente et hors d'état de faire route à pié, on me mit sur une charrette où je crus mourir de froid avec les blessés, ce jour-là; mais j'étois réservé à une misère de plus longue durée. Le lendemain nous continuâmes notre route pour Varsovie, où nous arrivâmes le 30 décembre..... Nous avions marché dix jours sans autre subsistance que quelques restes de gruau que les soldats nous donnoient par pitié (2).

---

(1) On doit rappeler ici la note qu'on a vue précédemment, page 77.

(2) M. de Belcour assure qu'il fut conduit avec la même dureté successivement à Kiow et à Casan, d'où on l'envoya à Tobolsk en Sibérie. Il y resta jusqu'au mois d'octobre 1773, qu'il obtint la liberté de retourner dans sa patrie. Arrivé à Mobilow le 29 mars 1774, il en partit le 6 avril; il sortit le même jour des terres de la domination russe, après une captivité de quatre ans quatre mois et dix jours.

SOUVENIRS

DU COMTE DE ***,

SUR LE PREMIER DÉMEMBREMENT DE LA POLOGNE, EN 1772.

J'AVOIS fait connoissance avec M. de Rulhière, vers 1775, chez l'abbé de Mabli; je le rencontrai ensuite en société, et il se forma entre nous une liaison assez suivie, quoique sans intimité. Me sachant assiduement appliqué à l'étude de la guerre, des affaires publiques et de l'histoire, et en rapport avec des ministres et des membres du corps diplomatique, il me pria, à diverses époques, de lui communiquer les découvertes importantes que je pourrois faire, soit sur la révolution de Pologne, à l'histoire de laquelle il travailloit, soit relativement au règne de Louis XIV, et spécialement

à la révocation de l'édit de Nantes, sur laquelle il publia dans la suite un excellent ouvrage (1). Les bontés particulières dont S. A. R. le prince Henri de Prusse, frère du Grand Frédéric, vouloit bien m'honorer, et la part principale qu'il avoit eue au projet de démembrer la Pologne, me mettant à portée de satisfaire M. de Rulhière sur ce dernier article, je suppliai le Prince, pendant son dernier voyage à Paris, à la fin de 1788, de daigner m'en procurer les moyens. Il répondit, qu'il y consentiroit, et auroit même un extrême desir d'entendre la lecture de l'ouvrage de M. de Rulhière, sur la révolution de Russie en 1762, s'il n'étoit arrêté par la considération, que voyant sans cesse M. de Grimm, son correspondant en France comme celui de l'impératrice Catherine II, de laquelle il

(1) Sous le titre d'*Eclaircissemens historiques sur les causes de la révocation de l'édit de Nantes*, 1788, 2 vol. in-8°.

avoit toujours reçu des marques de confiance et d'amitié vraiment touchantes, il seroit inconvenant que cette Princesse apprît par une voie quelconque, qu'il eût recherché l'occasion d'entendre sur son compte des détails fâcheux. Je répliquai à S. A. R., qu'elle avoit le moyen de se satisfaire, sans que l'Impératrice de Russie ni le Baron de Grimm en fussent instruits, et que l'expédient consistoit à se trouver en tiers chez moi, au jour indiqué, avec M. de Rulhière, à qui je recommanderois le secret. Cet arrangement eut lieu pendant deux matinées, que le dernier employa à lire ses anecdotes sur la révolution de Russie, et à questionner le prince Henri, qui goûta le genre d'esprit de M. de Rulhière, et promit de m'envoyer, pour lui, copie de quelques pièces essentielles, existantes dans les archives prussiennes; engagement qu'il ne put remplir à cause de ses brouilleries avec le comte de Hertzberg, principal ministre de son neveu le roi Fré-

déric-Guillaume II, et je reçus seulement une transcription du traité de démembrement conclu le $\frac{25 \text{ juillet}}{5 \text{ août}}$ 1772, entre la Prusse, la Russie et l'Autriche, que le Prince retrouva parmi ses papiers (1). Voici au surplus ce que je lui ai entendu raconter ou appris d'ailleurs, par des voies sûres, sur le partage de la Pologne.

A la paix d'Hubertsbourg, signée le 15 février 1763, et qui termina la guerre de sept ans entre la Cour de Vienne et le Roi de Prusse, celui-ci qui avoit été abandonné par l'Angleterre, qui paroissoit même mal intentionnée pour lui, se trouva sans alliés. La nécessité d'en avoir, au moins pour contenir l'Autriche, lui fit rechercher la Russie avec laquelle il conclut, le 11 avril, pour huit ans, un traité d'alliance, par lequel les deux puissances se garantissoient mutuellement leurs possessions, se promettoient au besoin un secours de dix mille hommes

(1) Cette pièce se trouve à la fin de ces Souvenirs.

d'infanterie et de deux mille de cavalerie, ou un subside de 480,000 écus de Prusse, équivalant à 400,000 roubles, monnoie de Russie, de ne faire ni trève ni paix sans un consentement mutuel, de s'opposer à ce que la Pologne devînt une monarchie héréditaire dans la maison de Saxe, de soutenir les dissidens polonais, c'est-à-dire, les sectaires professant les religions grecque et protestante, contre les catholiques ; enfin à la mort du roi régnant Auguste III, Electeur de Saxe, de procurer le trône à un Piaste ou Polonais naturel ; mesure qui fut réalisée le 7 septembre suivant, dans la personne du comte Stanislas Poniatowski, gentilhomme lithuanien, précédemment ministre de Pologne en Russie et amant de l'Impératrice.

Celle-ci, tant pour faciliter cette élection que pour étendre son influence en Pologne, y fit entrer des troupes. Frédéric en établit de son côté sur les frontières. Les demandes des deux Cours en

faveur des dissidens, furent repoussées par le Gouvernement polonais, et le nouveau Roi mécontenta Catherine II, sa protectrice, en résistant à quelques-unes de ses volontés : elle se décida alors à soutenir les dissidens par la force, et signa le 23 avril 1767, avec le roi de Prusse, une convention à ce sujet, à laquelle il ne put se refuser, parce qu'elle étoit une suite de son alliance. L'Impératrice et ses ambassadeurs à Varsovie soutinrent ensuite cette résolution avec un despotisme et une arrogance qui révoltèrent non-seulement les Polonais, mais encore la Porte-Ottomane, l'Autriche et même la France, parce que le duc de Choiseul qui la gouvernoit alors sous le nom de Louis XV, avoit adopté le système très-raisonnable, d'empêcher la Russie d'augmenter son crédit en Europe.

Plusieurs gentilshommes, notamment des évêques, qui sont les premiers sénateurs de Pologne, étoient irrités contre leur roi Stanislas-Auguste, qu'ils regar-

doient comme la cause des vexations qu'éprouvoit leur patrie de la part de ses voisins. Le duc de Choiseul fit insinuer aux mécontens, que s'ils se confédéroient pour résister à l'oppression, on leur fourniroit des secours, et la cour de Vienne favorisa aussi, quoique sourdement, cette mesure qui rentroit dans ses vues. D'un autre côté, les dissidens, soutenus par les Russes, extorquèrent plutôt qu'ils n'obtinrent, le 24 février 1768, d'être rétablis dans leurs droits. Aussitôt les évêques qui avoient dans leur diocèse un grand nombre de dissidens, aux dépens desquels ils s'étoient flattés d'augmenter leurs revenus, en leur faisant payer la dîme, après leur conversion à la foi catholique, voyant cette espérance trompée, ne manquèrent pas de répandre, que la Russie, d'accord avec le roi de Pologne, vouloit abolir la religion romaine, pour le soutien de laquelle tous les bons chrétiens du pays devoient prendre les armes; extrémité à laquelle le fanatisme aidé de

l'intrigue, porta rapidement un assez grand nombre de Polonais de tout rang, et peu après ces Confédérés se trouvèrent aux prises avec les troupes russes : celles-ci, dont le roi de Pologne avoit réclamé l'assistance, poursuivirent, sur le territoire turc, quelques-uns des premiers qu'elles avoient battus en Podolie, et brûlèrent la petite ville de Balta où ils s'étoient réfugiés. La Porte excitée par le duc de Choiseul, prétexta cette violation de territoire, pour déclarer la guerre à la Russie, le 30 octobre ; mesure qui jeta le roi de Prusse dans de grands embarras. Il n'avoit pas encore eu le temps de fermer les plaies de tout genre, faites à ses états par la ruineuse guerre de sept ans, et ce motif joint au désir de ménager sa population, lui fit préférer de payer à la Russie le subside stipulé, au lieu de lui fournir des troupes.

Le commencement de la guerre fut aussi fatal aux Turcs qu'aux Polonais, dont le pays étoit déchiré d'un bout à

l'autre, par des troubles et des combats sans cesse renaissans. Les Russes gagnèrent des batailles sur les Ottomans, prirent Choczim et conquirent la Moldavie. Ces succès alarmèrent également la Prusse et l'Autriche : celle-ci s'empressa d'imiter la première qui, sous prétexte de garantir ses états de la peste et des incursions des Confédérés, avoit formé des cordons sur le territoire de Pologne, aux frais duquel ces troupes subsistoient au moins en partie. Frédéric craignoit qu'avec le temps, la Russie devenue trop puissante, ne tentât de le dominer comme la Pologne. La cour de Vienne qui ne vouloit ni l'agrandissement de Catherine II, ni de son voisinage, commença des préparatifs de guerre et rassembla beaucoup de troupes en Hongrie, à portée du théâtre où les Turcs et les Russes s'égorgeoient. L'intérêt commun rapprocha la cour de Vienne de celle de Berlin. L'empereur Joseph II, fils de Marie-Thérèse, eut à N[illegible]ss, en Silésie, le 25 août 1769, avec

Frédéric, une entrevue dans laquelle il l'assura que sa mère ne souffriroit jamais que la Russie restât en possession de la Moldavie, et les deux monarques signèrent le 28 une convention portant : Que si la guerre éclatoit entre la France et l'Angleterre, supposition alors vraisemblable, ils n'y prendroient aucune part; et que s'il survenoit d'autres troubles, dont il étoit impossible de prévoir les causes, ils observeroient de part et d'autre une exacte neutralité, à l'égard de leurs états respectifs, le Roi exceptant toutefois les cas stipulés dans son alliance avec la cour de Pétersbourg, qu'il ne vouloit pas rompre. Mais il songeoit sérieusement aux moyens d'arrêter adroitement les conquêtes des Russes, car il lui importoit de ne pas laisser écraser les Turcs, pour qu'ils pussent ultérieurement tenter des diversions, soit contre la Russie, soit contre l'Autriche. Il fit donc faire à Catherine II diverses propositions conciliatoires, qui n'eurent aucun

succès, à cause des nouveaux échecs qu'essuyèrent les Ottomans sur terre et sur mer.

Joseph et Frédéric se revirent à Neustadt, en Moravie, le 3 septembre 1770. Le prince de Kaunitz, premier ministre de Marie-Thérèse, s'y trouva aussi. Il répéta, que cette Princesse étoit plus résolue que jamais à empêcher la Russie de s'approprier la Moldavie et la Valachie; possessions qui la rendroient voisine de la Hongrie, et ajouta, que l'Impératrice-Reine ne souffriroit même pas, que les Russes passassent le Danube, pour pénétrer plus avant dans le territoire Ottoman; enfin, que l'ambition de Catherine menaçoit l'Europe au point, que l'unique barrière qu'on pût opposer à ses desseins, étoit l'union de la Prusse et de l'Autriche. Frédéric, à qui la prudence ne permettoit pas de se fier totalement à cette dernière, répondit: Qu'il faisoit un cas infini de l'amitié de leurs Majestés Impériales et désiroit la conserver toujours; mais qu'il

falloit aussi considérer les devoirs que lui imposoit son alliance avec la Russie, à laquelle il ne pouvoit déroger ; que c'étoit l'unique obstacle qui l'empêchoit de s'unir plus intimement avec l'Autriche; et que comme son désir dominant étoit d'empêcher que la guerre entre Catherine et les Turcs ne devînt générale, il offroit, pour réconcilier la première avec l'Autriche, ses bons offices, qu'il ne falloit pas tarder d'employer, afin que les mécontentemens réciproques n'eussent pas le temps de dégénérer en une rupture ouverte. Il arriva le lendemain un courrier de Constantinople, pour demander aux Cours de Vienne et de Berlin, d'interposer leur médiation entre les Turcs et la Russie; proposition qui fut acceptée avec joie, et que le Roi de Prusse se chargea de faire à Catherine.

Ce fut au camp de Neustadt, que Frédéric, qui ne changeoit jamais d'habit, mais à qui aucun genre de flagornerie, aucun moyen de séduction ne coûtoit

pour parvenir à ses fins, parut avec l'uniforme du régiment d'infanterie de l'Empereur, et n'en porta point d'autre pendant le temps qu'il resta sur le territoire Autrichien. Ce fut également dans cette entrevue avec Joseph, que celui-ci voulant lui céder la première place, il ne l'accepta à la suite d'une longue résistance, qu'en qualité de plus ancien Général. En sortant de table, après beaucoup de complimens, de révérences et de reculades à différentes portes, afin de passer le dernier, le Roi dit, avec un sourire charmant : « Puisque Votre Majesté Impériale commence à manœuvrer, il faut bien que je passe par-tout où elle veut ». Quant à l'Empereur, les Prussiens confirmèrent à Neustadt le jugement qu'ils en avoient porté à Neiss : il montroit beaucoup d'esprit et de désir de s'instruire ; mais il n'avoit pas la patience d'attendre qu'on l'instruisît.

Frédéric communiqua les propositions de la Porte à la Cour de Pétersbourg, et

fit insinuer, que si on rejetoit la médiation de l'Autriche, il étoit vraisemblable que le Sultan réclameroit le secours de Louis XV. Cette observation étoit d'autant plus adroite, qu'elle pouvoit seule engager Catherine, par l'aversion qu'elle montroit pour la France, à se rapprocher de Marie-Thérèse ; mais la Russie répondit : Qu'ayant déjà refusé la médiation de l'Angleterre, elle ne pouvoit en accepter une autre sans désobliger cette Puissance. C'étoit une vaine défaite, fondée sur ce que les Russes craignoient de voir contrarier par l'Autriche l'agrandissement qu'ils espéroient par la paix; c'est pourquoi ils essayèrent d'entamer une négociation directe avec le Grand-Visir ; mais cette tentative ayant échoué, ils acceptèrent enfin la médiation de la Cour de Vienne. Quoique charmé de cette démarche, Frédéric en jugeoit les résultats hérissés de difficultés, et craignoit toujours, entre les deux Cours impériales, une guerre à laquelle il seroit forcé de prendre part, à cause

de son alliance avec la Russie; extrémité qu'il étoit plus résolu que jamais à éviter autant qu'il pourroit.

Les Confédérés persistoient à vouloir dépouiller Stanislas-Auguste de la royauté. Les principaux d'entr'eux étoient même convenus de lui faire assurer, par la république de Pologne, une existence convenable, mais à condition qu'il abdiqueroit la couronne. Les vertus et les talens du prince Henri de Prusse, ainsi que les justes éloges qu'on lui donnoit en Bohême et en Saxe, où il avoit manifesté, pendant la guerre de sept ans, beaucoup de justice, de bonté et d'humanité, produisirent la plus forte impression sur les Polonais, qui songèrent à l'élever sur leur trône ébranlé, que lui seul pouvoit raffermir et défendre. Mokranowski, palatin de Mazovie, vint proposer cet arrangement au roi de Prusse qui le refusa, soit qu'il craignît que l'opposition de la Russie et de l'Autriche à ce projet, ne produisît une guerre à laquelle il ne vouloit pas s'expo-

ser, soit que jaloux de son frère, il ne voulût ni le couronner, ni courir le risque d'un parallèle qui pouvoit lui être désavantageux ; car il est vraisemblable que le Prince eût fait le bonheur de la Pologne, et renaître ses plus beaux jours.

Précédemment, l'Impératrice de Russie qui, pendant sa jeunesse, et que son père, le prince d'Anhalt-Zerbst, n'étoit que commandant de Stettin et simple général major au service de Frédéric, avoit connu le Prince Henri de Prusse, l'avoit invité de venir passer quelque temps à sa Cour. Le Roi pressa alors son frère de s'y rendre, et ne lui donna d'autre instruction, que d'employer toutes les ressources de son esprit, pour amener Catherine à entrer dans les mesures les plus propres à préserver la Prusse des inconvéniens d'une nouvelle guerre. Il arriva à Pétersbourg vers la fin de 1770. Naturellement doux et insinuant, il engagea, sans beaucoup de peine, l'Impératrice à s'expliquer franchement avec Frédéric sur les conditions

de paix qu'elle exigeoit des Turcs. Elle écrivit donc au Roi une lettre qu'elle accompagna d'un mémoire, dont le préambule paroissoit dicté par la modération, mais qui finissoit par des prétentions excessives. Elle demandoit la Grande et la Petite-Kabarda ou les deux Cabardies, contrées dans la partie la plus élevée des montagnes du Caucase, et qui confinent à la Mingrelie; la ville d'Asof avec son territoire; l'indépendance du Cham de Crimée qui étoit alors soumis à la Porte; le sequestre pour vingt-cinq ans de la Moldavie et de la Valachie, comme une indemnité des frais de la guerre; la libre navigation de la mer Noire; une île dans l'Archipel pour servir d'entrepôt au commerce; une amnistie générale pour les Grecs, sujets du Sultan, qui avoient embrassé le parti des Russes, et provisoirement la mise en liberté du sieur Obreskow, leur ministre, arrêté à Constantinople, et mis en prison par les Turcs au moment de la déclaration de guerre. Le Roi

de Prusse sentit, que des conditions aussi déraisonnables pouvoient porter l'Autriche à une brusque rupture ; aussi ne les lui communiqua-t-il pas. Il voyoit la Cour de Vienne, fermement résolue à empêcher que la guerre s'étendît sur la rive droite du Danube, augmenter ses forces en Hongrie, négocier avec la Porte, dans l'espérance d'en obtenir, en la débarrassant des Russes, la restitution des provinces cédées aux Ottomans par la paix de Belgrade, en 1738, et se flattant peut-être de faire appuyer ou du moins approuver cet arrangement par la France, en lui cédant tout au plus quelques lambeaux des Pays-Bas ou du Luxembourg. En même temps, l'Impératrice-Reine demandoit, qu'en supposant que les Russes fussent attaqués ailleurs qu'en Pologne, la Prusse restât neutre ; ce qu'elle refusa, ne voulant ni déroger à son alliance avec eux, ni faciliter aux Autrichiens les moyens de s'agrandir. Frédéric répondit, avec tous les ménagemens convenables,

à Catherine, qu'elle ne pouvoit guère espérer que les Turcs consentissent à l'indépendance de la Crimée, d'après l'opposition invincible que l'Autriche mettroit à ce qu'elle restât en possession de la Moldavie et de la Valachie; que la cession d'une île dans l'Archipel alarmeroit toutes les Puissances maritimes ; qu'il paroissoit donc à propos de réduire ses prétentions aux deux Kabarda, au territoire d'Asof, à la libre navigation dans la mer Noire ; conditions auxquelles la Porte souscriroit sans doute, comme elle avoit déjà souscrit à l'amnistie en faveur des Grecs et à l'élargissement du ministre Russe. Le Roi terminoit sa réponse en assurant l'Impératrice, qu'il l'exhortoit à la modération, non par aucun sentiment de jalousie de son agrandissement, mais pour qu'elle évitât par des adoucissemens raisonnables, que d'autres Puissances, en prenant part à la guerre, ne rendissent l'embrâsement général. Catherine reçut avec humeur les représentations de Fré-

déric, dit au prince Henri, qu'elle ne s'étoit pas attendue à rencontrer des oppositions de la part de son allié, et elle persista dans ses demandes, qu'elle ne modifia que légèrement. Le Roi de Prusse ne pouvant alors se dispenser de les communiquer à la Cour de Vienne, et ne voulant pas aigrir celle-ci, lui fit observer que la Russie étoit sans doute disposée à se relâcher sur les articles qui seroient fortement contredits.

Cependant le Prince Henri ne négligeoit rien, dans ses fréquens entretiens avec l'Impératrice, pour lui inspirer des sentimens modérés; mais elle ne lui dissimula pas son éloignement pour tout sacrifice de conquête, qui pourroit porter atteinte à sa gloire personnelle, à la considération à laquelle elle aspiroit en Europe et aux intérêts de son Empire. Cette déclaration, où le Prince appercevoit tous les caractères d'une résolution inébranlable, l'inquiétoit vivement, lorsqu'un heureux hasard vint le tirer de peine.

On apprit à Pétersbourg, que la Cour de Vienne, sans aucune formalité préalable, avoit fait occuper en Pologne par des troupes, la seigneurie de Zips, sur laquelle elle avoit des prétentions. La hardiesse de cette démarche étonna et inquiéta Catherine ; elle dit au Prince Henri, que si les Autrichiens envahissoient le territoire Polonais, les autres Puissances voisines devoient les imiter, sauf à retirer les troupes quand ils rappelleroient les leurs. Cette réflexion qui ne présentoit que l'idée d'une représaille ou plutôt d'une simple imitation momentanée, fut un trait de lumière pour le Prince, en lui suggérant un plan propre à tirer avec avantage son frère d'embarras. Il considéra que si la Russie vouloit s'agrandir, en conservant la Moldavie et la Valachie, la Cour de Vienne, malgré son hypocrisie, n'ambitionnoit pas moins d'étendre sa domination ; que seulement elle ne souffriroit pas que Catherine gardât ces deux provinces qui éta-

bliroient un voisinage trop immédiat entre les deux Puissances; que le point de la difficulté consistoit à leur procurer des avantages à-peu-près égaux, de même qu'au Roi de Prusse, afin que la balance politique ne fût pas détruite. On ne pouvoit atteindre ces trois résultats, qu'en allouant à chacune des trois Cours une partie quelconque de la Pologne, dont le surplus continueroit à former un Etat indépendant, auquel il faudroit tâcher de donner une constitution susceptible d'y prévenir désormais l'anarchie. Le Prince Henri ne se dissimula pas d'un autre côté, ce que ce plan d'envahissement offroit en lui-même d'injuste et d'odieux; mais c'étoit un parti forcé, et il y avoit encore moins d'inconvénient à resserrer les limites de la Pologne, qu'à laisser éclore une guerre, qui ne pouvoit être que très-sanglante et ruineuse pour toutes les Puissances qui s'y trouveroient entraînées, et dont les suites étoient incalculables.

Ces détails prouvent que le démembre-

ment d'une partie de la Pologne ne fut pas, ainsi qu'on l'a dit et écrit, un projet immoral, dicté par la rapacité du Roi de Prusse; enfin, un vrai brigandage, uniquement fondé sur le droit de convenance. Il est certain, au contraire, que Frédéric n'imagina pas le projet, que la nécessité seule le fit concourir à son exécution, et que des trois Puissances copartageantes, ce fut lui qui montra le plus de modération, et qui se contenta du moindre lot. C'est cependant contre le Monarque prussien que les politiques de province et de Paris se sont le plus déchaînés, trompés sans doute par sa réputation antérieure. Une considération importante avoit encore frappé le Prince Henri : c'est que les négociations pour régler le partage, exigeant du temps, on devoit espérer de gagner le mois d'avril 1772, terme auquel expiroit l'alliance entre la Russie et Frédéric, qui, libre alors de tout engagement, étoit plus le maître de ne prendre que la part qu'il voudroit à la guerre qui pourroit

éclater entre l'Autriche et la Russie, si définitivement elles ne s'accordoient pas.

Le Prince Henri communiqua son projet à Catherine, en lui faisant observer que la restitution de la Moldavie et de la Valachie ne pourroit désormais être regardée comme une atteinte à sa réputation et à sa gloire, puisqu'elle recevoit en Pologne une indemnité de ce sacrifice, qui paroîtroit alors volontaire. L'Impératrice, après quelques momens de réflexion, entra dans les vues du Prince, auquel elle fit cependant deux objections : l'une, qu'au moment où ses troupes étoient entrées en Pologne, elles avoient solennellement déclaré, qu'elles maintiendroient l'indivisibilité de ce Royaume; l'autre, qu'il falloit que le Roi de Prusse se chargeât d'en faire agréer le partage à l'Autriche, qui ne recevroit qu'avec défiance une semblable proposition de la Russie, ce qui retarderoit nécessairement l'arrangement général.

Lorsque le Prince Henri instruisit le

Roi de Prusse du résultat de sa négociation, celui-ci ne considérant d'abord le plan de partage que par ses côtés difficiles, imagina que son frère s'étoit laissé illusionner par une idée plus spécieuse que solide, ou tromper par la Cour de Russie, décidée à faire des propositions incidentes pour gagner du temps; et il fallut, pour dissiper ses doutes, que le Ministère russe pressât le Comte de Solms, ministre de Frédéric à Pétersbourg, d'insister pour que son maître fît expliquer le plutôt possible la Cour de Vienne sur le projet en question, auquel Catherine attachoit d'autant plus d'importance, que son succès dédommageroit le Monarque prussien des subsides qu'il lui payoit depuis plusieurs années. Ce fut seulement alors qu'il dit au Prince Henri : *Ah! mon cher frère, vous aviez raison; un Dieu vous avoit inspiré.* Ces particularités diffèrent à plusieurs égards de celles que Frédéric rapporte dans ses Mémoires historiques, depuis 1763 jusqu'en 1775; mais

jaloux de son frère, il a cherché dans cette circonstance, comme dans plusieurs autres de la guerre de sept ans, sinon à s'approprier une partie de la gloire qui revenoit à celui-ci, du moins à l'en priver, et on peut d'autant moins douter que le Prince imaginât seul le projet de partage, qu'on en a vu la preuve entre ses mains dans des lettres de l'Impératrice de Russie et de Frédéric lui-même. Quoi qu'il en soit, ce dernier chargea enfin le Baron de Van Swieten, ministre d'Autriche en Prusse, de faire à sa Cour l'ouverture desirée par Catherine, en assurant que cette Princesse ne témoignoit aucun mécontentement, de ce que les Autrichiens avoient occupé la seigneurie de Zips; qu'ils pouvoient donc continuer à s'étendre, selon leur bienséance, dans cette partie de la Pologne; exemple qui seroit aussitôt imité par la Russie et la Prusse.

Plus cette invitation paroissoit sincère, plus elle étonna le prince de Kaunitz. Il vit le partage du même œil que le Roi de

Prusse l'avoit d'abord considéré lui-même, et répondit, que si sa Cour avoit fait occuper un coin de la Pologne, sur les confins de la Hongrie, ce n'étoit pas à dessein de se l'approprier, mais uniquement pour obtenir justice d'une somme d'argent due par les Polonais à la Maison d'Autriche, qui n'avoit pas imaginé qu'une affaire aussi mince, pût faire naître un plan de partage, dont l'exécution seroit hérissée d'obstacles insurmontables, par la difficulté d'établir une égalité parfaite dans le lot de chacune des trois Puissances, et que d'ailleurs ce projet ne pouvant servir qu'à rendre la situation de l'Europe encore plus critique qu'elle n'étoit, il croyoit devoir exhorter le Roi de Prusse à s'en désister; qu'au surplus, la Cour de Vienne étoit prête à faire évacuer la partie du territoire polonais qu'elle occupoit, quand les autres Puissances en feroient autant. Il est possible que des motifs particuliers engageassent le Prince de Kaunitz à dissimuler, et à s'expliquer d'abord d'une manière

si peu satisfaisante. Le Duc de Choiseul, sur la déférence duquel la Cour de Vienne paroît avoir toujours compté, avoit été disgracié à la fin de décembre 1770, et cet incident la rendoit incertaine des dispositions ultérieures du Ministère français; elle put craindre qu'un concert quelconque de sa part avec la Russie et la Prusse, ne fournît à Louis xv un prétexte pour rompre l'alliance de 1756; système généralement peu approuvé en France, mais que M. de Kaunitz desiroit d'autant plus de soutenir, qu'il le regardoit comme son chef-d'œuvre de politique; d'un autre côté, outre que le Ministère autrichien trouvoit peut-être plus avantageux de s'allier avec les Turcs que de se rapprocher des Russes, dans tous les cas, le premier parti rentroit davantage dans les vues du Gouvernement français, qui alors devoit persévérer dans son union avec l'Autriche. Mais ce n'étoit pas encore une raison pour espérer que Louis xv consentît à lui donner des secours, sur-tout

d'après son intention assez connue d'achever son règne en paix.

Toutes ces réflexions n'échappèrent pas au Roi de Prusse, qui transmit à la Cour de Pétersbourg la réponse du Prince de Kaunitz ; en observant que quoiqu'elle ne fût point catégorique, on ne pouvoit douter de l'accession de l'Autriche au traité de partage, aussitôt que la Russie et la Prusse auroient réglé leurs intérêts. Frédéric assure dans ses Mémoires, que la lenteur et la paresse habituelle aux Russes, leur fit négliger cet avis, jusqu'au moment où l'aigreur, les chicanes et les procédés désobligeans de la Cour de Vienne à leur égard, leur fit craindre qu'elle ne conclût avec les Turcs un traité de subsides qui se négocioit, disoit-on, à Constantinople, et qu'elle n'employât enfin à une diversion l'armée formidable rassemblée en Hongrie. Alors la Russie commença en juin 1771, à presser elle-même les arrangemens du partage avec la Prusse. D'un autre côté, les Autrichiens, après

avoir accroché par mille moyens, que leur fournissoit le rôle de médiateurs, la paix entre les Turcs et Catherine, firent déclarer à Frédéric, que les conditions proposées par celle-ci étant diamétralement opposées aux intérêts de la Monarchie autrichienne, elle se verroit sans doute incessamment dans la nécessité de prendre part à la guerre, et qu'elle se flattoit qu'il observeroit une parfaite neutralité, d'autant que ses engagemens avec les Russes se bornoient à la Pologne, dont les Autrichiens respecteroient le territoire.

La situation du Roi de Prusse, ainsi pressé entre les deux Cours impériales, étoit fort embarrassante : il ne vouloit contribuer à l'agrandissement ni de l'une ni de l'autre ; mais si elles en venoient à une rupture, et qu'il restât neutre, il étoit à craindre qu'elles ne fissent la paix à ses dépens : une neutralité qui le laisseroit sans allié, étoit donc le plus mauvais parti qu'il pût prendre. Dans la nécessité d'opter entre les Cours de Vienne et de Péters-

bourg, la bonne politique devoit lui faire préférer la dernière, qui n'avoit pas contre lui les mêmes motifs d'opposition et de haine. Il déclara au Ministre autrichien, que si l'on en venoit à une rupture, il ne pouvoit se dispenser d'assister la Russie, ainsi qu'il y étoit obligé; mais qu'il ne falloit pas désespérer de l'amener à plus de modération envers les Turcs, et pour donner du poids à ses déclarations, il augmenta et remonta sa cavalerie, et mit son armée en mesure d'entrer en campagne.

Cette conduite vigoureuse fit impression à Vienne et à Pétersbourg. Dans la première de ces Cours, on réfléchit aux dangers de la guerre; dans la seconde, on se décida à modérer les conditions de paix avec les Turcs, et à s'expliquer sur les arrangemens relatifs au partage de la Pologne; mais outre que les intérêts de Frédéric étoient peu ménagés dans le projet, on demandoit qu'il assistât de toutes ses forces la Russie, si elle étoit attaquée par les Au-

trichiens ; et dans le cas où ceux-ci attaqueroient le Roi, Catherine prétendoit ne lui fournir des secours que quand sa paix avec les Turcs seroit conclue. Le Monarque prussien se récria sur l'inégalité de ces conditions, et insista sur ce que son lot en Pologne fût augmenté, et que la Russie se décidât enfin positivement au sacrifice de ses conquêtes entre le Dniester et le Danube : elle y consentit à regret, en même temps qu'elle continuoit à exiger du Roi de Prusse plus qu'il ne pouvoit et ne devoit faire. Enfin, ces chicanes cessèrent, du moins en partie ; les Turcs relâchèrent le Ministre russe Obreskow, et on put se flatter, d'après la satisfaction que témoigna la Cour de Vienne, en apprenant que Catherine rendroit la Moldavie et la Valachie, que la guerre n'auroit pas lieu. Cependant Frédéric se conduisit comme s'il eût craint que les choses ne se brouillassent de nouveau. Une impatience qui lui étoit naturelle, et qui nuisit souvent à ses succès militaires, lui

fit tellement presser la Cour de Pétersbourg, qu'il n'eut dans son lot en Pologne ni Thorn, ni Dantzig, que le Prince Henri m'a assuré qu'il auroit obtenus, s'il eût mis moins de précipitation dans ses démarches, et montré moins d'empressement à conclure les préliminaires du partage, qui furent signés à Pétersbourg le 17 février 1772.

Il ne restoit plus qu'à amener les Autrichiens au même point; mais l'Empereur Joseph et sa mère n'étoient pas d'accord entre eux, et le Prince de Kaunitz ne vouloit choquer ni l'un ni l'autre. Joseph, dévoré d'ambition, eut d'abord beaucoup d'humeur de voir perdre l'occasion de recouvrer les provinces cédées aux Turcs en 1738, mais finit par se consoler par l'espoir d'envahir une bonne partie de la Pologne. Quoique Marie-Thérèse sentît l'utilité dont cette acquisition seroit à sa Monarchie, elle étoit arrêtée par des scrupules religieux; elle témoigna de la répugnance à s'approprier ainsi violem-

ment ce qu'elle appeloit le bien d'autrui. Cette diversité d'opinion entre la mère et le fils donna lieu à plusieurs scènes embarrassantes pour le Ministre, qui ne cessoit de répéter, qu'on ne pouvoit plus empêcher le partage de la Pologne, à moins d'attaquer à la fois, sans l'assistance d'aucun allié, la Russie et la Prusse, et que cette guerre seroit un plus grand mal que le partage, qui ne coûteroit la vie à personne. Marie-Thérèse consulta des casuistes, qui eurent du moins le bon sens de lui conseiller de choisir le moindre des deux maux. Cette décision ne la persuada pas encore : parvenue à l'âge où les terreurs de l'autre vie ont souvent, chez les femmes, plus de force que la raison d'Etat, tout en convenant que ce motif exigeoit sa participation au démembrement de la Pologne, elle persistoit à montrer de l'éloignement pour cette mesure, si opposée à sa dévotion; mais harcelée par son fils et par le Prince de Kaunitz, il fallut céder aux calculs

politiques. Aussi-tôt qu'on l'y vit décidée, son Ministre à Berlin proposa de convenir par écrit, que les trois Cours observeroient une égalité parfaite dans le partage projeté. Cet acte fut signé le 4 mars, et envoyé immédiatement à Pétersbourg, où il s'ouvrit entre les deux Cours impériales une négociation, pour régler le lot de celle de Vienne.

Au tort d'avoir consenti à dépouiller les Polonais, l'Impératrice-Reine joignit celui de manquer de droiture à l'égard de Louis XV, son fidèle allié, auquel elle résolut de cacher aussi long-temps qu'elle pourroit, les engagemens qu'elle alloit contracter avec la Prusse et la Russie; elle exigea même de la première, la promesse de lui communiquer sans réticence, les propositions quelconques que pourroit lui faire le Cabinet de Versailles. Outre que cet artifice ne prouvoit pas chez Marie-Thérèse une grande affection pour la France, on trouve dans une foule

de pièces authentiques, la preuve qu'aussitôt que la Cour de Vienne se fut déterminée à prendre, elle manifesta une extrême avidité, que Catherine et Frédéric eurent beaucoup de peine à réprimer. Le Prince de Lobkowitz, Ministre d'Autriche à Pétersbourg, y signa ensuite la convention qui régloit le lot de ses Souverains; enfin, le traité définitif entre les trois Cours copartageantes, y fut conclu le 5 août 1772. Il spécifie les districts de la Pologne alloués à chacune. La Russie s'approprioit en Lithuanie, un territoire d'environ trois mille quatre cents lieues carrées. L'Autriche étoit mise en possession de tout ce qui confinoit à la Moravie, à la Hongrie, à la Transylvanie, de même que du palatinat de Belz, de la Russie-Rouge et de presque toute la Volhinie; ce qui comprenoit à-peu-près deux mille sept cents lieues carrées. Frédéric s'emparoit de la Prusse polonaise et d'une partie de la Grande-Pologne. La ville de Thorn étoit formellement exceptée de cet envahisse-

ment, de même que celle de Dantzick qui, avec une banlieue fort resserrée, se trouvoit totalement environnée par les Etats prussiens. Le lot de Frédéric n'étoit que d'environ neuf cents lieues carrées; mais comme il établissoit la contiguïté entre le royaume de Prusse, la Poméranie et les Marches de Brandebourg, il consolidoit essentiellement la puissance du Monarque, tandis que le territoire envahi par les Russes et les Autrichiens, ajoutoit médiocrement à la leur.

Le traité de partage, plus encore que les troupes russes, achevèrent de ruiner la Confédération, qui fut dissipée aussitôt que Catherine, Marie-Thérèse et Frédéric eurent annoncé par des déclarations, qu'on ne verroit désormais dans les Polonais qui s'attrouperoient, que des brigands, des assassins et des incendiaires. Cette dislocation de la Pologne, opérée, disoit-on, à l'insu de la France, évidemment contre son gré, sans qu'on eût daigné lui en faire part, ou qu'elle eût fait le

moindre effort pour l'empêcher; enfin, sans qu'elle parût même disposée à venger cet affront avilissant, qu'elle dévora en silence, imprima au règne de Louis XV une tache ineffaçable, non-seulement aux yeux de l'Europe entière, mais encore à ceux de sa propre nation, dont le mépris pour l'insouciant Monarque ne cessa de s'accroître jusqu'à sa mort. Cet événement augmenta aussi la malveillance que le public portoit au Duc d'Aiguillon, Ministre des affaires étrangères, sur-tout lorsqu'il se répandit, que Louis XV avoit dit avec humeur: *Cela ne seroit pas arrivé, si Choiseul eût été ici.* Au surplus, les partisans du Ministre tentèrent de le disculper, en assurant que le Prince Louis de Rohan, depuis Cardinal de ce nom, Ambassadeur du Roi à la Cour de Vienne, s'étant laissé amuser par des parties de chasse, n'apprit qu'avec tout le monde le traité de partage, dont il ne donna par conséquent au Gouvernement français, que des avis trop tardifs. En 1779 ou 1780,

un jour que je trouvai ce prélat encore plus disposé à causer qu'à l'ordinaire, je lui demandai si ces bruits avoient quelque fondement. Il m'assura que non; que parfaitement instruit de ce qui se passoit chez l'Empereur, l'Impératrice-Reine et le Prince de Kaunitz, il en avoit toujours exactement informé M. d'Aiguillon; mais que la Cour, fermement décidée à rester en paix, avoit dissimulé son mécontentement, et cherché en même temps à rejeter sur qui elle pourroit, le blâme de sa pusillanimité; qu'au reste ses dépêches, qui étoient au dépôt des affaires étrangères, justifioient ce qu'il avançoit. Le Cardinal parla si affirmativement, qu'il me parut inutile de faire aucune vérification.

Les Puissances copartageantes de la Pologne, pour colorer leur conduite, exposèrent, dans des manifestes, leurs prétendus droits sur les provinces dont elles s'étoient emparées. Ce fut une vaine formalité; car leurs prétentions se réfutoient d'elles-mêmes, ou n'étoient appuyées que

sur des titres mal fondés ou tombés en désuétude, et tels que des armées seules les firent prévaloir sur les justes réclamations des Polonais, qu'on força d'assembler une diète pour sanctionner le partage. Les trois Cours formèrent aussi une confédération, à laquelle le Roi et les nobles furent obligés d'accéder. La diète choisit une délégation ou commission, tirée du Sénat et de l'Ordre équestre, qu'elle chargea de transiger avec le Baron de Stackelberg, le Baron de Rewiezki et le sieur Benoît, Ministres plénipotentiaires de Russie, d'Autriche et de Prusse, sur les différens projets de traités par lesquels les provinces déjà occupées, devoient être formellement cédées par la République. Ils furent signés à Varsovie le 18 septembre 1773, et ratifiés ensuite par la Diète. Je ne parlerai pas ici du contenu de ces actes et des autres arrangemens pris ultérieurement, parce qu'ils sont parfaitement expliqués dans l'*Abrégé de l'Histoire des Traités de Paix, par M. Koch, tome troisième, depuis la*

page 288 jusqu'à la page 304. Il suffit d'observer : 1°. que les Polonais se virent contraints à reconnoître, que les territoires dont l'Impératrice de Russie, la Maison d'Autriche et le Roi de Prusse s'étoient emparés, leur appartenoient légitimement ; 2°. que quand on procéda au réglement des frontières respectives, chacune des trois Cours abusa de nouveau de son pouvoir, pour étendre les siennes, autant qu'il étoit possible, aux dépens de la Pologne, qui se vit encore dépouillée ainsi d'un grand nombre de possessions utiles ; 3°. enfin, que toutes les opérations relatives au partage ne furent totalement terminées que vers 1777.

L'hiver de 1777 à 1778, j'arrivai un jour, pour dîner, chez le Comte d'Aranda, Ambassadeur d'Espagne, où je trouvai le Comte de Stainville, depuis Maréchal de Choiseul ; le Marquis de Castries, dans la suite Ministre de la Marine ; le médecin Tronchin, et quelques autres personnes. M. d'Aranda, qui avoit eu beaucoup

à écrire, étoit encore en robe-de-chambre; il nous quitta en disant : *Il faut enfin s'habiller.* M. de Castries plaisanta sur ce que je portois, à la fleur de mon âge, un habit doublé de fourrure. M. de Stainville remarqua, de son côté, que j'avois aussi de ces doubles souliers appelés *galoches ;* je répondis que je craignois moins un ridicule qu'un rhume : je sommai le docteur Tronchin de certifier à ces messieurs, que le premier étoit plus facile à guérir que le second ; pour mettre l'Esculape de mon parti, je l'appelai *le Dieu de la médecine*, et on commençoit à rire, lorsqu'il entra brusquement dans le salon, sans être annoncé, parce que les valets-de-chambre étoient occupés auprès de leur maître, un inconnu, qui salua à peine d'un air de protection, s'établit lestement devant la cheminée, en frappant plusieurs fois du pié, pour secouer l'humidité de ses souliers, puis ajouta d'une voix élevée : *Il fait aujourd'hui bien mauvais temps.* Il étoit égale-

ment certain que cet homme avoit un fort mauvais ton, outre un costume assez étrange. Son habit de ratine brune, doublé de jaune, étoit recouvert d'un surtout de velours noir, très-rapé, avec de gros brandebourgs de jayet et de soie, tels qu'on les portoit il y avoit quarante ans. *D'où sort ce ridicule mortel*, me demanda tout bas M. de Castries? — *Je n'en sais rien, mais il est clair que son surtout vient de la friperie.* — *Il a l'air d'un charlatan.* — *Oui, mais ce n'est pas un de ces charlatans qui vendent de l'orviétan ou arrachent des dents sur le Pont-Neuf.* — *Pourquoi pas?* — *Parce qu'il a au cou un ordre qui me paroît la grande croix de Malte.* — *Ce n'est pas la croix de Malte, et je soutiens que c'est un charlatan.* — *Pour mieux vous en assurer, feignez un mal de dents et consultez-le.* — *Ah! ce seroit trop fort.* — M. de Stainville, qui écoutoit, me dit alors: *Il n'y a que vous ici d'assez familier avec M. d'Aranda, pour aller le prier de venir tirer au clair l'existence de cet*

Ostrogoth, avec lequel nous sommes menacés de dîner.

J'entre aussitôt dans la chambre de l'ambassadeur, de qui on poudroit la perruque. *Eh ! bonne pièce*, me dit-il, *quelle raison vous fait préférer l'inutile spectacle de ma toilette, aux éclats de rire que j'ai entendus ; vous a-t-on mis en déroute au point d'avoir besoin de l'intervention de l'Espagne pour vous défendre ? — Pas tout à fait, mais je réclame seulement votre assistance pour nous expliquer une énigme. — Eh ! quelle énigme ? — C'est, je crois, un mauvais chrétien, mais à coup sûr un personnage aussi bizarre qu'inconnu, dont les manières, quoique risibles, ont tué notre gaîté, et qui paroît s'être trompé en prenant votre maison pour une autre.* Sur-le-champ M. d'Aranda s'essuie le visage et passe dans le salon. L'inconnu l'aborde en disant : *Votre Excellence trouvera sans doute tout simple, qu'arrivé hier à Paris, ma première visite soit destinée à lui pré-*

senter mes respectueux hommages. — Monsieur, je ne vous connois pas. — Votre Excellence m'a autrefois comblé de bontés. — Où cela ? — A Varsovie, pendant votre ambassade en Pologne. — Je ne m'en souviens pas. — Quoi, votre Excellence ne se rappelle pas Benoît ? — Ah ! s'écrie M. d'Aranda, en ouvrant ses bras, *innocente créature, ministre soussigné de Sa Majesté le Roi de Prusse, venez, que je vous embrasse! Vous dinerez avec ces messieurs, qui seront charmés de faire connoissance avec le célèbre monsieur Benoît, un des grands et immortels démarcateurs de la Pologne, et qui a si long-temps rempli les gazettes de ses énergiques et sublimes déductions à la délégation polonaise. Je cours mettre un habit, et je reviens.* Cet accueil, beaucoup plus comique pour nous que pour M. Benoît, nous apprit à qui nous avions à faire. D'abord secrétaire de la légation prussienne en Pologne, il s'appeloit M. Benoît tout court; mais Frédéric l'ayant nommé

son ministre plénipotentiaire pour le partage, et décoré de l'ordre de Saint-Jean de Prusse, il s'appela alors M. de Benoît, et ses nombreuses déductions tendoient toutes à extorquer aux malheureux Polonais des lambeaux de leur territoire.

En passant dans la salle à manger, l'ambassadeur d'Espagne me dit : *Il est un peu chenapant, comme la plupart des agents prussiens, mais il a de l'esprit.* — *Ça peut être*, répondis-je; *mais il est entré dans votre salon, de la même manière que les troupes prussiennes en Pologne.* M. de Benoît ayant demandé des petits pâtés qui étoient devant moi, je lui en envoyai quatre ou cinq, et comme il se récrioit sur cette abondance : *Ne vous plaignez pas, monsieur*, lui dis-je, *je viens de faire en votre faveur une démarcation à la prussienne.* Il ne rit pas le premier de cette plaisanterie, qui mit tous les plats *en démarcation*, et chacun vouloit qu'on lui *démarquât* une cuisse de poulet ou une cotelette. M. d'Aranda ayant demandé à

M. Benoît combien il avoit présenté de mémoires à la délégation, il dit qu'il n'en savoit pas le nombre. J'observai alors, que les gazettes en ayant été farcies, depuis la fin de 1772 jusqu'à celle de 1776, il devoit y en avoir au moins deux cents; et que ces pièces, du reste fort éloquentes, n'ayant pas le mérite de la diversité, puisqu'elles commençoient toutes par la formule : *Le Ministre soussigné de Sa Majesté le Roi de Prusse*, et n'offroient d'autres différences que celles de la date et de la spécification des territoires exigés au nom de la Cour de Berlin, si j'eusse été à la place de M. Benoît, j'aurois épargné la dépense d'un secrétaire, en faisant imprimer quelques rames de ces mémoires, et en y laissant le blanc nécessaire pour qu'on pût ajouter la date et la spécification. Ce calcul vraiment économique augmenta la gaîté. M. Benoît, jugeant que le meilleur moyen d'y mettre un terme, étoit de paroître la partager, finit par parler de ses opérations en Pologne, à-peu-

près du même ton qu'un roué de bonne humeur raconte ses fredaines. Alors on changea de conversation.

Après le dîner, elle reprit sur la Pologne, mais d'une autre manière qu'avant. Si M. Benoît n'étoit pas une *innocente créature*, comme M. d'Aranda s'étoit égayé à le prétendre, il possédoit bien la matière, et nous intéressa par ses récits et ses réflexions. Il dit, avec beaucoup d'apparence de raison, que mettant de côté l'aspect défavorable sous lequel, politiquement parlant, on considéroit le partage de la Pologne en France et dans d'autres pays, il étoit certain que cette opération, toute violente et injuste qu'elle paroissoit, avoit été le salut des Polonais; parce que les divisions et les haines étoient poussées si loin parmi eux, que si une force majeure ne les eût contraints de mettre bas les armes, ils auroient fini par se ruiner et se déchirer mutuellement comme des bêtes féroces, et qu'il falloit avoir vu l'état des choses, pour se faire

une juste idée des dévastations, des excès et de l'atroce barbarie auxquels l'esprit de faction pouvoit porter les hommes.

Je retrouvai encore deux ou trois fois chez l'ambassadeur d'Espagne, M. Benoît, et je compris, d'après ses discours, qu'il alloit vivre philosophiquement dans le sein de sa famille, qui habitoit le Languedoc, de la fortune qu'il s'étoit faite en servant le Roi de Prusse. Ce Monarque payoit si mal ses agens diplomatiques, que M. Benoît n'avoit pu sans doute économiser sur son traitement ; mais il y suppléa par un genre d'industrie sur lequel Frédéric fermoit les yeux, quand il n'occasionnoit pas des abus ou des plaintes trop graves. Il existoit en Pologne des *palatinats* ou duchés, des *starosties* ou seigneuries des vieillards, des *castellanies* ou commandemens de villes et de châteaux, avec des revenus en terre souvent très-considérables, et à la nomination du Roi. Les Polonais, toujours avides de ces bénéfices, s'adressoient à M. Benoît, qui les recom-

mandoit à Stanislas-Auguste, au nom de Frédéric, qui ne connoissoit pas même celui du postulant. Si le premier faisoit des difficultés, le Ministre Prussien menaçoit de la colère de son maître, et alors il falloit céder. M. Benoît recevoit ensuite, s'il n'avoit pas reçu d'avance, pour prix de ses services, une somme convenue.

TRAITÉS

Entre la Russie, l'Autriche et la Prusse, relativement au démembrement de la Pologne, signés à Saint-Pétersbourg, le $\frac{25 \text{ juillet}}{5 \text{ août}}$ *1772.*

TRAITÉ AVEC L'AUTRICHE.

AU NOM DE LA TRÈS-SAINTE TRINITÉ.

L'ESPRIT de faction, les troubles et la guerre intestine dont est agité depuis tant d'années le Royaume de Pologne, et l'anarchie qui chaque jour y acquiert de nouvelles forces, au point d'y anéantir toute autorité d'un gouvernement régulier, donnant de justes appréhensions de voir arriver la décomposition totale de l'Etat, troubler le rapport des intérêts de tous ses voisins, altérer la bonne harmo-

nie qui subsiste entre eux, et allumer une guerre générale, comme déjà effectivement, de ces seuls troubles, est provenue celle que Sa Majesté Impériale de toutes les Russies soutient contre la Porte Ottomane; et en même temps les Puissances voisines de la Pologne ayant à sa charge des prétentions et des droits aussi anciens que légitimes, dont elles n'ont jamais pu avoir raison, et qu'elles risquent de perdre sans retour, si elles ne prennent des moyens de les mettre à couvert et de les faire valoir elles-mêmes, ensemble avec le rétablissement de la tranquillité et du bon ordre dans l'intérieur de cette République, ainsi qu'en lui appréciant une existence politique plus conforme aux intérêts de leur voisinage.

A cette fin, S. M. I. de toutes les Russies a choisi et nommé pour ses plénipotentiaires le sieur Nikita Comte Panin, Gouverneur de S. A. Impériale Monseigneur le Grand-Duc de Russie, Conseiller privé actuel de S. M. Impériale, Sénateur, Cham-

bellan actuel et Chevalier de ses Ordres, et le Prince Alexandre Galitzin, son Vice-Chancelier, Conseiller privé actuel et Chevalier des Ordres de Saint-Alexandre Newski et de l'Aigle-Blanc de Pologne; lesquels après avoir communiqué leurs pleins-pouvoirs au Prince Joseph de Lobkowitz, Duc de Sagan, Chambellan actuel de S. M. l'Impératrice-Reine Apostolique d'Hongrie et de Bohême, Chevalier de son Ordre militaire, Général de Cavalerie de ses armées, et son Ministre plénipotentiaire à la Cour de Russie, pareillement muni des pleins-pouvoirs de sa Cour; et après avoir conféré sur cet état de la République de Pologne et les moyens de mettre à couvert les droits et prétentions de S. M. Impériale de toutes les Russies, pour elle et pour ses descendans, héritiers et successeurs, ont arrêté, conclu et signé les articles suivans :

1°.

S. M. Impériale de Russie, pour elle et ses descendans, héritiers et successeurs, se mettra en possession, dans le temps et de la manière convenus par l'article suivant, du reste de la Livonie Polonaise, de même que de la partie du palatinat de Polock qui est en deçà de la Dwina, et pareillement du palatinat de Witepsk; de sorte que la rivière de la Dwina fera la limite naturelle entre les deux Etats, jusque près de la frontière particulière du palatinat de Witepsk, d'avec celui de Polock, et en suivant cette frontière jusqu'à la pointe où les limites des trois palatinats, savoir, de Polock, de Witepsk et de Minsk, se sont jointes; de laquelle pointe la limite sera prolongée, par une ligne droite, jusque près de la source de la rivière Drujac (1), vers l'endroit nommé Ordwa, et

(1) Dans quelques cartes cette rivière porte le nom de Turzec.

de là en descendant cette rivière jusqu'à son embouchure dans le Dnieper ; de sorte que tout le palatinat de Mscislaw, tant en deçà qu'en delà du Dnieper ; et les deux extrémités du palatinat de Minsk au-dessus et au-dessous de celui de Mscislaw, en deçà de la nouvelle limite et du Dnieper, appartiendront à l'Empire de toutes les Russies ; et depuis l'embouchure de la rivière Drujac, le Dnieper fera la limite entre les deux Etats, en conservant toutefois à la ville de Kiow et à son district la limite qu'ils ont actuellement de l'autre côté de ce fleuve.

2°.

S. M. Impériale de toutes les Russies fera occuper par des corps de ses troupes les lieux et districts que, par l'article précédent, elle se propose de réunir à ses Etats, et elle fixe pour le terme de cette prise de possession les premiers jours de septembre (vieux style) de l'année courante, s'enga-

geant à ne rien déclarer jusqu'alors de ses vues et desseins.

3°.

S. M. Impériale de toutes les Russies, pour elle et ses descendans, héritiers et successeurs, garantit formellement et de la manière la plus forte à S. M. l'Impératrice-Reine Apostolique, les pays et les districts de la Pologne dont, en vertu du concert commun, Sadite Majesté se mettra en possession; lesquels consistent dans tous les pays désignés par les limites tracées ci-après : la rive droite de la Vistule depuis la Silésie jusqu'au-delà de Sendomir et du confluent de la San, de là en tirant une ligne droite sur Franpol à Zamosc, et de là à Rubieszow et jusqu'à la rivière du Bug, et en suivant au-delà de cette rivière les vraies frontières de la Russie Rouge, faisant en même temps celles de la Volhynie et de la Podolie, jusque dans les environs de Zbaras; de là en droite ligne sur le

Niester, le long de la petite rivière qui coupe une partie de la Podolie, nommée Podgorze, jusqu'à son embouchure dans le Niester, et ensuite les frontières accoutumées entre la Pocutie et la Moldavie.

4°.

Comme S. M. Impériale de toutes les Russies, qui soutient depuis trois ans une guerre particulière contre l'Empire Ottoman, pour la seule raison des affaires de Pologne, a communiqué avec pleine confiance à S. M. l'Impératrice-Reine d'Hongrie et de Bohême, les conditions définitives auxquelles elle consentoit à faire la paix avec la Porte, et qu'au moyen de ce nouveau plan, Sadite Majesté a bien voulu se prêter à ne plus exiger ni la conquête, ni même l'indépendance de la Valachie et de la Moldavie, et à ne plus insister par conséquent sur celles de ses premières conditions qui s'opposeroient le plus directement à l'intérêt immédiat des Etats

de la Maison d'Autriche, Sa Majesté Impériale et Royale Apostolique, conformément à ses sentimens d'une amitié sincère pour S. M. Impériale de toutes les Russies, promet de continuer à s'employer sincèrement aux bons offices auxquels elle s'est engagée envers les deux parties belligérantes.

5°.

Comme il sera nécessaire d'en venir à un arrangement définitif avec la République de Pologne, au sujet des acquisitions communes, ainsi que du rétablissement du bon ordre et de la paix dans l'intérieur de la Pologne, Sa Majesté Impériale de toutes les Russies s'engage à donner à son Ministre résidant à la Cour de Varsovie les instructions les plus précises, pour agir d'un commun accord et parfait concert avec le Ministre de Sa Majesté l'Impératrice-Reine Apostolique, résidant à la même Cour, et appuyer cette négociation par

les démarches les plus propres à la faire réussir.

6°.

La présente convention sera ratifiée dans six semaines, ou plutôt si faire se peut.

En foi de quoi les soussignés Plénipotentiaires de S. M. Impériale de toutes les Russies l'ont signée de leur main, et y ont apposé les cachets de leurs armes.

Fait à Saint-Pétersbourg le 25 juillet 1772.

TRAITÉ AVEC LA PRUSSE.

(Le préambule est le même que celui du traité avec l'Autriche. On y voit seulement intervenir Victor-Frédéric, Comte de Solms, Conseiller privé de légation, Chambellan actuel et Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. le Roi de Prusse.)

1°.

(Cet article est entièrement semblable à celui du traité avec l'Autriche.)

2°.

(Idem.)

3°.

S. M. Impériale de toutes les Russies, pour elle et pour ses descendans, héri-

tiers et successeurs, garantit formellement à S. M. le Roi de Prusse les pays et districts de la Pologne, dont, en vertu du concert commun, Sadite Majesté se mettra en possession; lesquels consistent en toute la Pomerellie, la ville de Dantzick avec son territoire exceptés, de même que dans les districts de la Grande-Pologne en deçà de la Netze, en longeant cette rivière, depuis la frontière de la Nouvelle-Marche jusqu'à la Vistule près de Fordon et de Solitz; de sorte que la Netze fasse la frontière des Etats de S. M. le Roi de Prusse, et que cette rivière lui appartienne en entier: et aussi pareillement en ce que Sadite Majesté ne voulant pas faire valoir ses autres prétentions, sur plusieurs autres districts de la Pologne limitrophes de la Silésie et de la Prusse, qu'elle pourroit réclamer avec justice, en se désistant en même temps de toutes prétentions sur la ville de Dantzick et de son territoire, prendra, en guise d'équivalent, le reste de la Prusse polonaise, nommément le pala-

tinat de Marienbourg, la ville d'Elbing y comprise, avec l'évêché de Warmie et le palatinat de Culm, sans en rien excepter que la ville de Thorn, laquelle ville sera conservée avec tout son territoire à la domination de la République de Pologne.

4°., 5°. et 6°.

(Ces trois articles sont totalement conformes à ceux du traité avec l'Autriche.)

LETTRES

PARTICULIÈRES

DU BARON DE VIOMÉNIL.

PREMIÈRE LETTRE

DU BARON DE VIOMÉNIL.

A Teschen, le 31 décembre 1771.

M.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, une relation de l'état actuel des Confédérés, et des événemens qui ont précédé mon arrivée dans ce pays-ci. Depuis quatre mois que j'y ai joint la Généralité, il ne m'avoit pas été possible d'en être instruit au point de vérité, qui pouvoit me convenir pour vous

en tracer le tableau. Vous pouvez être assuré qu'il est on ne peut pas plus exact ; je vous instruirai désormais très-régulièrement de tous les événemens de la Confédération qui pourront vous intéresser. On m'a donné une commission bien aride et bien désagréable ; mon obéissance aveugle pour les ordres du Roi pouvoit seule m'engager à l'accepter. Si je ne réussis pas, M., à opérer le bien des Polonais, j'espère au moins que leur estime et l'approbation du Roi, me dédommageront de tous les soins que je me serai donnés pour y parvenir. Je vous supplie de recevoir avec votre bonté ordinaire les assurances du très-profond respect avec lequel je suis, etc.

MÉMOIRE

Sur l'état de la Confédération de Pologne.

La Confédération, au commencement du printemps de l'année 1771, avoit un corps de cavalerie de cinq mille chevaux, composé des troupes du prince Radziwil, de M. Pulawski, Maréchal de Lomja, et de M. Miaczinski, Maréchal de Belz (1), qui occupoit le duché d'Ocwieczim et les parties des palatinats de Cracovie et de Russie, qui avoisinent la Hongrie, et un commencement d'infanterie, qu'on s'étoit efforcé de lever pendant l'hiver, avec peu de succès.

M. Zaremba, ci-devant régimentaire,

(1) Le même qu'on a vu en France sous le nom de général Miaczinski, et qui fut décapité en 1793, comme complice de Dumourier, après sa défection.

et à présent Maréchal de la Grande-Pologne, occupoit, avec un corps de quatre mille chevaux, la partie de cette province qui est sur la rive gauche de la Warta, et poussoit des détachemens au-delà de cette rivière, pour en tirer des vivres et des contributions.

La garnison de Czenstokow étoit composée de huit cents hommes d'infanterie, qui ont obligé les Russes de lever le siége de cette place, au mois de décembre 1770, après quinze jours d'attaque.

Il y avoit encore quelques petites troupes des Confédérés répandues dans les palatinats de Sendomir, de Podlachie, de Polock et de Mazovie, qui ne pouvoient être d'aucune utilité à la cause commune.

Le conseil général de la République se tenoit à Epériès, en Hongrie.

Les Russes, qui étoient très-foibles dans le palatinat de Cracovie, n'ont pu empêcher les Confédérés de prendre des postes, au commencement de la campagne, sur la Vistule et la Donayetz, et

d'occuper tout le terrein renfermé par ces deux rivières. On commença par fortifier l'abbaye de Tiniec, située sur la Vistule, à une lieue au-dessus de Cracovie. On tira de Czenstokow quatre cents hommes et du canon, tant pour cette place que pour les autres établissemens qu'on se proposoit de former; mais les Russes s'étant rassemblés, passèrent la Donayetz, suivirent les Confédérés, qui abandonnèrent leurs postes, pour prendre une position avantageuse sous le château de Landskron, où ils furent attaqués, battus et dispersés (1) par les troupes de MM. Suwarow (2) et Drewitz; le Maréchal de Belz fut fait prisonnier, et le Prince Sapieha y fut tué.

Cette affaire renversa tout le plan de campagne; on fit des détachemens fort hasardés qui accélérèrent la ruine des

(1) Ce fut M. Dumourier qui livra imprudemment ce combat.

(2) Le même qui commanda avec succès les armées russes et autrichiennes contre la France en 1799; mort le 13 mai 1800.

troupes. La cavalerie du Prince Radziwil fut entièrement détruite, M. Pulawski fut forcé, même après un combat assez avantageux, de renoncer au projet qu'il avoit formé de se porter à Zamosc, et de se retirer sous Czenstokow, avec une diminution fort considérable dans ses troupes. M. Zaremba, qui avoit passé la Warta et remporté quelques avantages sur M. Branicki (1), ne fut pas moins obligé, par l'approche d'un gros de troupes russes, de repasser cette rivière, et de se tenir sur la défensive, dans la position où il est encore aujourd'hui.

Ce mouvement de M. Zaremba, et surtout ceux qui commençoient en Lithuanie, fixèrent l'attention des Russes et les obligèrent à partager leurs forces, ce qui donna le temps à M. Dumourier de continuer l'établissement de Tiniec, qu'il avoit indiqué, d'en commencer un à Bobreck,

(1) Il étoit dans les intérêts du Roi de Pologne et des Russes.

à douze lieues plus haut sur la Vistule, et de donner quelque forme à celui qui avoit été entrepris l'hiver précédent à Landskron ; point à-peu-près intermédiaire entre la Vistule et les frontières de Hongrie.

Ce fut dans ces circonstances, qu'arriva l'Officier général (1) actuellement chargé par le Roi de la conduite de ses affaires en Pologne. Il y trouva des troupes ruinées, indisciplinées, sans consistance et sans ordre ; la Confédération n'ayant pour toute ressource, et même pour existence dans ce pays, que quelques maisons mal fortifiées, et mal approvisionnées, défendues par de foibles garnisons ; les soldats point payés, presque nus, mal nourris, mal armés, et encore plus mal exercés.

La Généralité étoit à Epériès, trop éloignée de ses troupes, pour pouvoir y établir l'ordre et pourvoir à leurs besoins et à ceux des places, sans argent, sans crédit

(1) Le Baron de Vioménil.

et divisée de tous ses membres, par une suite ordinaire mais fâcheuse des malheurs, qui aigrissent les hommes, et qu'ils devroient au contraire réunir.

Les premiers soins de l'Officier général français, furent de rapprocher la Généralité de ses affaires, en l'engageant à venir s'établir à Bititz et à Biala, (mais dont le séjour fut indiqué et fixé à Teschen, par une suite des dispositions de la Cour de Vienne), d'en réunir les principaux chefs, d'établir autant qu'il étoit possible l'ordre et la discipline parmi les troupes, d'augmenter les garnisons des cavaliers démontés et des recrues qu'on s'est pressé de lever pour cet objet, de régler et assurer la paie des officiers et soldats, de pourvoir à leurs autres besoins indispensables, d'approvisionner les places, et d'en faire réparer et augmenter les fortifications. Tous ces objets ont été remplis avant même que les Russes se soient mis en devoir de l'empêcher.

Une lueur d'espérance, dans ces com-

mencemens critiques, occasionnée par un succès de M. Oginski, qui avoit levé le masque en Lithuanie, fut bientôt étouffée par sa défaite et par la dispersion entière de ses troupes. Cet événement, qui l'a forcé à se retirer à Dantzick, d'où il a joint à Teschen la Généralité, qui vient de lui confirmer la charge de grand Général de Lithuanie, qu'il tenoit des mains du Roi, a obligé aussi M. Kossakowski d'abandonner ce Grand-duché, et de se rapprocher de la Grande-Pologne, où il a fait prendre des cantonnemens, entre les quartiers de MM. Zaremba et Pulawski, à quinze cents hommes de cavalerie, reste de deux mille cinq cents qu'il s'étoit procurés depuis le mois d'avril dernier, après avoir commencé ses opérations avec vingt-cinq hommes.

Les troupes qui sont actuellement directement aux ordres de la Généralité, consistent en mille hommes d'infanterie et huit cents chevaux qui, avec deux cent cinquante hommes d'infanterie et deux cents

chevaux, reste des troupes du Prince Radziwill, occupent le duché d'Ocwieczim et une partie du palatinat de Cracovie, où se trouvent les trois forteresses de la Haute-Vistule, qui sont dans un assez bon état de défense.

M. Pulawski a son principal établissement à Crenstokow, avec quatre cents hommes d'infanterie; sa cavalerie montant à douze cents chevaux, occupe en avant de cette place partie du palatinat de Sendomir et le territoire de Wielun, ayant sa droite sur la Haute-Stola, par laquelle il communique à Bobreck, et sa gauche à Wielun.

M. Kossakowski, avec ses quinze cents chevaux, tous Lithuaniens, occupe Kempens, Ostrozow, Ostrow, et Odolanow, joignant par sa droite les troupes de M. Pulawski, et par sa gauche, la droite de celles de M. Zaremba.

M. Zaremba, avec deux mille cinq cents chevaux et deux cents hommes d'infanterie de nouvelle levée, tient un petit

poste à Widawa, en avant de la droite de ses quartiers, sur la rive droite de la Warta, un autre à Peterkow, sur la rive gauche, et à peu de distance de la Pilcza, il occupe Koseian, Frauenstat, Scezno, Kaliscz et Sieradz, joignant par sa droite les troupes de M. Kossakowski, à la hauteur de Widawa, sa gauche appuyée à Ksiadz, à la Warta. De sorte que les troupes de la Confédération, qui montent à six mille deux cents chevaux et mille huit cent cinquante hommes d'infanterie, occupent, dans les deux Pologne, une ligne de cent quarante lieues de France, depuis les frontières de Hongrie au point de Nowitarg, jusque sur la Warta, un peu au-dessus de Posen.

Les Russes opposent à ces troupes, dans ces deux provinces, un corps de dix mille cinq cents hommes, tant infanterie que cavalerie, et les troupes du Roi, montant à cinq mille hommes; il y a environ trois mille Russes et autant de Confédérés armés en Lithuanie.

La Wolhinie, l'Ukraine, la Podolie et une partie de la Prusse polonaise, sont occupées par des troupes russes, détachées de la grande armée, et aux ordres de M. de Romanzow.

Les troupes de l'Impératrice-Reine occupent la starostie de Nowitarg et les treize villes engagées de celle de Zips.

Le Roi de Prusse a fait passer quatre mille hussards ou dragons sur le Niester, sous prétexte d'aller chercher des chevaux de remonte en Moldavie; ils ont pris des quartiers sur ce fleuve, qui protègent les magasins de l'armée russe et ses communications par Kiow; ses troupes, sur les frontières de la Silésie prussienne, occupent en force Posen et Thorn, et tout le pays qui se trouve entre ces deux villes et la mer, ainsi que le reste de la Prusse polonaise.

Les Russes ont rassemblé, vers le 15 décembre dernier, un corps de cinq mille hommes, aux ordres de M. Suwarow, dans les environs de Cracovie, et semblent

menacer en même temps Czenstokow et les trois places de la Haute-Vistule. Puisqu'ils ne les ont pas attaquées à la fin de l'automne, il y a tout lieu de croire que les moyens qu'ils ont pu rassembler depuis le désastre de la Lithuanie, et leur dernière victoire sur le Danube, ne leur paroissent pas encore suffisans pour assurer le succès de cette entreprise.

Quelque foibles que soient ces bicoques, les deux Lieutenans-Colonels français qui commandent à Tiniec et à Landskron, y ont établi assez d'ordre et de discipline pour espérer que les Russes ne s'en empareront pas, sans y faire une grande consommation d'hommes et d'argent.

Si leur foiblesse ou leur ignorance les empêchent de les prendre avant le printemps, on a lieu d'espérer qu'elles seront défendues alors par des garnisons assez considérables, pour n'avoir plus à craindre de les perdre; elles serviront même de point d'appui à deux mille hussards ou dragons de la République et à un corps de trois

mille hommes d'infanterie, qu'on se propose de lever pendant l'hiver, à l'aide du subside de France, des revenus de la République, et d'une contribution volontaire accordée à cet effet par le palatinat de Cracovie, à M. Walewski, son Maréchal.

La Noblesse de Lithuanie n'attend que le moment favorable pour reprendre les armes; M. Kossakowski, en s'éloignant de ce grand-duché, s'est ménagé des ressources et des intelligences qu'il se propose de mettre en activité dès le commencement du printemps.

M. Oginski et M. le Prince Sapieha, grand Régimentaire de Lithuanie, doivent réunir tous leurs moyens, pour rassembler un petit corps d'armée d'ici au mois de mai, et pour rentrer en Lithuanie, à l'appui de M. Kossakowski.

La guerre de ce pays-là, les positions qu'occupent MM. de Zaremba et Pulawski, en Grande-Pologne, et la petite armée qu'on tâchera d'assembler à la rive droite

de la Haute-Vistule, occuperont assez les Russes dans ces différens points, pour espérer d'y soutenir la guerre des Confédérés pendant cette campagne.

Toute espérance, au reste, dépend de la continuation de la guerre entre les Turcs et les Russes. Quelque infructueuse qu'elle ait été jusqu'à présent, elle n'a pas moins occasionné un dérangement considérable dans le gouvernement de Russie, en absorbant assez ses finances et sa population, pour croire que la Czarine puisse supporter encore long-temps le fardeau d'une entreprise, que ses succès mêmes rendent chaque jour plus incertaine. Cette guerre engloutira plus de moyens et de ressources que l'Impératrice n'en pourra rassembler, par toutes les voies qu'elle s'efforce de mettre en usage; et quand même les Russes parviendroient cet hiver à disperser et accabler les Confédérés, et à s'emparer de toutes leurs places, la bonté de leur cause, si cette guerre continue, ne doit pas laisser de doute qu'ils ne trouvent

encore des moyens assez puissans, pour rallumer un incendie que la Czarine croiroit avoir éteint par des opérations fort onéreuses, que l'état de ses affaires ne lui permettroit pas de répéter, et qui la détermineroient peut-être à abandonner une entreprise, dont elle ne pourroit jamais se promettre une issue favorable.

MANIFESTE

Du Comte OGINSKI, *Grand-Général de Lithuanie.*

Du 12 septembre 1771.

QUOIQUE des concitoyens qui avoient déjà pris notre défense, eussent souvent porté des plaintes également fortes contre les oppressions, les pillages et les calamités de ma patrie, néanmoins on ne regardera pas comme inutile, si j'en réitère le récit, puisque l'injustice, la violence et la destruction augmentent de jour en jour. Je ne parle ni de la liberté des Diètes opprimée, ni des procédés nuisibles contre la foi et la liberté, ni de l'autorité qu'on s'est attribuée de donner des lois, extorquée avec tant de cruauté par la force des armes, ni de l'enlèvement des premiers chefs de la Nation, ni de la do-

mination qu'on s'est illégitimement appropriée sur les biens. Tout cela a déjà été exposé par ceux qui ont d'abord armé leurs bras, et dont la fermeté s'est soutenue jusqu'ici par une courageuse défense. Je suis celui qui, suivant mon devoir, doit porter les dernières plaintes. Les liens qui unissent la société sont si étroits, que l'oppression d'une Nation y rend toutes les autres sensibles; ainsi je ne puis m'imaginer autre chose, sinon que les Puissances réfléchiront sur notre sort; mais lorsque l'une y fera attention, l'autre sans doute, à force d'artifices et d'illusions, l'empêchera de nous donner les secours dont nous avons besoin. Qualifier du nom odieux de rebelles, les habitans qui veulent secouer le joug de l'oppression; nommer perturbateurs du repos public, ceux qui s'efforcent de défendre la loi et la liberté; traiter de multitude insolente, une Assemblée composée des personnages les plus éclairés et des plus respectables d'entre les Polonais! est-ce agir généreu-

sement de la part de gens, dont on devoit avec justice attendre de l'assistance ? La conduite que tiennent actuellement les troupes de notre République, est une preuve évidente que l'armée russe ne tend qu'à opprimer notre liberté, pendant que les Polonais qu'elle poursuit, constituent la vraie République, tant par leur nombre que par la justice de leur cause. Un des droits les plus anciens de l'Etat de Pologne, est qu'à chaque fois qu'on fait entrer des troupes étrangères dans le pays, les Généraux rassemblent l'armée de la République; mais afin que l'exécution de cette ordonnance ne rendît pas plus difficiles les violences projetées, on a ôté, par le moyen d'une Diète qui en ouvroit le chemin, le pouvoir aux Généraux, et pour parvenir plus facilement à effectuer la ruse, on leur a donné certaines commissions; de sorte qu'il ne leur est resté que le simple titre de Commandans de l'armée.

LETTRE

Du Comte Oginski, Grand-Général de Lithuanie, à un de ses amis.

Du 29 septembre 1771.

La renommée vous a sans doute appris mes malheurs; ils me seroient insupportables, si l'infortune n'étoit le partage des plus honnêtes gens de ma patrie. Je vous avois prévenu que le petit nombre de mes troupes, qui ne montoient qu'à deux mille hommes, que l'insubordination qui régnoit parmi elles et la réunion de mes ennemis prêts à fondre sur moi, me faisoient entrevoir le danger qui me menaçoit; mais une fois affermi dans ma résolution, rien n'a été capable de me décourager. J'ai pris le parti que je devois suivre; j'ai cherché à couper tous les secours qui pouvoient renforcer le Major

During, retiré sous la forteresse de Niezwiz; je me suis mis à la poursuite d'un détachement qui arrivoit de Khyszin. La marche pénible et trop lente de ma petite infanterie, a donné à l'ennemi le temps de m'échapper et d'aller joindre pendant la nuit le Major During. Mes soldats, qui étoient accablés de fatigue, ont même négligé cette fois les patrouilles, malgré les ordres que j'avois donnés par écrit; la trahison s'est jointe aux circonstances et elle a hâté ma perte. L'ennemi a surpris la ville, et la maison où je logeois a été livrée la première. Eveillé par le bruit des canons et de la mousqueterie, à peine ai-je eu le temps de monter à cheval, pour rassembler mes troupes à la place d'armes que je leur avois désignée la veille. Quel a été mon étonnement, lorsque j'ai rencontré mon infanterie fuyant sans armes, et ma cavalerie se retirant d'un autre côté? Cependant la résistance de ceux qui étoient dans la ville, me donnoit l'espérance de rassembler mes soldats dispersés; mais j'eus

beau prier, conjurer, ordonner, mes cris, mes prières, mes ordres furent inutiles. La terreur avoit tellement saisi mes gens, qu'il me fut impossible de former un seul escadron. L'ennemi entroit de toutes parts dans la ville et s'emparoit déjà de mon artillerie; alors me voyant seul et sur le point d'être enveloppé, je crus devoir songer à ma sûreté, et me retirer dans quelque lieu où je pusse recevoir des nouvelles de la suite de cette affaire. J'appris en effet la défaite générale de mes troupes. Certain de mon malheur, je résolus de gagner la frontière; mais j'envoyai auparavant, par deux fois, des ordres à la cavalerie qui pouvoit se sauver, d'aller se réunir à la première Confédération. Depuis ce moment fatal, je n'ai reçu aucune nouvelle; je suis dans la plus cruelle inquiétude, et je vous prie de me donner quelque lumière sur le sort du reste de ma cavalerie. Apprenez-moi si elle a suivi les ordres que je lui ai donnés, d'aller se joindre à la première Confédération par

la Podlachie. J'ai tout perdu, argent, bagages, papiers; mais je ne perdrai jamais ma constance et mon courage, ni l'envie de secourir ma patrie opprimée. Je porterai par-tout ces sentimens avec moi, et quelque jour peut-être la providence daignera les seconder et exaucer mes vœux.

L'INTELLIGENCE de ces deux pièces et du Mémoire de M. de Vioménil, sur l'état de la Confédération de Pologne, exige quelques explications. Le Comte Oginski avoit rassemblé l'armée de Lithuanie près de Minsko. Les Colonels During et Albizew s'approchèrent trop des Polonais qu'ils vouloient observer, et furent battus; Albizew et le Lieutenant-colonel Sabatow périrent dans le combat, après lequel Oginski se retrancha, avec beaucoup de grosse artillerie, près des marais de Minsko. Le Colonel Drewitz et le Prince Jubatow accoururent alors en Lithuanie pour

contenir Oginski. Le Général russe Kawskin étoit arrivé pour le même objet de Smolensko, avec six régimens et trois mille Cosaques. Oginski combattit les Russes le 11 septembre (1), près de Bercza, dans le district de Slonim, en tailla une partie en pièces, fit cinq cents prisonniers, enleva la caisse militaire et les bagages, enfin réduisit en cendres la ville de Minsko, où l'ennemi avoit une garnison de quatre cents hommes. Le lendemain de ce succès, le Comte Oginski publia son manifeste du 12 septembre. Renforcé d'une partie des prisonniers faits sur les Russes, et des recrues qu'on avoit levées pour lui, il se porta de Pinske aux portes de la ville de Niezwitz, dont il somma le commandant, qui refusa de se rendre. Le Général lithuanien marcha alors successivement à Mier

(1) M. de Rulhière, tome IV, page 228 de l'*Histoire de l'Anarchie de Pologne*, place cet événement sous la date du 6 septembre. On ne peut décider qui de lui ou de nous a tort.

et à Stolonika, près de Slonim. Le Colonel During, qui n'avoit que huit cents hommes, les disposa avec tant d'art, qu'Oginski imaginant que toutes les troupes russes s'étoient réunies, se replia sur la gauche, pour se porter sur le Général Suwarow, qui n'avoit qu'un corps très-foible. Au lieu de l'attaquer en arrivant, Oginski remit la partie au lendemain; mais Suwarow profita de la nuit pour tomber sur les Confédérés, qu'il mit en déroute. La cavalerie du Comte Oginski prit la fuite; son infanterie, au nombre de huit cents hommes, se rendit prisonnière de guerre; l'artillerie, les bagages et la caisse militaire, contenant cinquante mille ducats, tombèrent au pouvoir de l'ennemi, et ce ne fut qu'avec une peine extrême que le Général de Lithuanie se retira vers Slonim, d'où il prit le chemin de Konigsberg; il y arriva dans un tel état de dénuement, qu'il fut obligé d'y emprunter de l'argent pour se rendre à Dantzick. Cet échec réduisit d'abord les Confédérés à l'inaction dans

cette partie. Revenus ensuite de leur surprise, ils levèrent de nouvelles troupes sur les frontières de la Haute-Silésie, les grossirent de déserteurs qui venoient s'offrir en foule, et recommencèrent à désoler eux-mêmes leur patrie, mais avec d'excellentes intentions, jusqu'au moment où le traité de partage les obligea de mettre bas les armes.

SECONDE LETTRE
DU BARON DE VIOMÉNIL.

A Teschen, le 5 février 1772.

M.

En me séparant de M. de Choisi (1), pour l'envoyer commander à Tiniec, je lui avois expressément recommandé de ne rien négliger pour se procurer des con-

(1) Claude-Gabriel de Choisi, entra au service comme soldat, le 16 juin 1741. Il mérita d'être fait officier, et fut nommé aide-major des volontaires de Hainaut, aveo rang de capitaine, le premier janvier 1757; major le 23 avril 1763; lieutenant-colonel le 25 août 1767; il suivit le Baron de Vioménil en Pologne, obtint le grade de brigadier le 24 mars 1772, et une place de commandeur de l'Ordre de Saint-Louis le 28 octobre 1774. Il fut nommé mestre-de-camp du quatrième régiment de chasseurs à cheval, le 29 janvier 1779; maréchal-de-camp le 5 décembre

noissances vraies du local de la ville et du château de Cracovie, et de s'y ménager des intelligences qui pussent nous mettre un jour en situation d'y surprendre et d'en chasser les Russes.

Pour se procurer une entrée dans le château, cet officier avoit acheté, dès la fin de décembre, une maison qui en étoit voisine; il y a fait travailler souterrainement pendant près d'un mois par les propriétaires, qui lui avoient amené à Tiniec, en otage de leur fidélité, le principal chef de leur famille; il s'étoit ménagé d'ailleurs des intelligences toutes particulières avec les supérieurs des Carmes de la maison de Cra-

---

1781; lieutenant-général le 20 mai 1791; commanda successivement à Landau, à Lyon, à Avignon contre Jourdan *Coupe-tête*. Trop attaché au Roi et aux anciens principes pour ménager les révolutionnaires, ils lui firent ôter, au commencement de 1792, le commandement de la septième division militaire. Il fut incarcéré pendant la terreur, et on croit qu'il mourut vers 1795 ou 1796. Le siége mémorable qu'il soutint dans le château de Cracovie au commencement de 1772, acheva de le ranger dans la classe des militaires distingués.

covie, qui devoient lui faciliter l'entrée de la ville en même temps que celle du château.

Un autre bourgeois, qui s'étoit également dévoué à périr s'il trompoit sur la moindre chose, s'étoit offert pour le guider pendant sa marche de Tiniec à Cracovie, et pour lui faire démasquer, une heure avant d'y arriver, une porte du château que les Russes avoient murée, et à laquelle, par négligence, il n'y avoit ni garde, ni sentinelle.

Tout étant prêt pour cette expédition, et le secret en ayant été d'autant mieux gardé que je n'en avois pas même instruit M. le Maréchal-général de la Confédération, M. de Choisi a exécuté ce projet dans la nuit du premier au deux de ce mois. Le détail de sa lettre, dont j'ai l'honneur, M., de vous adresser la copie, vous apprendra les événemens de cette journée; je dois seulement vous observer, que ce sont les soldats d'une garnison foible, de la plus mauvaise espèce, et d'une cause

à l'agonie, qui viennent d'attaquer un plus grand nombre de Russes dans la ville de Cracovie, et que ce sont cent cinquante hommes, conduits par MM. de Saillans, de Vioménil (1), Charlot (2) et Després, qui ont pris le château et qui s'y sont maintenus contre toutes les forces que les Russes avoient dans la ville, pendant plus de huit heures qui se sont passées avant que M. de Choisi, retourné à Tiniec par prudence, ne soit revenu à Cracovie avec ses forces, et n'ait chassé les Russes de tous les points qui mettoient quelques obstacles à sa réunion à ces quatre officiers. Depuis trente-deux ans que je sers le Roi, je n'ai rien vu à la guerre d'aussi extraordinaire et de plus vigoureux; mon petit parent avoit tué trois sentinelles et un capitaine russes, avant qu'aucun de ses soldats n'eût encore fait un pas dans

(1) Le Comte de Vioménil, frère du Baron, et qui a servi avec distinction dans l'armée des Emigrés.

(2) Fils du premier commis de la Guerre.

le château. M. de Saillans a fait des miracles, et M. Charlot, tout ce qu'on peut attendre du plus grand courage; il a eu malheureusement la jambe gauche cassée d'un coup de feu. MM. de Valcour, Duclos et Dittwar se sont aussi très-distingués à l'attaque de M. de Choisi; mais c'est à ce dernier, M., que je dois mes plus grands éloges : c'est lui qui a tout imaginé, tout préparé et qui vient d'exécuter d'une manière surprenante. Quoi qu'il arrive, ce brave officier sera honoré et estimé à jamais parmi les Polonais. Il avoit communiqué sa chaleur et son zèle à tous nos Français. Ils ont fait de tels prodiges que je me flatte, M., que M. le Marquis de Monteynard (1) ne me refusera pas les graces que je me propose de lui demander en leur faveur, dès que j'aurai reçu des détails plus particuliers de cette action, ainsi que le grade de Brigadier pour M. de Choisi, que les Po-

(1) Ministre de la Guerre.

lonais feroient volontiers Généralissime, tant ils sont enthousiasmés de sa bonne conduite et de son succès. Au reste, M., je ne suis pas aussi confiant que lui sur la prise de la ville de Cracovie; je sais qu'elle est encore gardée par huit cents Russes, qu'il peut en arriver de tous côtés, que les officiers supérieurs de cette garnison sachant qu'ils perdront peut-être la tête, pour s'être laissé enlever un château aussi essentiel, ne négligeront rien pour le reprendre et pour ôter à M. de Choisi toute communication avec Tiniec; que nous sommes si foibles, que nous ne pourrons pas nous y opposer, et qu'il seroit possible, qu'en se trouvant au milieu de tous les magasins qu'il vient d'enlever, il ne pût pas s'y soutenir d'une manière assez imposante, pour nous les conserver jusqu'au printemps prochain.

Si les Russes, au contraire, par foiblesse, par ignorance, ou de guerre lasse, abandonnent Cracovie, je proposerai à la Généralité d'y faire arriver MM. Pulaws-

ki et Kossakowski, très-rapidement, avec toutes leurs troupes; nous pourrions alors nous y rendre de notre côté avec tous les membres de la Généralité. Je ferois faire des barricades dans toutes les rues, je ferois de bonnes dispositions pour les défendre; j'obligerois les Russes, par cette résolution, à rassembler de grandes forces pour nous attaquer; je ne sais pas s'ils en auroient les moyens et la volonté, mais je sais bien qu'ils n'exécuteroient pas ce projet dans toute son étendue, sans avoir bonne opinion des Polonais et du petit nombre de Français qui se trouve avec eux.

Je m'attends, M., que l'événement du château de Cracovie fera faire une campagne d'hiver à la plus grande partie des Russes qui sont en Pologne, et qu'il y aura chaque jour de nouveaux combats dans cette partie. Si je pouvois être sûr que M. de Choisi eût trouvé suffisamment de viande dans son château, je vous répondrois qu'il s'y soutiendra long-temps.

La Généralité a donné tous les ordres que j'ai desirés relativement à cette circonstance.

Je suis, etc.

COPIE

De la Lettre de M. DE CHOISI, *à M. le Baron* DE VIOMÉNIL.

Au château de Cracovie, le 2 février 1772, à 4 heures du soir.

JE suis maître du château de Cracovie; mais ne croyez pas, Monsieur, que le mérite m'en soit dû: c'est à M. le chevalier de Vioménil et à MM. de Saillans et Després à qui cet honneur appartient en entier; je n'en ai point d'autre que d'avoir chassé la garnison de la ville, du pont et du faubourg, qu'elle avoit occupé pour empêcher ma réunion à celui de mes détachemens que je croyois avoir perdu sans ressources, dans le moment même qu'il s'étoit emparé du château, sans que je pusse l'imaginer, et par une suite d'événemens incroyables, et dont vous ne

pourrez être instruit, qu'en me suivant dans le labyrinthe de toute cette journée, la plus cruelle de ma vie pendant neuf heures, et la plus satisfaisante dans ce moment ici. J'ai trouvé dans le château quatre-vingt-neuf prisonniers, un major et un commandant. Ce qu'ont fait en cette occasion MM. de Vioménil, de Saillans, Després et Charlot, qui est malheureusement blessé aux deux jambes, est inconcevable: il n'y a pas d'exemple d'une conduite et d'une valeur comme celle de ces quatre officiers; elle est au-dessus de tout éloge.

L'attaque qui m'a ramené ici, a commencé à trois heures après midi, et vient de finir dans le moment.

Je vous ai tranquillisé sur ma position, et sur celle des troupes qui me sont confiées: écoutez actuellement, je vous prie, le détail de mes malheurs, et jugez s'il y a jamais eu de situation plus cruelle, que celle où je me suis trouvé jusqu'au moment où je vous écris.

Des circonstances qui me sont survenues dans la journée du 1er, m'ayant obligé à renoncer par prudence à l'attaque de la ville, je me suis décidé à attaquer le château seulement avec toutes mes forces divisées en deux détachemens, et je suis sorti en conséquence de Tiniec, ce matin à une heure, ainsi que je vous l'avois fait annoncer par M. de Menonville, à la tête de six cents hommes, avec lesquels j'ai passé la Vistule en bateau au pié de ma forteresse : je les ai conduits dans le plus grand silence jusqu'au mur de Cracovie, qui sert de clôture au jardin des Carmes. Mon homme de confiance a distribué lui-même les différens guides, que j'avois conservés à Tiniec depuis si long-temps, pour conduire les détachemens qui devoient agir séparément dans mes attaques. Les plus intelligens ont été placés avec les troupes qui devoient pénétrer dans le château, par le trou où l'on m'avoit assuré qu'il y passeroit quatre hommes à-la-fois; je me suis placé moi-même à la

tête des troupes avec lesquelles je devois aussi entrer dans ce château, par la porte souterraine qui avoit dû être démasquée une heure avant que j'y arrivasse. Par une suite des intelligences que je m'étois ménagées, ces différens objets ayant été remplis, nous nous sommes séparés pour suivre nos différentes directions; après avoir suivi mon homme principal assez long-temps par des défilés, dont il ne m'avoit jamais parlé, je me suis trouvé au pié des murs du château; mais jugez, Monsieur, de mon étonnement et de mon embarras, en voyant que je n'avois été suivi que de quelques hommes, et on n'entendoit pas le moindre effet du mouvement de mon second détachement. Je suis resté plus d'une heure dans cette cruelle situation, après laquelle les officiers et soldats qui auroient dû me suivre, et qu'on avoit égarés, m'ont rejoint, ainsi que la plus grande partie de ceux qui devoient pénétrer par la petite ouverture du château: il étoit alors quatre heures

et demie. J'ai ordonné sur-le-champ à mon homme, de me conduire à la porte souterraine qu'il m'avoit assuré qui seroit ouverte : je l'ai trouvée murée, et lorsque je lui ai demandé de quel moyen il alloit se servir pour l'ouvrir, il m'a répondu que cela lui paroissoit impossible, puisqu'il n'avoit ni outils, ni maçons. Cette réponse m'a fait une si terrible sensation, que je suis tombé en foiblesse; il vouloit faire passer mes quatre cents hommes dans le trou pratiqué pour aller au château, où je venois d'apprendre qu'il n'y pourroit passer qu'un homme très-difficilement; il étoit plus de cinq heures, il en auroit fallu trois pour entrer par ce débouché; j'ai cru alors qu'il ne me restoit d'autre parti que la retraite, avec la douleur amère de perdre les six officiers et les cent quatre-vingts hommes qui ne m'avoient pas rejoint, quoique je les eusse fait chercher de tous les côtés. A peine avois-je fait une demi-lieue, que j'ai entendu un feu général de

mousqueterie et de canon; j'ai jugé qu'ils étoient tous tués ou au moins prisonniers; en conséquence j'ai suivi mon chemin pour ne pas compromettre Tiniec, que j'avois laissé fort dégarni. J'entendois toujours, chemin faisant, tirer de la ville et du château; enfin arrivé à Tiniec plus mort que vif, j'ai détaché un officier polonais de bonne volonté, à toute jambe, pour s'approcher le plus près qu'il le pourroit de Cracovie, et s'informer du sort de mes cent cinquante hommes, parce qu'un détachement de trente m'avoit rejoint. Il m'a rapporté que ces messieurs étoient maîtres du château, et qu'ils s'y défendoient encore; j'ai pris mon parti sur-le-champ; j'y suis revenu tout de suite avec quatre cents hommes, dans l'intention de me faire tuer ou d'y entrer. Dieu merci, j'y suis; vous devez être bien impatient de savoir comment ces messieurs s'y étoient introduits: c'est par vingt miracles, et par des actions d'un courage inoui. Ayant été égarés pendant

trois heures, ils se sont tous rués sur le château à la pointe du jour, après avoir haché des palissades, des portes, des fenêtres, et fait le diable pour arriver au trou en question, par lequel ils ont passé un à un, s'en sont rendus maîtres, y ont été attaqués, et s'y sont défendus jusqu'au moment où j'y suis revenu de Tiniec. Voilà, Monsieur, tout ce que ma fatigue et mes occupations me permettent de vous barbouiller. Dans mon attaque, MM. Duclos, Valcour, Dittwar, et à-peu-près tous les autres, se sont très-distingués. J'espère, Monsieur, demain être maître de la ville.

CHOISI.

P. S. J'ai trouvé dans le château un magasin immense de toutes choses : je crois pouvoir, sans exagération, le porter à deux millions. On peut nourrir mille chevaux tout l'hiver, beaucoup de farines, de blés, de munitions. M. Des-

prés croit qu'il y a des draps verts pour habiller tous les chasseurs.

J'ai examiné les différens points où ces Messieurs ont été attaqués par toutes les forces de la ville : je ne comprends pas comment ils y ont résisté pendant neuf heures; il est vrai qu'il étoit temps que j'y arrivasse : ils ont tué cent vingt hommes aux Russes, et fait quatre-vingt-onze prisonniers; ils n'ont rien perdu, il n'y a que MM. Charlot, de Wonsowiez, major, et quatre soldats blessés. Je suis bien soulagé de me voir ici, et je le serai davantage si vous approuvez ma conduite.

TROISIÈME LETTRE

DU BARON DE VIOMÉNIL.

A Teschen, le 10 février 1772.

M.

M. de Walewski, Maréchal et Commandant dans le Palatinat de Cracovie, ayant appris par M. de Choisi à Bielitz, le 1er février à deux heures après midi, que l'entreprise sur Cracovie s'exécuteroit la nuit suivante, envoya ordre sur-le-champ aux différens corps de sa cavalerie, cantonnés dans les environs de Biala, de se rendre à Tiniec, à vingt lieues de là, avec la plus grande diligence; il y arriva de sa personne le 2 à cinq heures du matin, avec M. Piwiniecki, Conseiller de Culm. Ils protégèrent

l'un et l'autre, avec leur cavalerie, l'infanterie de M. de Choisi, dans le moment où il se décida à remarcher à Cracovie, pour secourir et se réunir aux officiers et soldats de sa garnison, qui s'étoient emparés du château. Cet objet ayant été rempli avec beaucoup de nerf et d'intelligence, M. Walewski disposa sa cavalerie pour s'opposer aux premiers secours que les Russes pouvoient recevoir à chaque instant des quartiers les plus voisins de Cracovie; il plaça cent cinquante dragons de l'escadron de Poméranie, sur le seul débouché par où la cavalerie des Russes pouvoit sortir de la ville, ce qu'ils tentèrent effectivement, avec trois escadrons; mais ils furent chargés si à propos, et avec tant de vigueur et de distinction, par MM. de Gordon et Kolaskowski, qui commandoient l'escadron de Poméranie, qu'ils furent obligés de rentrer dans la ville après avoir fait une perte assez considérable. Après cet événement, M. Walewski se rendit avec M. Scheglinski

au château, pour concerter avec M. de Choisi, les moyens d'attaquer la ville avant qu'elle ne fût secourue. Ils convinrent qu'ils feroient cette attaque le lendemain, et que pour en assurer le succès, il étoit convenable d'envoyer cent cinquante dragons dans le château, dès la même nuit, et de faire concourir à l'attaque de la ville, deux cent cinquante hommes de l'infanterie de Landskron, que M. Dzierbicki, Maréchal de Lenicie, avoit promis d'amener à Tiniec, dans la journée du 3, ainsi que M. Walewski avoit paru le desirer. Cette infanterie arriva effectivement avec deux pièces de canon et quelque cavalerie à Tiniec, le 3, à quatre heures après midi. M. Walewski y étoit revenu pour la recevoir; elle en repartit à six, conduite par les Maréchaux de Cracovie et de Lenicie, pour exécuter l'attaque convenue avec M. de Choisi; mais M. Walewski ayant su pendant sa marche, que les Russes avoient déjà été renforcés à Cracovie,

qu'ils occupoient en force les faubourgs, et qu'une troupe d'infanterie assez considérable étoit déjà disposée pour soutenir deux pièces de canon, et cent hommes placés à la tête du pont de la Vieille-Vistule, qui devoient empêcher toute communication aux Confédérés avec le château; M. Walewski jugeant alors de l'impossibilité de s'emparer de la ville, et de l'avantage qu'il y auroit à augmenter les forces de M. de Choisi dans le château, de la plus grande partie de l'infanterie que M. Dzierbicki avoit amenée de Landskron; il ordonna en conséquence à M. de Galibert, qui la commandoit, d'attaquer les Russes qui occupoient le pont, et de chercher à pénétrer dans le château. Cet officier, secondé par MM. de la Sere, Colonel, Tukülka, Lieutenant-Colonel et Cravatte-Major, se mit à la tête de ses chasseurs et des janissaires du Prince Radziwill; il marcha aux Russes sans tirer. Le feu terrible qu'il essuya avoit d'abord rebuté ses soldats; mais ramenés par leurs

officiers, ils chassèrent les ennemis du pont et du faubourg, et pénétrèrent dans le château, avec une pièce de canon, après avoir perdu M. Lisiecki, Lieutenant des chasseurs, et quarante soldats. On ne sauroit donner trop d'éloges à M. de Galibert: son attaque a été brillante, rapide, et a eu tout le succès qu'on pouvoit desirer.

MM. de Kellermann et Skilski, commandant, sous les ordres des Maréchaux, la cavalerie des Confédérés qui avoit soutenu l'attaque de M. Galibert, ont aussi beaucoup contribué au succès de cet événement. M. de Choisi ayant profité du moment où M. de Galibert l'avoit joint, pour faire savoir à MM. Walewski et Dzierbicki, qu'il tenteroit une sortie sur la ville le 5, à la pointe du jour, ces Maréchaux retournèrent à Tiniec le 3, pendant la nuit, pour y faire reposer leur cavalerie. Ils ramenèrent avec eux une pièce de canon de l'infanterie de Landskron, dont les chevaux avoient été tués

à l'attaque de M. Galibert. Ils retournèrent à Cracovie la nuit du 4 au 5, à la tête de toute leur cavalerie, pour seconder la sortie que M. de Choisi se proposoit de tenter; mais ayant appris que M. Suwarow étoit arrivé à Cracovie le 4 au soir, à la tête de beaucoup d'infanterie, que M. Branicki y étoit attendu avec les hullands, que M. de Choisi avoit trouvé dans le château les choses les plus essentielles pour sa défense; qu'un détachement de cinquante hommes d'infanterie, commandé par MM. Dittwar et Blondeau, qu'il leur avoit renvoyés pour faire partie de la garnison de Tiniec, étoit arrivé après avoir encore forcé le passage du faubourg et du pont; qu'il avoit tenté sa sortie, mais qu'ayant trouvé plus de résistance qu'il n'avoit cru, il étoit rentré dans son château, après avoir perdu quelques soldats ou dragons; toutes ces considérations déterminèrent MM. les Maréchaux à se retirer à Tiniec, à sept heures du matin; ce qu'ils ont exécuté avec beau-

coup d'ordre et très-peu de perte, quoiqu'ils aient été harcelés sans relâche par les Cosaques et les hullands de M. Branicki, que l'on voyoit se renforcer à tout moment. M. de Kellermann a encore dirigé cette retraite avec beaucoup de talens.

Les garnisons de Tiniec, de Landskron et de Bobrck, ayant été très-affoiblies pour fournir à l'attaque du château de Cracovie, et pour le garder par préférence à toute autre considération, MM. les Maréchaux ont fait occuper ces différentes bicoques par leur cavalerie, pour les défendre, de concert avec le peu d'infanterie qui y est resté. La Généralité a envoyé M. Duhoux, Lieutenant-Colonel, pour commander à Tiniec; M. d'Elliot, à Landskron, et M. Marion, à Bobreck. Si ces officiers sont attaqués, ils se conduiront bien; je puis, M., vous en répondre.

Les événemens de la journée de Cracovie et les différentes attaques qui en ont

été la suite, ont mis beaucoup de liaisons entre nos Français et les Polonais. La confiance est établie : on fait ce que je demande avec plus de célérité ; mais je vois malgré cela, avec douleur, qu'il n'y a pas assez de moyens pour profiter, comme je le desirerois, des avantages de la prise du château de Cracovie. Cette perte est immense pour les Russes ; elle les mettra hors d'état, à ce que j'espère, d'exécuter la plupart de leurs projets pour la campagne prochaine, et elle deviendra pour la Confédération d'une ressource inestimable. Si on peut rétablir, seulement pendant huit jours, la communication de Tiniec avec M. de Choisi, on tireroit alors du château de Cracovie des armes, des habits et des munitions de guerre pour approvisionner doublement toutes les places, et pour armer et habiller plus de six mille soldats ou dragons des Confédérés.

On doit s'attendre que M. Branicki va faire des tentatives continuelles, pour reprendre son château ; mais je connois assez

M. de Choisi et ses braves compagnons, pour être sûr qu'il lui fera payer bien cher toutes ses entreprises.

MM. Gliezinski, Korytowski, Chrzanowski, Morawski et Kulesza, de la division de Poméranie et des troupes du Prince Radziwill, se sont conduits avec beaucoup de courage dans toutes les actions qui viennent de se passer aux environs de Cracovie, et dont on doit sur-tout le succès à la fermeté et au zèle de MM. Walewski, Dzierbicki et Piwiniecki, qui se sont montrés partout avec la plus grande distinction.

Officiers tués.

MM. Milkowski, Capitaine.
Lisiecki, Lieutenant.

Officiers blessés.

MM. Gordon, Colonel de Poméranie.
Wousowiecz, Major.
Charlot, Sous-Lieutenant.

Les Confédérés n'ont perdu que soixante-dix hommes dans ces différentes attaques, et les Russes près de cinq cents. Tous les rapports s'accordent à cet égard.

Je suis, etc.

QUATRIÈME LETTRE

DU BARON DE VIOMÉNIL.

A Teschen, le 22 février 1772.

M.

J'AI eu l'honneur de vous instruire par ma dernière dépêche, que MM. Branicki et Suwarow étoient arrivés à Cracovie le 4 et le 5 de ce mois, avec 5000 hommes; ils n'ont pas perdu un instant pour en bloquer le château de toutes parts; ils ont occupé Wiliczka en force, avec du canon, et construit le 7 un pont sur la Vistule, pour leur communication de Wiliczka avec le faubourg de Zwirziniec.

M. de Choisi a brûlé, le 9, quelques maisons au-dessous du château, près la

porte de Grodska, qui l'auroient gêné pour sa défense.

Pendant la nuit du 12 au 13, les Russes ont établi une fusillade très-vive, depuis minuit jusqu'à deux heures du matin, à leur pont de communication, pour faire croire à M. de Choisi qu'ils étoient attaqués par les troupes de Tiniec, l'engager à sortir pour seconder cette attaque, et lui faire essuyer le feu des maisons qu'ils avoient crénelées, et fait occuper par beaucoup d'infanterie, à cent cinquante pas du principal débouché de son château. M. de Choisi n'a pas même envoyé une patrouille à cette attaque; mais ayant essuyé le 13 un feu très-incommode des maisons crénelées pendant toute la matinée, il s'est déterminé à les faire attaquer par deux cents hommes, qu'il a fait sortir à onze heures, et qui ont chassé les Russes de toutes les maisons qu'ils occupoient, après une attaque qui a duré pendant trois heures, et dans laquelle les ennemis ont eu près de 200 hommes tués,

blessés, brûlés ou pris. M. de Choisi, qui n'avoit pas voulu, par attention pour les habitans de Cracovie, mettre le feu à ces maisons, dès le premier instant de son établissement dans le château, a été forcé de les brûler toutes dans cette circonstance: elles se trouvent heureusement de peu de conséquence; il n'y a eu que quinze confédérés tués ou blessés à cette expédition, qui a été fort vive.

Depuis le 13 jusqu'au 16, les ennemis n'ont fait aucune entreprise; ils se sont contentés d'augmenter leurs postes, de faire des traverses dans les rues, pour se préserver du feu du château, et de créneler toutes les maisons de la ville qui y font face.

Le 19, à trois heures du matin, ils ont encore essayé de tromper M. de Choisi, sur l'apparence d'une attaque à leur pont de communication; ils y ont fait un très-grand feu de mousqueterie, qu'ils ont accompagné de cris affreux; ils ont fui en désordre jusqu'à la brasserie royale, qui

est à trois cents pas du château; ils s'y sont rassemblés, ont remarché au pont, et ont eu l'air d'en être chassés une seconde fois; mais M. de Choisi, convaincu que c'étoit une nouvelle ruse pour l'engager à faire une sortie, s'est contenté de faire monter un officier de confiance à la tour du palais, d'où il a vu près de la porte de Grodska une colonne d'infanterie russe, de cinq cents hommes au moins, qui n'attendoient que le moment de se mettre à la suite des troupes qui seroient sorties du château, pour leur ôter à jamais les moyens d'y rentrer. M. de Choisi a laissé dormir sa garnison, et n'a pas brûlé une amorce pendant tout le temps de cette comédie. MM. Branicki et Suwarow ont témoigné quelque étonnement, de ce qu'il avoit marqué tant d'indifférence, pour un événement qui pourroit l'intéresser particulièrement.

Depuis le 8 jusqu'au 19, les Russes ont fait un feu continuel de mousqueterie et de canon sur le château, depuis sept heures

du soir jusqu'au lendemain matin. M. de Choisi les laisse tirer : ils ne lui blessent pas un seul homme ; il est résolu, ainsi que les officiers et soldats qu'il commande, à conserver le château de Cracovie jusqu'à la dernière extrémité; son courage personnel, sa sobriété, la patience et le bon ton de sa garnison, font espérer que les Russes se consumeront encore pendant quelque temps en efforts inutiles, avant de reprendre ce poste intéressant.

Les Confédérés ont fait beaucoup de recrues depuis quinze jours ; on les envoie à Tiniec et à Landskron, où on espère qu'elles se formeront avec assez de succès, pour être en état d'en tirer un bon parti pendant la campagne prochaine.

MM. Pulawski, Kossakowski et de Zaremba, doivent avoir commencé le mouvement simulé que je les ai priés de faire, et qui leur a été ordonné par la Généralité, pour donner de l'inquiétude à Varsovie, et faire mouvoir les Russes de tous côtés ; s'ils l'exécutent avec la sagesse que

je leur ai prescrite, ils ne se commettront en quoi que ce puisse être, ils ne fatigueront pas leurs troupes, et les Russes, au contraire, seront forcés à des mouvemens fort incertains et très-destructifs, par les pluies continuelles qu'il fait dans ce pays-ci.

Je suis, etc.

P. S. M. de Schwartz s'étant fort distingué au combat de Radom, où il a sauvé, par sa bonne contenance, la plus grande partie de la cavalerie de M. le Maréchal Pulawski, je viens de le comprendre pour une commission de Lieutenant-colonel, sur l'état des graces que je demande aujourd'hui à M. le Marquis de Monteynard, pour quelques-uns des officiers qui m'ont suivi en Pologne. Si vous avez la bonté de faire connoître à ce Ministre, que vous faites cas et que vous vous intéressez à l'avancement de cet officier, je ne douterai plus du succès de la demande que j'ai faite en sa faveur.

CINQUIÈME LETTRE

DU BARON DE VIOMÉNIL.

A Teschen, le 3 mars 1772.

M.

Je viens d'apprendre par M. Duhoux, commandant à Tiniec, que les Russes ont attaqué de vive force le château de Cracovie, le 27 du mois dernier, à deux heures du matin, et qu'ils se sont retirés vers les six heures, après avoir essuyé une perte très-considérable; ils ont encore fait une nouvelle tentative le 29, à la même heure. Cette dernière attaque a été générale, beaucoup plus vive que la première, et a duré jusqu'à neuf heures, sans qu'elle ait été plus heureuse. M. de Suwarow

avoit fait précéder ses troupes, dans ces deux entreprises, par une grande quantité de paysans polonais et de bourgeois de Cracovie, à qui il avoit ordonné de porter ses échelles et de les appliquer aux murs du château, sous peine d'être fusillés. M. de Choisi, touché des cris et du sort de ces malheureuses victimes d'une cruauté aussi atroce, jugeant du haut de ses murs qu'il pouvoit en sauver quelques-uns avant d'être sérieusement attaqué par les Russes, en a fait entrer cent dans le château, qui le bénissent à chaque instant, et dont la conservation ajoute encore à sa gloire d'une manière bien satisfaisante pour l'humanité. Les Russes ont employé cinq cents hommes d'infanterie à chacune de ces deux attaques, et tous les rapports de Cracovie annoncent, qu'ils y ont eu cinquante officiers tués ou blessés, et beaucoup plus de mille soldats.

Toute communication avec M. de Choisi étant fermée depuis le 24, je ne puis rien vous dire de sa perte ni de sa situation.

sa conduite et celle de tous les officiers et soldats de sa garnison, est d'autant plus admirable, qu'ils ont tous vécu, depuis un mois, avec la plus grande constance, de pain et de bouillie. J'ai le cœur bien serré, je vous assure, M., de n'avoir pas les moyens de soutenir un début aussi extraordinaire et aussi intéressant; si j'avois eu cent mille écus dans ce moment-ci, j'aurois pu les employer très-avantageusement pour les intérêts de la Confédération, et très-utilement, je pense, pour la conservation du crédit de Sa Majesté en Pologne. Au reste, nous ferons de notre mieux jusqu'au dernier instant; mais malgré nos succès, ne soyez pas étonné, M., si tout ceci est anéanti avant le 15 du mois prochain; car les Russes viennent de toutes parts à Cracovie, et s'ils s'emparent du château, la Confédération se trouvera encore à son dernier soupir.

MM. Pulawski et Kossakowski, qui étoient partis le 20 de Czenstokow, pour pénétrer dans la communication des

Russes, entre Varsovie et Cracovie, et sur-tout pour leur donner de l'inquiétude sur cette première ville, ayant trouvé que MM. de Lapuchin et Drewitz avoient fait des dispositions fort sages, pour les combattre avec des forces supérieures, se sont déterminés à revenir à Czentoskow, et à détacher M. de Zieberg avec sept cents hommes de cavalerie Lithuanienne, pour passer la Vistule à Bobreck, et aller s'établir sur les frontières de Hongrie, en avant de Dukla, dans les points qui pourront donner aux Russes quelque inquiétude pour leurs magasins des palatinats de Russie et de Lublin, et les forcer à y ramener quelques-unes des troupes qui sont actuellement à Cracovie.

M. Mazoviecki, chargé par M. Zaremba d'observer avec trois cents chevaux les mouvemens de M. Lapuchin, s'en étant approché de trop près, a été forcé de se replier très à la hâte, après avoir fait une perte assez considérable.

Je suis, etc.

SIXIÈME LETTRE

DU BARON DE VIOMÉNIL.

A Teschen, le 12 mars 1772.

M.

J'ai enfin reçu hier au soir la lettre de M. de Choisi, dont j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint la copie; elle vous apprendra qu'il n'a pas été attaqué le 27, ainsi que j'ai eu l'honneur de vous le marquer, d'après les rapports qui m'étoient venus de Tiniec. Tout ce qui se dit ici depuis huit jours, de Cracovie, annonce que les Russes y ont fait une perte énorme le 29, en officiers et soldats. Le Colonel Heysmann a été tué, et le Lieutenant-Colonel Absolowitz, blessé grièvement. La perte que M. de Choisi a faite de son côté, en

officiers, me fait tout craindre pour son sort et celui de sa garnison, si les Russes l'attaquent de vive force une seconde fois.

Si les Lithuaniens, commandés par M. Zieberg, qui passent dans ce moment-ci à côté de Landskron, pour se rendre dans les environs de Dukla, avoient été en état de combattre, je me serois mis à leur tête, et j'aurois hasardé d'attaquer demain, de concert avec MM. de Sapieha, Oginski et Walewski, toute la cavalerie des Russes qui bloque le château de Cracovie à la rive droite de la Vistule. Si je l'avois battu, j'aurois profité du moment de son désordre, pour faire entrer cent bœufs dans le château, et tout ce qui manque d'ailleurs à M. de Choisi pour la conservation de ses blessés et de ses malades; mais les Lithuaniens se trouvant mal armés, et montés pour la plupart sur des chevaux de paysans, il a fallu renoncer à ce projet, dont la Généralité avoit cependant approuvé l'exécution, et à laquelle MM. Sapieha, Oginski, Walewski, et tous les

Polonais militaires, sembloient vouloir concourir de leur personne, avec beaucoup de zèle. M. le Prince Sapieha même, est encore dans ce moment-ci à la tête de ses Lithuaniens, qu'il a été joindre auprès de Landskron, dès le premier instant où j'ai proposé de les réunir à la cavalerie de M. Walewski, pour attaquer les Russes. Ils continueront leur marche vers la frontière de Hongrie, et nous employerons, de notre côté, tous les moyens possibles pour faire entrer, par adresse et à force d'argent, quelques bœufs et des remèdes dans le château de Cracovie, pour les besoins les plus essentiels des blessés et des malades.

Les Prussiens continuent à resserrer de plus en plus M. Zaremba dans la Grande-Pologne, sans qu'ils l'aient encore attaqué : M. de Lapuchin, d'un autre côté, s'en est si fort approché depuis dix jours, avec un corps de quinze cents hommes de cavalerie et d'infanterie, que je ne serois pas surpris qu'il y ait un combat très-in-

cessamment dans cette partie. Il n'a paru aucuns Prussiens à Cracovie, comme cela m'avoit été annoncé.

M. le Comte Oginski va consommer un emprunt fort considérable en Hollande, pour fournir à la dépense d'un corps de trois ou quatre mille hommes, qu'il a déjà commencé de lever. Il se conduit ici avec beaucoup de sagesse et la plus grande modération.

M. le Prince Radziwil vient d'acheter quatre cents chevaux de remonte pour ses hussards et dragons; il a fait d'ailleurs, à ses frais, une dépense énorme pour les réparations de ses troupes, et pour des compagnies d'infanterie de nouvelle levée; M. le Prince Sapieha s'exécute avec le même zèle, et dépense beaucoup d'argent pour contribuer au rétablissement de l'affaire de Lithuanie.

M. Schwartz vient de m'annoncer que MM. Pulawski et Kossakowski, après avoir tenté inutilement de pénétrer de tous côtés dans la communication des

Russes, et d'opérer une diversion favorable à la situation des Confédérés qui sont dans le château de Cracovie, avoient fait rentrer leurs troupes, le 2 de ce mois, dans les cantonnemens qu'elles occupoient, près de Czenstokow, avant ce dernier mouvement : il me mande en même temps que Drewitz s'est présenté le 5, avec quatorze cents hommes de cavalerie, devant Czenstokow, qu'il est resté en bataille toute la journée à un quart de lieue de cette bicoque, qu'il a marché le soir dans la communication de Czenstokow à Bobreck, et que M. Lapuchin étoit le même jour, avec de l'infanterie, du canon et beaucoup de cavalerie, le long de la Wartha, à huit lieues de Czenstokow. M. Zaremba, qui avoit rassemblé ses troupes à Zduni, dès le 28 du mois passé, ayant dû marcher à Sieradz, avec toutes ses forces, il faut de nécessité, M., qu'il y ait bataille incessamment dans les environs de Czenstokow ou sur les bords de la Wartha.

Je suis, etc.

COPIE

D'une Lettre de M. de Choisi, à M. le Baron de Vioménil.

Au château de Cracovie, le 29 février 1772.

Cette lettre intéressante, Monsieur, vous parviendra quand il plaira à Dieu; car depuis huit jours que je vous écris très-exactement, il ne m'a pas été possible de vous faire parvenir aucune de mes lettres. J'ai été attaqué ce matin par toutes les forces russes, sur tous les points de mon château, et en même temps. L'affaire a commencé à trois heures un quart, et n'a fini qu'à six heures et demie; il n'y a point d'exemple, Monsieur, d'une attaque aussi brusque, aussi nerveuse et aussi audacieuse que celle de ces gens-là; ils ont attaché des pétards à

toutes mes portes, mis des échelles à toutes mes fenêtres, où ils sont restés plus de trois heures, malgré le feu horrible que je faisois sur eux : ils ont ouvert les embrâsures où étoit mon canon, à y passer trois hommes de front ; deux pièces qui ont tiré continuellement n'ont pu les empêcher de s'élancer dessus pour monter dans la tour ; toutes les autres attaques n'ont pas été moins vives ni moins dangereuses. Les deux portes du Séminaire ont été enfoncées, et défendues par M. le Chevalier de Vioménil; celle de sortie, gardée par M. de Lalain, n'a pu être forcée, par le courage et l'opiniâtreté qu'il y a mis ; enfin, Monsieur, à six heures un quart les ennemis se sont retirés dans le plus grand désordre, abandonnant leurs échelles, haches, pêles, pioches, sacs à laine et leviers ; ils ont emporté leurs morts, suivant leur usage; ils n'ont pas pu cependant enlever ceux qui étoient sous la porte de la ville, où j'en ai compté quarante dans un espace de deux

toises carrées ; je suis convaincu que nous leur avons tué au moins quatre cents hommes. Tout ce qu'ils ont perdu à l'attaque du Séminaire a été jeté dans la Vistule, et leur retraite a été si précipitée dans ce point là, qu'ils ont passé la rivière à la nage. J'ai vu sortir ce matin, de la brasserie, au moins soixante voitures remplies de leurs blessés, qu'on conduisoit à la ville, et ce n'est pas de ce côté là qu'ils ont perdu le plus. Si nos officiers français ont montré beaucoup de courage à la prise du château, ils en ont montré cent fois davantage pour sa défense; ceux que leur position a mis à même de se distinguer davantage, sont MM. De Valcour, Després, Vioménil, Hery, Lalain et M. De la Serre; mais la gloire qu'ils ont acquise aujourd'hui, ne doit pas diminuer celle des autres officiers polonais ou français qui ont tous contribué, par leur courage et leur intelligence, à la conservation du château ; je dois même vous nommer particulièrement MM. Chra-

nowski, Kokanowski et de Boissimène, qui se sont rendus très-utiles sur la face du château, qui a été défendue par M. de Galibert. Mes deux canonniers français sont d'une espèce bien rare : on ne s'attend pas à trouver dans cette classe, des hommes aussi extraordinaires; c'est une activité, une prévoyance, et une fermeté surnaturelle : si on ne fait pas ces gens là officiers dans leur corps, ce seroit une acquisition excellente pour le régiment qui les auroit.

Il y a vingt-huit jours que vous savez, Monsieur, que j'attendois et que je desirois, que les ennemis prissent le parti qui feroit aujourd'hui le bonheur de ma vie, si je n'avois pas perdu le brave Duclos : c'est une perte irréparable, et ce n'est pas le seul malheur de cette journée; MM. de Valcour, Després, la Serre, Hery et de Lalain, ont été blessés, et tous méritent également les graces du Roi. M. de la Serre, qui m'a toujours été fort utile depuis que je suis ici, indépendam-

ment de ce qu'il a fait aujourd'hui, est bien dans le cas de la croix de S. Louis, et desireroit d'ailleurs d'être remplacé : je vous prie de lui procurer ces deux graces, jamais elles ne furent mieux méritées ; il a été réformé comme capitaine avec le régiment de Bigorre. J'ai perdu aussi M. Klesincki, officier de la division de Poméranie. Ma perte en soldats n'a pas été proportionnée à celle des officiers, je n'ai eu que quarante-neuf hommes tués ou blessés ; un de mes canonniers a reçu trois coups de fusil, dont il ne mourra pas, à ce que j'espère. Aucun officier n'est blessé mortellement ; MM. Charlot et Gordon vont bien. Nous desirons tous l'instant qui doit nous rapprocher de vous, parce que nous sommes tous assurés de votre suffrage et de votre estime ; le brave Galibert se porte bien.

CHOISI.

P. S. Les ennemis ont fait un feu effroyable pendant la nuit du 27 : on aura

certainement cru à Tiniec que j'étois attaqué; je me suis apperçu à trois heures qu'ils n'avoient d'autre projet que de me faire brûler de la poudre inutilement, et nous n'avons pas tiré un coup de fusil.

Je ne vous dis rien de nos besoins, parce que vous ne pouvez pas y remédier; mais nos visages seront bien alongés, si cela ne change pas d'ici à huit jours. Je ferai tuer tous nos chevaux, nos soldats en demandent; ils n'ont eu depuis que nous sommes ici, ni viande, ni beurre, ni graisse; du pain sec, du cacha et du courage, voilà, Monsieur, toute la nourriture des officiers et des soldats. J'ai beaucoup de malades; nos blessés continuent à bien aller. M. Suwarow m'a refusé les remèdes que je lui avois fait demander par M. de Saillant. On dit hautement dans Cracovie, que je serai encore attaqué d'ici à deux jours; malgré cette menace, malgré nos besoins, et la perte que j'ai faite en officiers, comptez, Monsieur, que je n'épargnerai

rien pour empêcher les Russes de rentrer dans un château qui leur a déja coûté tant de peines et de sang, et dont la conservation devient si intéressante pour la Confédération.

SEPTIÈME LETTRE

DU BARON DE VIOMÉNIL.

A Teschen, le 18 mars 1772.

M.

M. le Prince Sapieha ayant fait venir et réuni à Tiniec, dans la journée du 12, quatre cents Lithuaniens, commandés par M. Zieberg, et deux cent cinquante dragons de Walewski; ces deux chefs, pour s'assurer de la force des ennemis, et pour juger de la facilité ou des obstacles que l'on trouveroit à l'exécution des projets ultérieurs de la Généralité, relativement au desir qu'elle auroit eu de faire entrer cent bœufs dans le château de Cracovie, ont envoyé, le 13, diffé-

rens détachemens par les deux rives de la Vistule, sur les premiers postes des ennemis; celui que conduisoit M. Walewski lui-même à la rive droite, a été ramené par de très-grandes forces jusqu'à la barrière de Tiniec, et s'est retiré en bon ordre. Il a tué ou blessé aux ennemis trois officiers et plusieurs hullans : il a perdu quinze dragons.

La division de M. Zieberg, après avoir passé la Vistule à Tiniec, a marché par la rive gauche sur la direction de Cracovie : elle y a trouvé également les ennemis fort supérieurs; ils l'ont chargé et poursuivi très-vivement; quelques Bosniacs de ce détachement ayant manqué le gué, se sont noyés, ou ont été sabrés sur les bords de la rivière.

MM. Branicki et Suwarow étoient en personne à la tête des Russes et des Polonais, qui ont repoussé les troupes que MM. Walewski et Zieberg avoient employées à cette reconnoissance.

Suivant les nouvelles que je viens de

recevoir de Berlin, le Roi de Prusse va faire passer encore un nouveau corps de troupes en Grande Pologne, et il vient de faire partir M. d'Anhalt, en qui il a la plus grande confiance, pour en prendre le commandement, ainsi que de toutes celles qui avoient été aux ordres de M. de Beling jusqu'à présent. Nous touchons de bien près, ce me semble, au décisif.

MM. Zaremba, Pulawski et Kossakowski, manquant absolument de toutes les choses nécessaires pour faire subsister leurs troupes en Grande Pologne, et pour les mettre en état de faire la campagne prochaine, et ayant tout à craindre des nouveaux mouvemens du Roi de Prusse, et de la manière dont les Russes les ont ressèrrés depuis le commencement de ce mois; la Généralité a envoyé ordre aujourd'hui, à ces différens chefs, de réunir leurs forces sur-le-champ, et d'attaquer de concert, et successivement les corps de Lapuchin et de Drewitz, qui les ob-

servent en Grande Pologne, d'abandonner ensuite Czenstokow à ses propres forces, de passer la Vistule à Bobreck, et de se rendre à Zamosck avec toutes leurs forces, pour reporter la guerre dans les Palatinats de Belz et de Lublin, où ils retrouveront de l'abondance, et où ils donneront peut-être beaucoup d'inquiétude aux ennemis. Tout cela ne pourra pas s'exécuter sans que les troupes de la Confédération courent beaucoup de risques et de hasards; mais dans la situation désespérée où elle se trouve, on devra du moins lui savoir quelque gré de s'être déterminée par des partis de la plus grande vigueur.

M. le Comte Oginski a déjà fait partir M. Commeki, pour aller toucher à Amsterdam 50 mille ducats, et les employer sur-le-champ à la levée des troupes qu'il se propose de rassembler.

Si tout ce qui se prépare ici, pour l'avantage de la Confédération, avoit pu s'effectuer trois mois plutôt, et que la

Cour de Vienne eût bien voulu lui être plus favorable, nous nous serions trouvés en mesure de soutenir avec moins de désavantage, l'entreprise très-brillante et très-heureuse du château de Cracovie; mais dans l'état actuel, il est aisé de voir que les efforts de quelques particuliers ne suffiront jamais pour rétablir une affaire aussi désespérée.

Je suis, etc.

HUITIÈME LETTRE

DU BARON DE VIOMÉNIL.

A Teschen, le 31 mars 1772.

M.

M. DE LEBENFELD, officier au service de la Confédération, voyant l'inquiétude qu'avoit M. de Choisi de ne pouvoir ni nous donner de ses nouvelles, ni en recevoir des nôtres, s'est offert de sortir du château pour me remettre une de ses lettres, et pour lui reporter ma réponse. Il est sorti dans la nuit du 24, a tué avec son épée une sentinelle russe, et s'est rendu à Tiniec, après s'être démêlé de beaucoup d'autres embarras, avec autant de courage que d'adresse et de bonheur; il m'a remis avant-hier la lettre par laquelle

M. de Choisi m'annonce qu'il a deux cents malades, qu'il n'a point du tout de remèdes, que ses soldats, à qui il ne donne plus que du pain, commencent à se dégoûter; qu'il en déserte chaque jour, malgré ses précautions et l'attention de ses officiers; mais ce qui paroît sur-tout lui donner le plus d'inquiétude, c'est qu'il manque absolument de pierres à fusil. Nous employons dans ce moment-ci, M., plusieurs moyens pour lui en procurer, ainsi que des remèdes: je crains bien qu'ils ne réussissent pas. Au surplus, nous avons envoyé M. de Lebenfeld au château, avec une lettre pour M. de Choisi, signée de la Généralité, par laquelle elle lui fait connoître, qu'elle approuvera et applaudira à sa conduite, soit qu'il conserve encore pendant quelque temps le château de Cracovie, soit que la nécessité impérieuse où il se trouve l'oblige à le remettre au pouvoir des Russes, par une capitulation honorable, ou par telle autre voie qui pourroit encore ajouter à sa gloire. Si, par une

suite de son courage et de sa persévérance, il se soutient dans son château jusqu'au 20 du mois prochain, nous aurons alors près de mille hommes bien armés à Tiniec, sept cents à Landskron et trois cents à Bobreck; ces petites forteresses seront alors en état de tout point de soutenir les efforts des Russes, et je crois pouvoir vous assurer, que les Français qui y commandent mériteront à leur tour des éloges et des distinctions.

Si les Russes attaquent de vive force une seconde fois le château, tous les officiers de cette garnison sont persuadés qu'ils les en chasseront, comme ils ont déjà fait. La plupart de ceux qui ont été blessés à l'attaque du 29 février, sont guéris et en état de faire leur service. On peut s'attendre encore à quelque chose d'extraordinaire de la part de cette brave garnison.

M. Zieberg et M. le Prince Martin Lubomirski, se sont réunis dans les environs de Tarnow, à des détachemens assez considérables de M. Pulawski, commandés

par MM. Radnicki et Suack. M. Kossakowski doit partir aujourd'hui de Biala pour les rejoindre, et pour rétablir la guerre dans le palatinat de Lublin. Si MM. Pulawski et Zaremba exécutent les ordres de la Généralité, ils ne tarderont pas à prendre la même direction ; ce dernier, suivant des nouvelles que je viens de recevoir, s'est battu il y a quelques jours contre M. Lapuchin, dans les environs de Peterkow, sans qu'il y ait eu aucun avantage de part ni d'autre. J'attends à chaque instant le rapport qu'a dû me faire M. Duprat, que j'ai envoyé au corps de M. Zaremba, pour m'instruire de tous ses mouvemens.

Je suis, etc.

NEUVIÈME LETTRE

DU BARON DE VIOMÉNIL.

A Teschen, le 8 avril 1772.

M.

MM. DE SCHWARTZ et Duprat, que j'avois envoyés en Grande-Pologne, pour me rendre compte de tous les mouvemens de MM. Pulawski et de Zaremba, relativement à ce qui leur avoit été prescrit par les ordres de la Généralité, renfermés dans l'instruction dont j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint la copie, arrivent dans l'instant, et m'apprennent que ces deux chefs étoient convenus à Czenstokow, le 19 du mois dernier, qu'ils réuniroient toutes leurs forces le 23, dans les

environs de Wielun, pour marcher de concert à M. Lapuchin, et l'attaquer; mais que M. Zaremba, vingt-quatre heures après s'être séparé de M. Pulawski, lui avoit fait dire, que ce mouvement étoit impraticable par le mauvais état où se trouvoient tous les chemins, et il l'invitoit en conséquence à ne déplacer aucune de ses troupes. Il étoit revenu de sa personne à Sokolniki, dans sa famille, et avoit laissé la plus grande partie de sa cavalerie à Widawa et dans les environs; il quitta Sokolniki le 21, avec M. Duprat, pour se rendre à Widawa, d'où il repartit le 22, à la pointe du jour, à la tête de neuf cents hussards, cosaques ou dragons, avec lesquels, après avoir fait quatorze lieues, il arriva le même jour, à l'entrée de la nuit, à un quart de lieue de Peterkow, sans que M. de Lapuchin, qui occupoit cette ville avec seize cents hommes, eût encore la moindre connoissance de sa marche. M. Duprat s'étant apperçu alors, qu'il y avoit de l'incertitude dans la conduite de

M. Zaremba, et qu'il hésitoit à profiter de l'avantage inestimable d'avoir surpris M. Lapuchin, lui proposa de faire mettre pié à terre à cent cosaques ou dragons, et de lui permettre d'entrer à leur tête dans les faubourgs et dans la ville de Peterkow, tandis qu'il pourroit en faire garder tous les débouchés avec sa cavalerie. M. Zaremba n'ayant pas approuvé l'exécution de ce projèt, prit le parti de se retirer le même soir jusqu'au bourg de Rosprza, qui lui appartient; il y fit bivouaquer ses troupes jusqu'au lendemain matin, qu'il envoya son facteur à Peterkow, pour faire savoir à M. Lapuchin qu'il étoit fort près de lui. Ce chef russe, très-surpris de cette nouvelle, et plus encore de l'attention de M. Zaremba, rassembla ses troupes et marcha jusqu'aux hauteurs de Milcow, où il trouva les postes avancés de la Confédération, qu'il fit attaquer sur-le-champ. M. Zaremba les ayant fait soutenir successivement par toute sa cavalerie, cela occasionna un

combat assez vif, qui dura pendant trois quarts d'heure, et dans lequel il y a eu cinq cents hommes tués, blessés ou pris, sans aucun avantage marqué de part ni d'autre. Quelques volées de canon que fit tirer M. Lapuchin, séparèrent les combattans; ils restèrent en présence jusqu'à l'entrée de la nuit, et alors chacun se retira de son côté. M. de Lapuchin rentra à Peterkow, et M. Zaremba, après avoir repassé la Warta, renvoya et dispersa ses troupes dans la Grande-Pologne. Il revint de sa personne, le 30, à Sokolniki, d'où il m'a mandé, qu'il n'avoit pas profité de l'avantage d'avoir complètement surpris M. Lapuchin, parce qu'il avoit craint de brûler la ville de Peterkow.

Un détachement de cinq cents chevaux, que M. Pulawski avoit dirigé, de son propre mouvement, sur Peterkow, ayant été rencontré et surpris le 22 par Drewitz, a été battu et dispersé, après avoir fait une perte assez considérable.

M. Mazowiecki s'étant approché de

Peterkow le 27, avec quatre cents dragons, a été également battu et dispersé par M. Lapuchin.

Il résulte de ces événemens, M., que pour s'être écarté de tout point des ordres de la Généralité, M. Zaremba vient de manquer l'occasion de détruire en totalité le corps de M. Lapuchin; il auroit battu ensuite ou replié celui de Drewitz, avec bien de la facilité; il auroit passé la Vistule à Bobreck, seroit arrivé à Ocwieczim, couvert de gloire, et nous aurait encore procuré l'avantage, suivant toute apparence, de faire entrer dans le château de Cracovie, le 2 ou le 3 de ce mois, tout ce qui auroit pu mettre M. de Choisi dans le cas de s'y soutenir encore pendant longtemps. Sa conduite extraordinaire ne peut être imputée qu'à des intentions très-funestes au parti républicain; et on doit s'attendre à chaque instant, qu'il va faire sa paix particulière, ou qu'il laissera prendre toutes ses troupes en détail par les Prussiens, qui lui ont déjà fait signi-

fier, ainsi que vous pourrez le voir par la copie de la lettre du général Czettritz, que je joins à cette dépêche, qu'ils ne tarderont pas à attaquer tous ses quartiers, entre la Silésie et la Warta, s'il ne les abandonnoit pas de son propre mouvement. Dans l'un et l'autre cas, j'y vois également la perte de tout son corps, et par conséquent la destruction totale de la Confédération. M. Pulawski sera réduit, de son côté, à se renfermer dans Czenstokow; Kossakowski ne pourra pas se soutenir seul dans la partie de Zamosck, et je doute même qu'il puisse y arriver. Le château de Cracovie une fois enlevé, Tiniec, Landskron et Bobreck ne tarderont pas à être attaqués; et quelle que soit l'intelligence et la vigueur des officiers qui commandent dans ces trois bicoques, quelle défense peut-on attendre d'un amas de recrues faites à la hâte, mal armées, et qui seront attaquées par des forces très-supérieures? Voilà, M., le tableau fidèle de l'état actuel de la Confédération. Si

M. Zaremba avoit été plus obéissant, meilleur citoyen, et qu'il eût aimé la gloire, il pouvoit encore honorer les armes de son parti, et le faire pour ainsi dire renaître de ses cendres. La résolution qu'il vient de prendre détruit toutes les espérances, achève de décourager la nation, et je n'ai rien à dire qui puisse être assez raisonnable pour détruire les impressions qu'occasionne un pareil événement.

M. Branicki est parti de Cracovie, à la tête de cinq cents chevaux, dans la nuit du 3 au 4, pour revenir dans la communication de Tiniec à Biala, où il s'empare de tous les revenus publics.

Les Russes fortifient le couvent de Bilani, vis-à-vis de Tiniec, et le château et le monastère de Wischnicza, qui se trouvent dans la communication de Cracovie à Tarnow; ils ont fait occuper ce dernier poste par trois cents hommes d'infanterie, et ils l'ont déjà approvisionné pour quatre mois.

M. Piwiniecki, qui arrive dans l'instant

de la Grande-Pologne, m'assure que les Prussiens ont attaqué le 2 et le 3 de ce mois les troupes de M. Zaremba, qui occupoient les petites villes de Frauenstadt, Lezno et Szduni. Voici, M., le moment décisif; suivant toute apparence, les troupes prussiennes auront bientôt leur droite à Cracovie, et leur gauche à Dantzick. Je vous avoue que c'est avec beaucoup d'impatience que j'attends les développemens de la maison d'Autriche, relativement à des entreprises aussi extraordinaires.

M. de Choisi se soutient toujours dans son château, au grand étonnement de dix mille Russes qui l'environnent, et de tout ce qui habite cette frontière de la Pologne.

Je suis, etc.

COPIE

De l'Instruction que la Généralité a envoyée à MM. les Maréchaux de Pulawski, Kossakowski et Zaremba.

Le 18 mars 1772.

Les troupes de la République qui occupent la Grande-Pologne, ne pouvant plus s'y soutenir, par la position d'un corps de deux mille Russes aux ordres de M. Lapuchin, qui occupe Peterkow en force, ainsi que les passages les plus intéressans de la Haute-Warta; par celle de Drewitz, qui se tient de sa personne à Pilica, avec quinze cents hommes, et qui a sans cesse des détachemens considérables aux portes de Czenstokow; enfin, par les mouvemens et la manière dont elles sont encore resserrées par les troupes que le Roi de Prusse

a fait entrer dans le palatinat de Posen, et qui ne cessent d'enlever l'argent et les denrées nécessaires pour leur solde et leur subsistance. La Généralité ne pouvant pas s'opposer d'une manière efficace aux entreprises de ce Prince, craignant à chaque instant la destruction totale de cette partie de ses troupes, sans qu'elles puissent même rendre le moindre combat; voulant la prévenir, et desirant du moins de faire courir aux Russes quelques-uns des hasards dont elles sont menacées, elle ordonne en conséquence à MM. Zaremba, Pulawski et Kossakowski, de réunir sur-le-champ toutes leurs forces, avec beaucoup de secret, dans les environs de Wielun, pour chercher à surprendre quelques-uns des passages de la Warta, et marcher ensuite avec la plus grande rapidité, et tous ensemble, à Peterkow; si M. Lapuchin y est surpris, lui faire subir tous les dégoûts de cet inconvénient; s'il occupe un champ de bataille avantageux, le forcer à l'abandonner, en portant au

moins six cents chevaux dans sa communication avec Rawa et Varsovie ; dès qu'il aura mis tout son corps en mouvement, l'observer et le suivre d'assez près pour saisir le moment de le combattre avec avantage, réunir alors tous les moyens et ne rien négliger pour détruire la totalité du corps, ou du moins pour le renvoyer jusque sous les murs de Varsovie. Trois mille hommes des plus belles troupes de la Confédération, conduits par des chefs intelligens et très-audacieux, semblent promettre ce premier succès.

Lapuchin, battu et retiré jusqu'au-delà de la Rawa, ces trois chefs ne perdront pas un instant pour revenir à Czenstokow. S'ils apprennent dans leur marche, par les détachemens que M. Pulawski aura dirigés vers les sources de la Pilcza, au moment de sa réunion avec M. Zaremba, que Drewitz se soit mis en mesure de les suivre dans leurs premiers mouvemens, et qu'il est à portée d'eux, ils n'hésiteront pas alors à aller le chercher et à le combattre

avec toutes leurs forces, s'il s'est déterminé à les attendre; si au contraire il s'est replié sur Cracovie, ils se contenteront de le faire suivre et observer par un détachement qui impose, et ils reviendront à Czenstokow avec toutes leurs forces; ils y séjourneront un jour entier, pour faire reposer leurs troupes, pour combiner leur marche ultérieure, pour en faire les dispositions, et pour laisser à M. Pulawski le temps de donner ses derniers ordres pour tout ce qui aura trait à la conservation de cette place, qui sera abandonnée à ses propres forces, et dans laquelle il aura soin de laisser un officier très-intelligent et très-opiniâtre.

Ces différens objets remplis, MM. Zaremba, Pulawski et Kossakowski, se dirigeront sur Bobreck avec toutes leurs forces, et s'en approcheront assez dès les premiers jours de leur marche, pour pouvoir passer la Vistule avant midi le lendemain. Le détachement qu'ils auront chargé d'observer les mouvemens de Drewitz, deux

jours auparavant, le sera également de couvrir le flanc gauche de la marche de cette cavalerie, à son départ de Czenstokow. Ce détachement dirigera la sienne, autant qu'il lui sera possible, par les hauteurs de Lelow et de Wlodowice, jusqu'aux sources de la Stola, d'où il fera éclairer sans relâche, et avec le plus grand soin, toutes les directions de Cracovie. Le jour que ses chefs passeront la Vistule, il se tiendra en bataille jusqu'à midi, sur les hauteurs de Lipowice; dès qu'il saura positivement qu'il ne reste plus ni troupes ni équipages de ce corps à la rive gauche de la rivière, il la passera au gué de Bobreck, et se rendra à Ocwieczim, avec MM. Zaremba, Pulawski et Kossakowski, à qui la Généralité fera passer de nouveaux ordres.

Si ce dernier mouvement s'exécute avec beaucoup d'ordre et de rapidité, on a lieu de présumer, que MM. Suwarow et Branicki n'auront pas eu le temps de réunir un corps de cavalerie assez consi-

dérable aux forces de Drewitz, pour attaquer avec supériorité MM. Pulawski, Zaremba et Kossakowski, dans leur marche de Czenstokow à Bobreck, et au moment où ils passeront la Vistule.

COPIE

De la Lettre de M. Czettritz, Lieutenant-Général au service de S. M. Prussienne, à M. Sierazewski, Régimentaire de la Grande-Pologne.

A Hemstadt, le 22 mars 1772.

J'ai eu l'honneur de recevoir la lettre qu'il vous a plu de m'adresser le 16 du présent mois. Pour vous satisfaire, Monsieur, il faut que je vous dise, que c'est par ordre du Roi mon maître que j'ai commandé, aux environs de Szduni, Koblin, etc., l'amas de fourrages en question. S. M. ayant résolu d'avancer ses troupes jusque sur la Warta, m'a en même temps chargé de faire savoir à MM. les Confédérés, qu'ils feroient bien de retirer leurs troupes des villes et des environs de Frauen-

stadt, Lissa, Rawitz, Szduni, etc. C'est-là la volonté du Roi mon maître, laquelle je vous prie, Monsieur, de mander à M. le Maréchal de Zaremba, et comme j'espère que, pour éviter des suites fâcheuses dont la Confédération seroit l'unique cause, on ne tardera pas d'évacuer le territoire sans délais.

J'ai l'honneur d'être, etc.

Signé CZETTRITZ.

DIXIÈME LETTRE

DU BARON DE VIOMÉNIL.

A Teschen, le 19 avril 1772.

M.

La Généralité a appris hier par une dépêche de M. le Prince Jablonowski, qu'elle a chargé de ses affaires à Vienne, que Leurs Majestés Impériales venoient de contracter un traité d'alliance avec le Roi de Prusse et la Russie, dont le résultat alloit opérer le partage de plusieurs Palatinats de la Pologne, entre ces trois Puissances. Les Confédérés ne doivent être comptés pour rien dans aucun de ces arrangemens. M. le Comte de Pac, muni des pleins pouvoirs de la Généralité, par-

tira cependant cet après-midi pour se rendre à Vienne, où M. le Prince Jablonowski fait espérer, qu'il sera peut-être admis à être entendu par M. le Prince de Kaunitz, sur les intérêts du parti républicain.

Je ne vous ferai aucune réflexion particulière sur un événement aussi extraordinaire, et je ferai des vœux seulement, pour qu'il s'accorde avec les intentions du Roi, et qu'il puisse contribuer à la gloire de son règne.

M. Zaremba vient d'annoncer à la Généralité, qu'on ne devoit plus le regarder comme chef d'aucune troupe de la Confédération, et qu'il avoit remis le commandement qu'on lui avoit confié, à son Régimentaire. M. le Comte de Potocki se propose d'envoyer demain M. le Maréchal de Belz en Grande-Pologne, pour y remplacer M. Zaremba; mais il est très-vraisemblable que les Prussiens auront enlevé ou dispersé le peu de cavalerie de la Confédération, qui se trouve encore dans

cette partie, avant que M. de Belz n'en ait pris le commandement. M. Pulawski paroît décidé à se renfermer dans Czenstokow, et à le bien défendre.

Les Russes font un feu effroyable de mousqueterie, depuis huit jours, sur le château de Cracovie; M. de Choisi s'y défendoit encore hier matin avec un courage qui lui attire ici l'admiration générale.

Je suis, etc.

ONZIÈME LETTRE

DU BARON DE VIOMÉNIL.

A Teschen, le 22 avril 1772.

M.

Les Russes ont tellement resserré le château de Cracovie, et si bien disposé leurs détachemens dans la communication de Tiniec à Biala, que je n'ai pas reçu la moindre nouvelle de M. de Choisi, depuis le commencement de ce mois; il ne m'en parvient même que très-difficilement de Tiniec et de Landskron, et tous nos émissaires reviennent successivement sans avoir pu pénétrer au-delà d'Ocwieczim, où il y a six cents Russes avec du canon. Si j'en crois cependant tous les

rapports qui viennent des environs de Cracovie, et particulièrement ce qui est annoncé par le Commandant autrichien qui est à Bielitz, et qui a des correspondances assez sûres avec cette ville, les Russes ont encore attaqué le château de vive force vendredi dernier, et ils ont été repoussés avec une perte plus considérable que celle qu'ils ont faite dans la journée du 29 février. Tout le monde dit ici qu'ils ont perdu quinze cents hommes, et qu'ils n'ont jamais pu arriver à moitié de la brèche qu'ils ont faite au mur principal du château, après douze jours d'une canonnade fort vive. M. de Choisi et ses braves compagnons, M., se défendent d'une manière bien extraordinaire, et qui, j'ose l'assurer, n'a pas beaucoup d'exemple. Il est affreux d'imaginer qu'il faudra qu'ils succombent à la force, que ce moment ne doit pas être éloigné, et d'être dans l'incertitude sur le sort qui leur est réservé. Je ne vous parlerai pas des nouveaux évènemens qui se préparent dans

cette partie ; vous en serez sans doute bien mieux instruit et bien plus directement que je ne pourrois le faire ; je vois seulement d'ici, que les forces du Roi de Prusse s'augmentent chaque jour davantage en Pologne, et que les Autrichiens sont au moment d'y entrer. Un officier que j'ai envoyé à Olmütz, pour y faire faire des armes, m'annonce aujourd'hui, qu'il en partira très-incessamment un train d'artillerie assez considérable pour Bielitz, et que plusieurs régimens de Leurs Majestés Impériales, qui sont en Moravie, vont suivre la même direction. M. Sarnacki, chargé des affaires de la Confédération à Eperiés, vient d'annoncer à la Généralité, par un estaffette, que M. le Comte d'Esterhazi marche également à la tête de dix mille Autrichiens, pour entrer en Pologne par les frontières de Hongrie. Ma position devient chaque jour plus extraordinaire et plus embarrassante : j'en serois beaucoup moins inquiet, je l'avoue, M., si je pouvois être assuré que tout ce qui se passera

ici s'accordera parfaitement avec les intentions du Roi, et pourra contribuer à la gloire et à la prospérité de son règne.

Le major Mikelson est venu hier à Biala avec un détachement de trois cents hommes de cavalerie; ses Cosaques ont tué plusieurs Autrichiens de la garnison de Bielitz; après s'en être excusé de son mieux par un billet particulier, il est venu de sa personne à Bielitz, où il a été régalé pendant deux heures par le Commandant autrichien. Cet événement, et les motifs du départ de M. le Comte de Pac pour Vienne, dont j'ai eu l'honneur de vous rendre compte, ne laisse plus aucune espérance aux Polonais confédérés, de pouvoir soutenir la cause qu'ils avoient entrepris de défendre.

Je suis, etc.

DOUZIÈME LETTRE

DU BARON DE VIOMÉNIL.

A Teschen, le 29 avril 1772.

M.

J'ai l'honneur de vous adresser la copie ci-jointe de la lettre que je viens de recevoir de M. de Choisi, et les articles de la capitulation qu'il vient de faire, et à laquelle il n'a été forcé que par le défaut des choses les plus essentielles à la vie. Je ne sais pas encore quelle sera la destinée ultérieure de cette brave garnison ; mais quel que soit le lieu de sa prison, elle y sera sans doute respectée et traitée avec humanité. Je vais envoyer à M. de Choisi l'argent nécessaire pour ac-

quitter tous ses engagemens ; je ne lui prescrirai rien d'ailleurs : un homme de cette trempe n'a besoin ni d'avis ni de précepte, pour prendre dans tous les cas le parti le plus convenable ; si on le conduit même en Sibérie, je suis sûr, M., qu'il s'y fera aimer et respecter, et que son exemple sera suivi, pour le ton et le maintien qui conviennent à la circonstance, de tous les officiers français qui ont si dignement partagé ses dangers et ses travaux. Je ne ferai aucune démarche sur ce qui les regarde, que M. le Duc d'Aiguillon (1) ne m'ait fait connoître les intentions du Roi à cet égard.

Si les Russes attaquent sur-le-champ, Tiniec et Landskron, j'espère que MM. Duhoux et d'Elliot s'y distingueront. Ces bicoques ne valent rien au monde : elles peuvent être enlevées de vive force très-aisément ; mais comme elles seront défendues par dix ou douze officiers

(1) Ministre des Affaires étrangères.

français très-déterminés, et quelques Polonais qui témoignent la meilleure volonté, je ne serois pas étonné que les Russes payassent encore bien cher ces nouvelles entreprises.

M. Duhoux, commandant à Tiniec, ayant appris le 22, à dix heures du soir, que sept cents hommes de cavalerie, cent fantassins et deux pièces de canon des Russes, aux ordres de M. Mikelson, qui avoient occupé la communication de Tiniec et de Landskron à Biala, depuis huit jours, venoient d'arriver à Scawina, et qu'ils devoient y passer la nuit; malgré la foiblesse de sa garnison, cet officier se décida sur-le-champ à ordonner à M. Nostrowski, capitaine polonais, de se rendre dans le plus grand silence avec les lieutenans Clopieki, Kilezeski, Selawinski et Ligonois, et à-peu-près soixante-quinze hommes d'infanterie, soutenus par un officier et quarante dragons, à Scawina, d'y attaquer, baïonnette-au bout du fusil, et sans tirer, tous les postes des Russes

qu'ils rencontreroient sur le principal débouché de ce village, de marcher au logement du commandant et des principaux officiers, de s'en emparer ainsi que du canon, et de ramener tout cela à Tiniec, sans perdre un seul instant. Cet ordre fut exécuté avec beaucoup de nerf et d'intelligence; un officier de garde et plus de quatre-vingts Russes ont été tués sur la place; un Major, que l'on croit être M. Mikelson, et trois autres officiers ont été blessés très-grièvement, plus de quatre-vingts chevaux ont été enlevés, il y en a eu également beaucoup de blessés. Un convoi de fourrage a été ramené à Tiniec, et les deux pièces de canon y seroient arrivées également si M. Kilizeski, chargé du commandement de la petite troupe qui les escortoit, n'avoit pas été blessé dangereusement, à une seconde charge de deux escadrons de cuirassiers qui s'étoient réunis pour reprendre leur artillerie. Le détachement de M. Duhoux est rentré à Tiniec avec beaucoup d'ar-

gent, à vingt hommes près qui ont été tués ou faits prisonniers.

Cette entreprise a été imaginée et exécutée en moins de trois heures; elle a coûté plus de cent cinquante hommes aux Russes, et beaucoup plus de chevaux; et tout ce petit corps qui a été parfaitement surpris, auroit été détruit en totalité, si M. Duhoux avoit été en état de le faire attaquer par des forces un peu plus considérables.

Un officier polonais qui arrive d'Eperiés, vient d'assurer à la Généralité que M. Roudnicki avoit surpris et battu à Jaroslow un détachement de deux cents hommes de cavalerie russe, qui marchoit vers Léopold; qu'il en avoit tué cent, pris quatre-vingt, et délivré un pareil nombre de prisonniers de la Confédération, ainsi que MM. de Malzan et Donezac, qu'on conduisoit à Polona: si cette nouvelle est vraie, j'aurai grand plaisir à revoir ces deux officiers qui me seront ici fort utiles.

C'est M. Piwiniecki, Conseiller de Kulm, et non pas M. le Maréchal de Belz, qui va prendre le commandement des troupes de M. Zaremba en Grande-Pologne. La Généralité a appris aujourd'hui que ce Maréchal s'étoit retiré à Pitchina, dans la Silésie Prussienne.

M. d'Esterhazi est entré bien décidément, par la Hongrie, en Pologne : on dit ici publiquement que ce sera M. Haddick qui commandera toutes les troupes autrichiennes qui doivent occuper ce royaume, depuis Lemberg jusqu'à Cracovie.

Je suis, etc.

COPIE

De la Lettre de M. de Choisi, à M. le Baron de Vioménil.

Au château de Cracovie, le 25 avril 1772.

Je joins ici, Monsieur, copie de la capitulation que ma situation m'a forcé de faire. Je dois à tous les officiers trois mois entiers d'appointemens, et à-peu-près les deux tiers de la paie du soldat, pendant tout ce temps là; ce qui, joint aux emprunts que j'ai faits à différens particuliers, se monte à près de trois mille ducats : j'ignore le lieu de ma prison (1); mais quand vous le saurez, je vous prie de m'envoyer l'argent nécessaire pour m'ac-

(1) Il fut envoyé à Smolensko.

quitter des engagemens que j'ai contractés et que je regarde comme sacrés.

J'ai l'honneur d'être avec le plus respectueux attachement, etc.

CHOISI.

POINTS accordés par S. Ex. M. de SUWAROW, Général-Major au service de S. M. l'Impératrice de toutes les Russies, à M. DE CHOISI:

1°.

Dans trois fois vingt-quatre heures, à compter du jour de la signature, la garnison du château de Cracovie se rendra prisonnière, et sortira du château, sans armes par centaines, du côté de la Brasserie, c'est-à-dire dimanche prochain, le 26 avril à midi précis.

2°.

On ne tirera point de part et d'autre, pas même le coup de retraite, jusqu'à

l'échéance du terme prescrit ci-dessus; et on ne travaillera ni ne raccommodera rien au château.

3°.

Si la garnison recommence les hostilités avant le terme convenu, le présent accord sera nul.

4°.

Aucun officier ou soldat ne sera point inquiété sur son service antérieur; les officiers garderont leurs équipages, et les simples soldats leurs effets.

5°.

Tous les effets qui sont dans le château, appartenant à la République, à S. M. le Roi, aux églises et aux habitans, de même que les équipages militaires, et tous autres qui s'y trouvent encore, doivent rester sans y toucher, à quoi les commissaires nommés seront obligés de prendre garde.

6°.

Dans l'intervalle de ces trois jours, S. Ex. M. de Suwarow aura ses commissaires au château, d'où personne ne sortira.

7°.

Il sera fourni aux officiers, pendant la route, des charriots pour leurs équipages, et des chevaux à ceux qui n'en auront pas.

8°.

Tous les magasins, de quelque nature qu'ils soient, seront remis de bonne foi, aux préposés de S. Ex. M. de Suwarow, dans l'état où ils se trouveront, lorsque la garnison évacuera la place, sans qu'on puisse rien répéter de ce qui aura été pris ou gâté.

9°.

Tous les chirurgiens, commis, employés, vivandiers, valets, dont M. de Choisi donnera un état exact et fidèle avant sa sortie, à condition qu'on ne prête point ce titre aux personnes qui ne l'ont pas, auront la liberté de les suivre ou de se retirer où bon leur semblera, sans pouvoir être recherchés ni inquiétés en rien.

10°.

Les officiers auront la liberté de conserver et d'emmener leurs chevaux suivant leur grade.

11°.

Les malades et blessés qui seront hors d'état de suivre, seront traités avec humanité.

12°.

Dimanche, 26 avril, comme la gar-

nison doit sortir et se rendre à midi, le même jour avant midi, à onze heures et demie, la grande porte du château, ou celle du Séminaire, sera ouverte et livrée aux troupes de S. M. l'Impératrice de toutes les Russies.

13°.

Tous ces différens points proposés seront exécutés de bonne foi, après avoir été signés.

Fait à Cracovie, le 23 avril 1772.

ALEX. SUWAROW.

JOURNAL

DU SIÉGE DE CRACOVIE,

Par M. DE GALIBERT, Officier français, au service des Confédérés de Pologne.

Du 2 au 9 février 1772.

M. DE CHOISI, lieutenant-colonel au service de France, commandant de la forteresse de Tinieck, distante d'une lieue de Cracovie, située sur la Wistule, où il y avoit huit cents hommes de garnison, avoit l'ordre de M. le Baron de Vioménil, commandant en chef les troupes confédérées, de se livrer à quelques habitans du pays, pour l'introduire dans la ville et château de Cracovie, par des portes et des

trous pratiqués par les soins de quelques Confédérés.

En conséquence, M. de Choisi se mit en marche avec cinq cents hommes, la nuit du premier au 2 février. Arrivé avant le jour aux points indiqués, il les trouva tous fermés, et hors d'état d'être ouverts sans canon ou pétards; n'ayant ni l'un ni l'autre, il prit le parti de se retirer à Tinieck, où il arriva à huit heures du matin, sans avoir été nullement apperçu de l'ennemi. Pour faire le coup, et se rendre maître du tout ensemble, il avoit fallu partager ses cinq cents hommes en cinq piquets, dont deux étoient pour surprendre: savoir, l'un commandé par M. de Vioménil, capitaine français, le château; l'autre, commandé par M. de Saillant, capitaine français, l'une des portes de la ville, la plus voisine du château. Le premier ayant trouvé le trou, qui n'étoit autre chose qu'un trou de latrine, n'ayant que deux piés de haut sur un de large, y fit passer son détachement qui, après

avoir égorgé cinq sentinelles, se rendit maître de la place, quoique gardée par cent vingt hommes, dont quatre-vingts grenadiers russes. M. de Vioménil, pour remplir cet objet, ne perdit qu'un de ses officiers et deux soldats, qui furent tués par les trois seuls coups de fusil que tirèrent les ennemis. M. de Saillant, n'ayant pu entrer dans la ville, par les mêmes obstacles qu'avoit rencontrés M. de Choisi, désespéré de son infortune, parce qu'il croyoit que tous ses camarades avoient chacun réussi dans leurs commissions, se décida sur les trois coups de fusil qu'il avoit entendu tirer dans le château, à s'y jeter à quelque prix que ce fût. Après avoir tourné et retourné les murs du château, il découvrit le trou par où les premiers étoient entrés ; quoiqu'incertain s'ils étoient vainqueurs, ou vaincus, il entra, et trouva son camarade occupé à mettre dans les fers quatre-vingt-dix-huit Russes, avec quarante-cinq soldats qui lui restoient. A peine se furent-ils félicités sur

leur bonne aventure, qu'ils entendirent deux coups de canon et le bruit des haches qui brisoient la porte d'entrée: ils s'y portèrent avec la plus grande diligence, et trouvèrent que les ennemis avoient déjà percé la porte; le jour commençoit à paroître: leurs soldats, qui jusques-là n'avoient essuyé que trois coups de fusil, furent si épouvantés de voir les Russes enfoncer et faire un feu si terrible, que, sans l'intrépidité de M. de Saillant qui tint ferme avec une douzaine des siens, le château et les deux piquets tomboient entre les mains des ennemis qui, après avoir essuyé trois cents coups de fusil et autant de coups de bayonnettes, abandonnèrent leur entreprise, laissant quarante-cinq hommes sur la place; les Confédérés en perdirent neuf, tant tués que blessés. Les ennemis revinrent deux fois à la charge, avec aussi peu de succès et presque avec autant de perte. Nos champions ayant découvert un canon, le seul qui se soit trouvé dans la place, le tirèrent sans cesse, plutôt

pour attirer du secours que pour en battre l'ennemi. Les coups réitérés le plus souvent possible, jusqu'à midi, se firent entendre à Tinieck, et persuadèrent M. de Choisi que les cent hommes qu'il avoit cru perdus, avoient réussi dans leur mission. En conséquence, et sur le rapport des paysans qui vinrent lui dire qu'ils avoient vu sur les murs du château, des hommes en surplis, (ces hommes en surplis étoient en chemise, ainsi que tout le détachement lorsqu'il étoit parti de Tinieck, et cela pour se reconnoître); M. de Choisi se remit en marche, prit avec lui une pièce de canon et cent chevaux pour soutenir, en cas d'événement, sa petite troupe. Il arriva au château après avoir repoussé quelques troupes des ennemis qui vouloient s'opposer à son passage, sans néanmoins avoir perdu personne. Voilà donc le château pris et défendu par cinq cents hommes, cent hussards ou cosaques et deux pièces de canon. On a trouvé dans les magasins vingt quintaux de poudre,

beaucoup de plomb, pas une pierre à fusil, huit cents sacs de seigle, cent de froment, mille d'avoine, immensement de foin, vingt pièces de différens draps, deux cents tentes de soldats, cinquante voitures de campagne, et pas une once de farine ni de viande d'aucune espèce.

M. de Choisi écrivit, la nuit du 2 au 3, au Général (1), que, s'il lui étoit possible de lui envoyer un renfort de trois cents hommes, il tâcheroit de se rendre maître de la ville, de ses faubourgs et de Wielicza à une lieue de Cracovie; c'est là où sont les mines de sel, ou le trésor de la Pologne, qui rend cent cinquante mille livres d'argent de France par mois. Sur cette lettre, M. de Vioménil me manda de me rendre avec trois cents hommes de ma garnison, deux canons, et le plus de cavalerie que je pourrois ramasser à Tinieck, où je trouverois de nouveaux ordres. Je partis conséquemment le 3 février à trois

(1) Le Baron de Vioménil.

heures du matin : j'arrivai au rendez-vous à deux heures du même jour après-midi, où je restai jusqu'à huit heures du soir, d'où je partis pour me rendre à Cracovie, où mes nouveaux ordres portoient que je devois me trouver à quatre heures du matin. Deux Maréchaux de la Confédération, à la tête de quatre cents chevaux, se joignirent à mon détachement, et me chargèrent de l'ordre de la marche, d'autant qu'ils avoient appris que les ennemis se disposoient à me disputer le passage au château de Cracovie. Je fis mon ordre de marche et de bataille, sur ce que ces Messieurs purent me dire des forces des ennemis et de leur position. Après avoir passé la Vistule, sous le canon de Tiniec, nous marchâmes sans aucun obstacle, jusqu'à un quart de lieue de la ville, où je fis de nouvelles dispositions tendantes à forcer l'ennemi dans les différens points, où, suivant les rapports, je devois le trouver. Comme mes ordres portoient de me jeter dans le château, j'ordonnai, à tout risque,

de ne faire qu'une seule décharge tant d'artillerie que de mousqueterie, et de tout enfoncer à coups de baïonnette. Je partis à une heure après minuit, et la nuit étoit des plus obscures : suivant les avis, je devois trouver les ennemis à deux ponts, sur lesquels je devois de force passer. Je fus fort satisfait de passer le premier sans avoir rien vu ni entendu, ce qui fit que ma troupe marcha avec plus de sécurité sur le second, duquel les ennemis me laissèrent approcher à moins de vingt pas, sans dire mot; mais dans l'instant où je m'approchois avec mon capitaine de grenadiers, pour voir ce qui en étoit, les ennemis nous firent une décharge de deux coups de canon à mitraille, et au moyen de deux cents coups de fusil qui donnèrent à plein dans la tête de ma colonne, mes gens que cette alerte étonna plus que je n'avois compté, n'exécutèrent que la moitié de mes ordres; ils tirèrent leur coup de fusil, et firent demi-tour à droite: ce ne fut ni sans peine, ni sans crier que

je les ramenai. Il en fut de même à la seconde tentative; mais comme mes officiers firent front, et marchèrent en avant, les ennemis crurent que tout marchoit, et se replièrent sous les murs de la ville, d'où ils me tirèrent vingt coups de canon. A ce nouveau feu, je m'écriai que c'étoit nos gens, (et je le crus bonnement), qui venoient à notre secours: à cette bonne nouvelle, toute ma colonne marcha sur les ennemis, où je n'eusse pas été, si j'avois su me tromper si grossièrement, mais je croyois aller au château. Quelle fut ma surprise, lorsque la lueur du point du jour me laissa voir que je tournois le dos au château, et que je m'étois enfourné entre le feu de deux tours de la ville, d'où je fus chaudement accueilli! Revenu de mon erreur, et furieux contre mes guides qui m'avoient tous abandonné à la première décharge, et plus encore contre le commandant du château, qui naturellement auroit dû envoyer au-devant de moi, je m'y jetai à six heures du matin

avec deux cents sept hommes et une pièce de canon. Je n'ai pu savoir au juste combien j'avois perdu de monde, d'autant que les circonstances ne me donnèrent que le temps d'enlever vingt blessés et sept morts sur les quatre-vingt-treize hommes, et un officier que je n'ai plus vu. Je fus forcé d'apporter à bras le canon que je sauvai; je fis jeter l'autre dans un fossé, d'où notre cavalerie, qui ne jugea pas à propos, non plus que les susdits deux Maréchaux, de me seconder, ainsi que nous en étions convenus, vint le retirer une heure après l'affaire. Si je ne le fis pas moi-même, c'est que cette même cavalerie ayant plus entendu que senti notre bourasque, jugea que, pour ne point tout perdre, il falloit du moins sauver les chevaux des canons; ce qui fit que je n'en trouvai aucun pour les emmener, et que je fus obligé de donner dix ducats aux neuf canonniers qui en apportèrent un, qui est le troisième que nous avons dans le château pour notre défense.

A peine fus-je dans la place, plus harrassé et plus enroué que je ne l'ai été de ma vie, qu'il fallut me mettre à la tête d'une division de quatre cents hommes, pour pénétrer dans la ville, et de-là à Wielicksa, s'il étoit possible. M. de Choisi, qui comptoit sur mon arrivée, avoit déjà tout préparé pour cette nouvelle expédition. Vingt grenadiers ouvroient la marche, après quoi venoient cent chevaux: je marchois avec ma division, soutenue par le reste des troupes, s'il eût été nécessaire; mais notre cavalerie, peu accoutumée à ces coups de vigueur, après avoir essuyé une double décharge de trois pièces de canon et celle de trois cents hommes embusqués dans les maisons, et tirant par les portes et les fenêtres, non-seulement s'arrêta tout court, mais voulut rentrer avec tant de précipitation, qu'elle me renversa avec ma colonne, cu pardessus tête, et nous ramena malgré nous-mêmes dans le château, et tout fut dit. Cette malheureuse expédition nous a coûté dix-sept chevaux qui ont été

tués, et quinze qui ont été pris, le commandant de la cavalerie blessé, un capitaine pris, et quarante-trois fantassins tant tués que blessés: le tout ne dura pas plus de six minutes.

Nous voilà donc dans le château avec cent quarante hommes et quatre-vingt-dix-sept chevaux, tant ceux des cavaliers que ceux des équipages des officiers de cavalerie, qui sont les seuls qui en ont; car depuis le commandant jusqu'au dernier lieutenant, nous n'avons pas un seul domestique ni d'autres hardes que celles que nous nous sommes trouvé avoir sur le corps. Pour toutes provisions de bouche, nous avons trouvé le blé ci-dessus, cinq vaches à lait, onze cochons et environ dix quintaux de lard, avec soixante têtes de volaille, pas une once de drogues ni de remèdes pour les malades et les blessés: article terrible! Nous estimons les ennemis au nombre de dix-huit cents fantassins et quinze cents chevaux, dans la plus grande abondance.

Après avoir réparé et fortifié les endroits les plus foibles, et réglé que la moitié de la garnison seroit toujours de garde, et que la moitié ne se déshabilleroit que pendant le jour, nous avons commencé par pourvoir à nous procurer des moulins à bras, et à mettre la règle dans nos vivres, d'autant qu'à commencer du 7 février, nous n'avons pu avoir aucune communication quelconque avec ame qui vive. Par un hasard des plus heureux, les ennemis nous ont refusé de faire un échange des prisonniers, et je dis des plus heureux, parce que nous avons trouvé parmi les leurs, des ouvriers de toutes les espèces, qui nous font généralement tout ce dont nous avons besoin, et sans lesquels nous nous serions déjà rendus, puisque nous aurions eu beaucoup de blé sans farine, du canon sans boulets, etc.

Tous les soldats de la garnison ont été réduits, à commencer du 5 février, à une livre et demie de pain et à une livre de cacha. Le pain est fait avec du pur

seigle et tout son son, et le cacha est de l'orge écrasé qu'on fait bouillir avec de l'eau et du sel: nous avons beaucoup de cette dernière denrée. L'officier a été taxé à une demi-livre de viande de vache et à un quart de lard pour ceux qui l'ont préféré. On garde les poules pour les malades: on leur donne le pain qu'ils peuvent manger. Les soldats blessés et malades sont à six onces de vache, et toute la garnison au foin pour tout coucher.

Dans le château, qui est entouré d'un simple mur de trente piés de haut, est le palais des rois, où il n'y a que les murailles et les toits. C'est une belle antiquaille: on y voit une très-belle cathédrale, où se sacrent et s'ensevelissent les rois, et où il y a un riche trésor; il y a aussi un séminaire de Lazaristes, une petite paroisse et trois maisons de prêtres séculiers, dont l'emploi est de faire le service divin de la cathédrale pour les dignitaires et les chanoines qui, ainsi que l'évêque, logent en ville. Il y avoit une

trentaine de maisons de particuliers que nous avons détruites pour avoir du bois de chauffage. On y voit aussi différentes maisons en pierre; mais toutes ruinées, où se rendoit la justice royale. Nous y avons trouvé deux cents bourgeois et bourgeoises que nous employons avec les prisonniers, à tourner les moulins à blé.

Le château est situé sur une colline au pié de la Vistule, entre la ville et le faubourg de Casimir qui sont dans la basse plaine. La ville est de la grandeur de celle d'Agen, entourée d'un bon mur flanqué de tours: on y compte seize à vingt mille ames. Le faubourg de Casimir a les mêmes défenses et contient environ quatre mille habitans. On compte dans l'un et dans l'autre un cinquième de Juifs qui y font la plus grande partie du commerce; on y voit un pont de bateaux très-ordinaire: depuis quatre ans on y compte deux mille maisons brûlées de différens autres faubourgs; parmi lesquelles il y en avoit de superbes. Il y a quantité de moines et

de religieuses, beaucoup de dévotion extérieure et très-peu de bonne. Les prêtres et les moines s'enivrent de vins de Hongrie et de Bordeaux. Le principal commerce de Cracovie est en grain : il n'y a que des Juifs et des Catholiques ; les femmes n'y sont pas aussi belles à proportion que les hommes y sont bien faits et robustes. Toute la noblesse habite la campagne, où elle fait une très-mince dépense, pour aller briller aux diètes et diétines, où elle étale le plus grand luxe. Tout le peuple y est esclave, extrêmement pauvre et malheureux ; le terrein y est très-bon, et le climat très-beau quoique froid ; le poisson d'étang y est en abondance ; la viande de boucherie exquise, ainsi que tout le gibier qui est commun : on n'y laboure les terres que pour les ensemencer, et cela tous les trois ans : les pâturages y sont fort gras, et les chevaux excellens. Comme il n'y a d'auberges que chez les Juifs, la noblesse voyageante, loge chez ses amis sans façon : chacun porte son lit, ou bien l'on couche sur la paille.

8 février.

Nous sommes absolument resserrés par l'ennemi, et la femme qui nous a donné des nouvelles de nos gens, a couru tant de risques qu'elle ne veut pas se hasarder de nouveau. Réduit totalement à l'eau de citerne, je paie le tribut avec toute la garnison; j'ai eu de plus que les autres, outre la colique, quelques douleurs dans les cuisses; n'ayant absolument aucune espèce de remèdes, j'ai fait usage des bains, qui m'ont fait le plus grand bien possible.

Comme un détail circonstancié des manœuvres des ennemis et des nôtres deviendroit très-ennuyeux, je me restreindrai à rapporter les principaux événemens qui, jusqu'à ce jour, tendent tous à nous bloquer hermétiquement dans notre cage, et à nous empêcher de nous montrer aux fenêtres : heureusement que les ennemis n'ont pas de gros canon, sans quoi nous risquerions d'avoir bientôt des brèches à nos murailles, qui n'ont que

sept à huit piés d'épaisseur sans terre-plein. L'état déplorable de quatre-vingt-cinq blessés, sans aucun remède, a déterminé notre commandant à en demander à M. de Suwarow, du moins pour les officiers: il nous a refusé, et en place il nous a envoyé une douzaine de livres de tabac, en proposant de recevoir les officiers blessés, à condition de ne jamais servir contre la Russie et le roi de Pologne. L'état malheureux du fils unique de M. Charlot, qui avoit eu une cuisse cassée, l'a décidé à profiter de cette offre, d'autant qu'il n'en auroit pas eu pour huit jours. Si j'en excepte cent coups de canon et deux mille coups de fusil qu'on s'est tiré réciproquement tous les jours sans beaucoup d'effet, il ne s'est rien passé d'intéressant jusqu'aujourd'hui.

9 février.

Après avoir fait une recherche générale des vivres, nous avons trouvé quelques pièces de lard, du millet dans le caveau

des morts de la cathédrale, et quelques bouteilles de vin de Hongrie dans les châsses des saints, qui n'en est pas moins bon. On a fait des arrangemens militaires pour la défense de la place.

Du 10 au 20.

Les ennemis établissent un pont de communication sur la Vistule ; nous brûlons cent vingt maisons, pour défendre les approches du château ; nous y perdons une vingtaine d'hommes.

Beaucoup de feu de part et d'autre ; les ennemis font des lignes de circonvallation et de contrevallation, et nous ont donné trois alertes de nuit : inutilement on entreprend de faire de la bière, on réussit à faire de l'eau-de-vie de grain ; nous avons eu treize déserteurs qui se sont sauvés avec des cordes par les fenêtres.

Deux soldats des ennemis s'annoncent comme déserteurs et disent avoir quelque secret à communiquer à M. le Commandant : un officier se présente et se dit le

Commandant, ces scélérats lui lâchent leur coup de fusil et se sauvent.

Les ennemis nous ont donné deux alertes de nuit; nous avons eu neuf déserteurs, les préparatifs de l'ennemi nous annoncent quelqu'assaut; nous faisons des coupures, et nous ne négligeons rien de tout ce qui peut multiplier nos forces; nous n'avons absolument aucune nouvelle de nos gens.

29 février.

Les ennemis nous donnent un assaut général; toute leur cavalerie est mise à pié et postée dans les maisons que nous n'avons pu brûler; dans leurs lignes de circonvallation, ils font un feu d'enfer, tandis que dix-huit cents hommes d'infanterie marchent sur tous points différens : leur attaque commence à deux heures du matin pendant la plus grande obscurité. Une de leurs colonnes de huit cents hommes, la plupart grenadiers, applique à la porte le pétard qui ne fait

nul effet; ils la hachent jusqu'à pouvoir y passer quatre hommes de front; les retranchemens et coupures que nous y avions faits, ainsi qu'aux batteries où nous avions du canon à douze piés du rez-de-chausée, nous donnent l'avantage de les cribler à coups de fusil et de baïonnette. La rage s'en mêle, et les ennemis y perdent trois cents hommes, et font leur retraite à six heures du matin. Pendant que ceci se passoit, mille hommes sur deux colonnes égales attaquent et enfoncent deux fausses portes. Les mêmes avantages qui nous ont sauvé la porte, nous donnent ici le même succès. Ils laissent plus de cent hommes sur les lieux, en emportent autant, qu'ils jettent dans la rivière, et nous laissent tranquilles. Outre notre canon de la porte, notre feu et nos baïonnettes, nos cavaliers que nous avions postés sur le haut des murailles, leur ont fait un mal incroyable à coups de pierres, au moment qu'ils appliquoient leurs échelles, dont ils ont laissé quarante-deux contre les murailles.

Cette affaire doit leur avoir coûté plus de six cents hommes; nous avons perdu un major, un capitaine. et quarante-sept hommes; nous avons eu trois capitaines, deux lieutenans et soixante-huit soldats blessés. Il s'est trouvé que nous avions tiré trois cent quatre-vingt-huit coups de canon et trente mille coups de fusil. Les ennemis ont beaucoup plus tiré que nous, sur-tout du canon.

Du 2 mars au 8.

Nous avons quinze déserteurs. Nous avons réparé tout le mal des brèches et multiplié nos défenses, jusqu'à créneler la cathédrale et le clocher, où nous établissons des gardes; nous enlevons toute la bougie, le suif et l'huile pour éclairer les postes pendant la nuit, tant dans les églises que chez les particuliers. Nous entendons beaucoup de feu dans le dehors; les ennemis nous donnent deux alertes générales, qui nous tiennent sous les armes pendant toute la nuit. Nous faisons encore brûler

une trentaine de maisons dans nos dehors; les ennemis en font autant de leur côté; on nous fait de Landskron, des signaux que nous ne devinons point. On commence le 7 à donner une potée d'eau-de-vie à tous les officiers et soldats de service.

Du 8 au 15 mars.

Nous envoyons un Janissaire pour porter de nos nouvelles, dans l'espoir qu'il nous en rapportera de nos gens: nous ignorons ce qu'ils sont devenus.

Les ennemis nous donnent trois alertes qui ne laissent pas de nous fatiguer; nous avons treize déserteurs et beaucoup de malades; nos blessés meurent presque tous: nous n'avons ni viande ni remèdes pour les soulager. Nos gens se sont présentés au nombre de quatre cents chevaux sur les hauteurs, les ennemis au nombre de plusieurs mille sont allés les accueillir avec du canon; nous avons entendu beaucoup de feu: voilà tout. Les ennemis travaillent plus que jamais à leurs lignes de contre-

vallation ; ce qui nous fait juger qu'ils craignent notre secours, et nous donne beaucoup d'espoir et de joïe. Les ennemis commencent à nous tirer du canon de treize livres de balle.

Nous envoyons un officier à nos gens : on nous fait un signal convenu pour nous dire qu'il est passé et arrivé, mais nous n'en savons pas davantage. Les ennemis tirent des grenades et des obus à force, tant la nuit que le jour, et par-là nous tiennent très alertes, parce que nous n'avons ni canons ni casemates, ni de quoi en faire. Nos gens se montrent de nouveau sur les deux rives de la rivière, et puis c'est tout. Les officiers blessés et malades achètent fort cher les corneilles des clochers et les moineaux pour faire leur soupe.

Du 15 au 22 mars.

Nous avons dix déserteurs ; il meurt beaucoup de malades ; on tue et donne du cheval : savoir, trois onces à chaque soldat

et cinq à chaque officier ; on le trouve excellent ; il se déclare beaucoup de cours de ventre et de flux de sang ; plus ou moins, tout le monde y passe. La Généralité a écrit au Commandant du château, par la voie du Commandant de la ville, et lui mande de ne point se servir des papiers des archives du château ni de la chancellerie, où sont les titres et fortunes de la plupart des Polonais. On lui répond sans cacheter, et par la même voie, que, dès que nous aurons consommé tous lesdits titres et papiers, nous aurons recours aux missels et aux chartres de la cathédrale pour faire des cartouches et gargousses. Les ennemis nous donnent deux alertes ; la vermine gagne toute la garnison ; personne n'a une chemise de rechange : plus heureux que les autres, j'en ai deux, une de femme et une d'un rideau qui couvroit saint Casimir dont le Garde-Prêtre m'a donné l'absolution : aussi ai-je très-peu de pous, mais bon appétit et très-bonne santé, grace à deux flacons de

Tokai que j'ai enlevés aux diseurs de messes.

On découvre un complot de quarante soldats qui veulent déserter et vendre le château; plusieurs sont mis à mort, et les autres aux fers.

Du 22 mars au 1er avril.

Il s'est brûlé beaucoup de poudre de part et d'autre, tant la nuit que le jour. En place de cacha, on donne du *barch:* le barch est fait avec de l'avoine écrasée qu'on fait fermenter avec de l'eau; on peut faire dix barriques avec un carteau d'avoine: cela s'aigrit, et le soldat en fait de la soupe avec du pain et du cheval.

Nous avons fait partir, pour aller donner de nos nouvelles, un soldat dont nous ignorons le sort. Les ennemis nous ont donné une vive alerte, où il s'est brûlé beaucoup de poudre; nous avons eu neuf déserteurs. — Le Commandant a donné un grand repas : après plusieurs plats de

cheval, on nous a servi un pâté chaud composé d'un rable de chat, de sept corneilles et de quatre-vingts moineaux.

Les ennemis élèvent plusieurs batteries et redoutes, et fraisent tous leurs ouvrages sur les deux rives de la Vistule. Un service rendu, en ma qualité de Commandant de Landskron, m'a valu deux livres de bon miel et trois têtes d'ail avec quoi j'ai fait plusieurs repas succulens.

Du 1er avril au 8.

Quatorze déserteurs.... Les moineaux se vendent vingt sols pièce, les corneilles jusqu'à quatre livres. Il s'est brûlé beaucoup de poudre; il est mort beaucoup des habitans qui sont réduits à la portion congrue, et de plus travaillent sans cesse aux moulins à bras. On a vu quatorze fusées lancées, à minuit, à Tinieck avec plusieurs coups de canon: nous ne pouvons deviner ce qu'elles signifient; nous avons entendu beaucoup de canon du côté de Landskron. Les ennemis travaillent

plus que jamais à parachever leurs retranchemens : ils ont fait deux cents coupures dans la ville et crenelé toutes les maisons ; beaucoup d'ennui, beaucoup de fatigues, mais bon cœur et bonne santé ; bon appétit, mais maigre chère ; les soldats et les officiers fument du foin et se fabriquent du tabac en poudre avec du seigle grillé : j'ai ce mal de moins.

Du 8 au 15 avril.

Nous sommes sans nouvelles de nos gens : voilà soixante et un jours passés que nous ignorons l'existence du monde entier, si j'en excepte les Russes qui nous prouvent la leur : ils démasquèrent hier matin, à six heures, une batterie de quatre canons de treize livres de balle qui nous surprit autant qu'elle faillit à nous jouer un mauvais tour ; mais comme, pour se mettre au niveau du pié de nos murailles, ils avoient élevé leur batterie sur les ruines d'une vieille masure ; après nous avoir tiré une centaine de volées, leur amphithéâtre

s'écroula ; ce qui nous fit d'autant plus de plaisir, qu'outre le temps que cette réparation nous donne pour faire venir du secours, nous touchions au moment d'avoir la brèche faite, à laquelle nous n'aurions pu apporter pour remède que nos baïonnettes, au lieu que nous avons déjà commencé des coupures qui leur donneront une nouvelle besogne ; de trois canons que nous avions, ils nous ont brisé le meilleur, ce qui nous fait une très-grande perte.

Nous avons tâché en vain de faire sortir un capitaine pour aller donner des nouvelles de notre situation ; les ennemis nous observent de si près, qu'il lui a été impossible de passer, même par la rivière, sur laquelle ils ont établi des corps-de-garde. Les ennemis nous ont brûlé une meule de foin de soixante mille quintaux, et nous mettent le feu chaque jour dans quelque coin du château ; nous avons eu quatorze déserteurs : nous avons découvert et puni un parti des Russes prison-

niers qui avoient pris celui de s'échapper et d'égorger leur garde.

La garnison de Landskron nous a fait un signal avec des fusées, au nombre de cinq, que nous avons vues sans pouvoir savoir à quoi nous en tenir.

Le prieur du séminaire où je suis logé, a fait tuer un cheval pour l'agneau-paschal de ses séminaristes, qui sont tous compris dans le nombre de nos travailleurs et à la même portion: on leur a accordé cinq jours dans cette semaine, qui est la sainte, pour leurs offices qu'ils feront sans chandelles.

Du 15 au 22 avril.

Les ennemis ont mené une batterie pour nous battre en brèche; ils ont tiré depuis le 14 jusqu'au 17, au moins cinq cents coups de canon; la brèche de la tour s'avance. Le sieur de la Serre, colonel françois au service de la Confédération, a été dangereusement blessé; il y a eu aussi beaucoup de soldats tués et blessés;

tous nos premiers blessés meurent faute de remèdes et de bouillon: la misère augmente beaucoup; toute la garnison va nu-piés, faute de souliers. Je me suis fait, avec la peau d'un cheval, une paire d'espadille que je porte sans bas, par la meilleure raison possible; heureusement que jamais les mortels n'ont vu un aussi beau printemps : la saison est avancée de plus de six semaines qu'à l'ordinaire. Nous sommes sans aucune espèce de nouvelles de nos gens: cela nous paroît inconcevable ; mais ils ne peuvent sans doute faire autrement. Nous avons, nous officiers, beaucoup de raisons de craindre l'impatience de nos soldats, que les plus grands maux ne mènent point au bâton de Maréchal de France, pas même à un pain assuré pour vivre en cas de mutilation.

Les ennemis ont fait une seconde brèche; nous passons toutes les nuits au bivouac; la misère et la désertion sont des plus grandes : deux officiers russes nous

ont déserté, et nous avons tout lieu de craindre qu'ils n'aient été favorisés par nos officiers polonois, qui sont autant à redouter que nos ennemis: ceux-ci ont fait leur seconde brèche dans les murs de la cathédrale, sur les cendres des rois de Pologne. Cette église, qui est une des plus superbes, touche à l'instant d'être détruite, et tous ses trésors qui consistent en châsses des saints, en vases sacrés et tous les attirails du couronnement des rois, sont menacés du pillage. Je me porte bien: d'ici à vingt-quatre heures, il doit y avoir du nouveau.

Ce 22 avril, à 3 heures après midi.

Les deux brèches praticables, le manquement général de pierres à fusil, et l'augmentation de la grosse artillerie qui arrive aux ennemis, nous forcent à capituler. Nous sommes faits prisonniers de guerre, gardons tous nos équipages et devons être conduits à Léopol (ou Lemberg) jusqu'à nouvel ordre.

FIN.

TABLE.

Avis des Libraires Editeurs ..... *page* v
Avertissement ..... vij

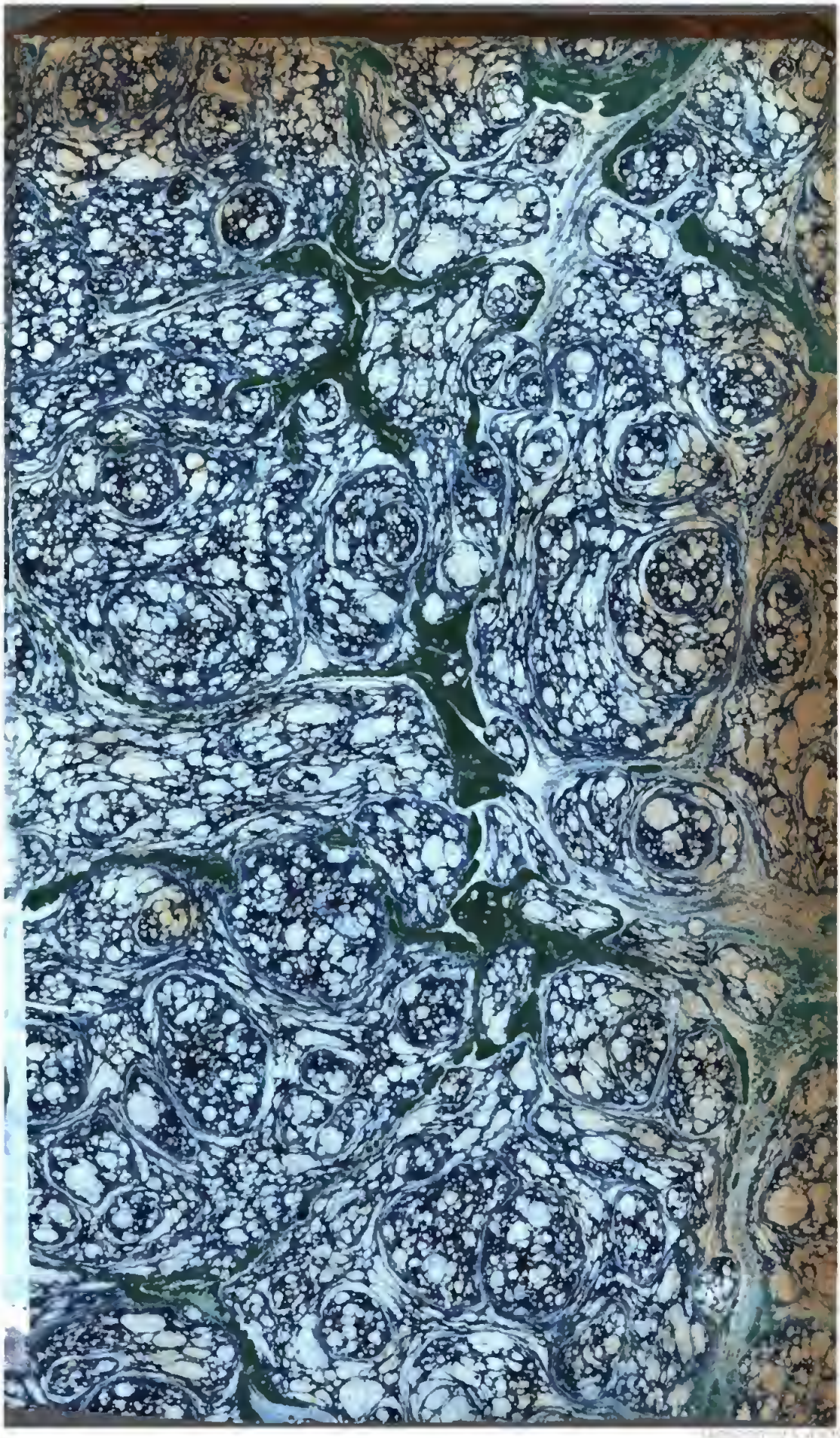
Notice sur les trois principaux Agens employés par la France auprès des Confédérés de Pologne ... 1
Sur M. le Chevalier de Taulès 4
Sur le Général Dumourier 19
Sur le Baron de Vioménil 62
Mémoire de M. le Chevalier Thesby de Belcour, Colonel au service des Confédérés de Pologne, sur la campagne qu'il fit avec eux en 1769 67
Souvenirs du Comte de ***, sur le premier démembrement de la Pologne, en 1772 87
Traités entre la Russie, l'Autriche et la Prusse, relativement au démembrement de la Pologne, signés à Saint-Pétersbourg, le $\frac{25 \text{ juillet}}{5 \text{ août}}$ 1772 137
Traité avec l'Autriche 137
Traité avec la Prusse 146

Lettres particulières du Baron de Vioménil 149

Première lettre du Baron de Vioménil, de Teschen, le 31 décembre 1771 149
Mémoire sur l'état de la Confédération de Pologne 151
Manifeste du Comte Oginski, Grand-Général de Lithuanie, du 12 septembre 1771 ... 155
Lettre du Comte Oginski, Grand-Général de

Lithuanie, à un de ses amis, du 29 septembre 1771..... 168
Explication sur les trois pièces précédentes. 171
Seconde lettre du Baron de Vioménil, de Teschen, le 5 février 1772..... 175
Copie de la lettre de M. de Choisi à M. le Baron de Vioménil, du château de Cracovie, le 2 février 1772, à 4 heures du soir..... 183
Troisième lettre du Baron de Vioménil, de Teschen, le 10 février 1772..... 191
Quatrième lettre du Baron de Vioménil, de Teschen, le 22 février 1772..... 201
Cinquième lettre du Baron de Vioménil, de Teschen, le 3 mars 1772..... 207
Sixième lettre du Baron de Vioménil, de Teschen, le 12 mars 1772..... 211
Copie d'une lettre de M. de Choisi au Baron de Vioménil, du château de Cracovie, le 29 février 1772..... 216
Septième lettre du Baron de Vioménil, de Teschen, le 18 mars 1772..... 223
Huitième lettre du Baron de Vioménil, de Teschen, le 31 mars 1772..... 228
Neuvième lettre du Baron de Vioménil, de Teschen, le 8 avril 1772..... 232
Copie de l'instruction que la Généralité a envoyée à MM. les Maréchaux Pulawski, Kossakowski et Zaremba, du 18 mars 1772..... 240
Copie de la lettre de M. de Czettritz, Lieutenant-Général au service de S. M. Prussienne, à M. Sierazewski, Régimentaire de la Grande-

Pologne, de Hemstadt, le 22 mars 1772. 246
Dixième lettre du Baron de Vioménil, de Teschen, le 19 avril 1772 251
Onzième lettre du Baron de Vioménil, de Teschen, le 22 avril 1772 251
Douzième lettre du Baron de Vioménil, de Teschen, le 29 avril 1772 255
Copie de la lettre de M. de Choisi à M. le Baron de Vioménil, du château de Cracovie, le 25 avril 1772 261
Points accordés par S. E. M. de Suwarow, Général-Major au service de l'Impératrice de toutes les Russies, à M. de Choisi, de Cracovie, le 23 avril 1772 262
Journal du siége du château de Cracovie, par M. de Galibert, officier français au service des Confédérés de Pologne, du 2 février au 22 avril 1772.... 267

FIN DE LA TABLE.

650022